



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

LOI N° 2021 - 026
PORTANT LOI DE REGLEMENT
2018



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	III
LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES GRAPHES	VIII
LISTE DES ANNEXES	IX
EXPOSE DES MOTIFS	1
I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	3
II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS	12
A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE	12
1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2018 (BGE)	12
2. Evolution triennale de la performance nationale (2016 à 2018)	13
B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE	14
1. Secteur administratif	14
2. Secteur social	31
3. Secteur infrastructure	38
4. Secteur productif	45
III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE DES LOIS DE FINANCES 2018	52
A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES 2018	52
B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS	54
1. <i>Mouvements de crédits</i>	54
2. <i>Décret d'avances : ouverture de crédits supplémentaires</i>	63
C. ANALYSES BUDGETAIRES ET FINANCIERES DES LOIS DE FINANCES 2018	64
1. BUDGET GENERAL	64
2. BUDGETS ANNEXES	79
3. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR	83
4. FONDS DE CONTRE VALEUR	84
5. OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)	86
D. OPERATION DE TRESORERIE	89
PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2018	90

LISTE DES ABREVIATIONS

A: Atteint
ACCPDC: Agence Comptable Centrale des Postes Diplomatiques et Consulaires
AGOA: African Growth and Opportunity Act
Aut. : Autres
AVC : Accident Vasculaire Cérébral
BA : Budgets Annexes
BAD : Banque Africaine du Développement
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE : Banque Centrale Européenne
BCM : Banque Centrale de Madagasikara
BCSE : Bordereaux de Crédits Sans Emploi
BGE : Budget Général de l'Etat
BIANCO : Bureau Indépendant Anti-Corruption
BTA : Bon du Trésor par Adjudication
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
BTS : Bons de Tirages Spéciaux
CDMT : Cadre de Dépense à Moyen Terme
CEE : Communauté Economique Européenne
CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances
CHD : Centre Hospitalier de District
CRCM : Caisse de Retraite Civile et Militaire
CPT : Comptes Particuliers du Trésor
CSA : Centre de Service Agricole
CSB : Centre de Santé de Base
CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
DTI : Droits et Taxes à l'Importation
DTS : Droits de Tirages Spéciaux
FAD : Fonds Africain de Développement
FCV : Fonds de Contre-Valeur
FED : Réserve Fédérale Américaine
FIDA : Fonds International de Développement Agricole
FJPA : Frais de Justice Criminelle et Assimilés
FMI : Fonds Monétaire International
FPP : Fiche de Performance Pluriannuelle
FSP : Fonds de Solidarité Prioritaire
GRC : Gestion des Risques et des Catastrophes
IDA : International Development Association
IEC : Information-Education et Communication
IN : Imprimerie Nationale
INSTAT : Institut National de la Statistique
IPC: Indice de Prix à la Consommation
JIRAMA: Jiro sy Rano Malagasy
LFI : Loi de Finances Initiale

LFR : Loi de Finances Rectificative
LOLF : Loi Organique sur les Lois de Finances
MID : Marché Interbancaire de Devises
NA : Non Atteint
ND : Non Disponible
NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OCDP : Opérations en Capital de la Dette Publique
OGT : Opérations Globales du Trésor
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PGA : Paierie Générale d'Antananarivo
PGE : Politique Générale de l'Etat
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissement Public
PLOFs : Plans Locaux d'Occupation Foncière
PME/PMI: Petites et Moyennes Entreprises/ Petites et Moyennes Industries
PND : Plan National de Développement
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPN : Produits de Première Nécessité
PPP : Partenariat Public Privé
RAP : Rapport Annuel de Performance
RdP : Responsable de Programmes
REF : Rapport Economique et Financier
RPI : Ressources Propres Internes
RRI : Rapid Result Initiative
SADEC: Southern African Development Community
SGAB : Service de la Gestion des Aides Bilatérales
SLR : Service de la Loi de Règlement
SST : Sécurité Sociale des Travailleurs
TG : Trésorerie Générale
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
TMA : Trésorerie Ministérielle de l'Agriculture
TMEN : Trésorerie Ministérielle de l'Education Nationale
TMS : Trésorerie Ministérielle de la Santé
TP : Trésorerie Principale
TPI : Tribunal de Première Instance
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE : Union Européenne
USD : United States Dollar
VIH/SIDA : Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'Immunodéficience Acquise
ZFI : Zone Franche Industrielle

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Dynamisme de l'Indice des Prix à la Consommation par Secteur Productif et par Catégorie de Produits (en pourcentage).....	5
Tableau 2 : Récapitulatif sur l'évolution de l'Inflation et de la masse monétaire (M3).....	5
Tableau 3 : Dynamisme des parités USD/Ariary et DTS/Ariary sur le MID (en Ariary).....	6
Tableau 4 : Récapitulatif des taux de change en fin de période (en Ariary).....	6
Tableau 5 : Situation de la Balance de paiement (en DTS).....	7
Tableau 6 : Evolution et réalisations des recettes de l'Etat en 2018.....	9
Tableau 7 : Evolution et Réalisation des dépenses de l'Etat en 2018.....	10
Tableau 8 : Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2018.....	13
Tableau 9 : Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif.....	14
Tableau 10 : Synthèse des réalisations financières et physiques (PRESIDENCE).....	15
Tableau 11 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SENAT).....	15
Tableau 12 : Synthèse des réalisations financières et physiques (ASSEMBLEE NATIONALE).....	16
Tableau 13 : Synthèse des réalisations financières et physiques (HCC).....	16
Tableau 14 : Synthèse des réalisations financières et physiques (PRIMATURE).....	17
Tableau 15 : Synthèse des réalisations financières et physiques (FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY).....	18
Tableau 16 : Synthèse des réalisations financières et physiques (CENI).....	18
Tableau 17 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MAE).....	19
Tableau 18 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MDN).....	20
Tableau 19 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SEG).....	21
Tableau 20 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MID).....	22
Tableau 21 : Synthèse des réalisations financières et physiques (SECURITE PUBLIQUE).....	23
Tableau 22 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MIN JUSTICE).....	24
Tableau 23 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MFB).....	25
Tableau 24 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEP).....	27
Tableau 25 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MFPRATELS).....	28
Tableau 26 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MCC).....	29
Tableau 27 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MCRI).....	30
Tableau 28 : Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social.....	31
Tableau 29 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINSAN).....	32
Tableau 30 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MJS).....	33
Tableau 31 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MPPSPF).....	34
Tableau 32 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEN).....	35

Tableau 33 : Synthèse des réalisations financières et physiques (METFP)	36
Tableau 34 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MESUPRES).....	37
Tableau 35 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MCPASP)	38
Tableau 36 : Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure	39
Tableau 37 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEH)	39
Tableau 38 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEAH)	40
Tableau 39 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MTPI).....	41
Tableau 40 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MATSF).....	42
Tableau 41 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MTM).....	43
Tableau 42 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MPTDN)	44
Tableau 43 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif .	45
Tableau 44 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MIDSP)	46
Tableau 45 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINTOUR).....	47
Tableau 46 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MINAE)	47
Tableau 47 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MRHP).....	48
Tableau 48 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MEEF).....	49
Tableau 49 : Synthèse des réalisations financières et physiques (MMRS)	50
Tableau 50 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2018	53
Tableau 51 : Situation des mouvements de crédits de 2016 à 2018	54
Tableau 52 : Recettes du Budget Général	64
Tableau 53 : Situation des recettes par nature	65
Tableau 54 : Situation des crédits et dépenses du BG par mission	66
Tableau 55 : Situation des crédits et dépenses du BG par programme	67
Tableau 56 : Situation des crédits et dépenses du BG par catégorie	72
Tableau 57 : Exécution des dépenses sur les intérêts de la Dette Publique.....	73
Tableau 58 : Dépenses de soldes	74
Tableau 59 : Dépenses de fonctionnement hors solde.....	74
Tableau 60 : Dépenses structurelles	75
Tableau 61 : Emploi des investissements	76
Tableau 62 : Dépenses d'Investissement par type de financement	76
Tableau 63 : PIP Par Régions	77
Tableau 64 : Crédits et dépenses du BG par nature.....	78
Tableau 65 : Recettes de l'Imprimerie Nationale	79
Tableau 66 : Dépenses de l'Imprimerie Nationale.....	80
Tableau 67 : Recettes des Postes et Télécommunications.....	81
Tableau 68 : Dépenses des Postes et Télécommunications	81
Tableau 69 : Récapitulation des situations des Budgets Annexes.....	82

Tableau 70 : Situation des CPT 2018	83
Tableau 71 : Situation des FCV.....	84
Tableau 72 : Part de dépenses d'investissement de 2 Institutions et 6 Ministères financée par le FCV	84
Tableau 73 : Evolution des FCV entre 2014-2018.....	85
Tableau 74 : Situation des Opérations en Capital de la Dette Publique	86
Tableau 75 : Situation du tirage de l'Emprunt en 2018.....	87
Tableau 76 : Situation de l'Amortissement des Dettes Publiques	88
Tableau 77 : Situation de l'Encours de la Dette Publique	89



LISTE DES GRAPHES

Graphique 1 : Evolution de la performance nationale de 2016 à 2018	13
Graphique 2 : Performance du secteur administratif en 2018 (en %).......	14
Graphique 3 : Performance du secteur social en 2018 (en %).......	32
Graphique 4 : Performance du secteur infrastructure en 2018 (en %)	39
Graphique 5 : Performance du secteur productif en 2018 (en %)	45
Graphique 6 : Situation des recettes par nature	65
Graphique 7 : Crédits et dépenses du BG par catégorie	73
Graphique 8 : Dépenses du personnel de l'Etat.....	74
Graphique 9 : Dépenses de fonctionnement hors solde.....	75
Graphique 10 : Situation budgétaire de l'IN	80
Graphique 11 : Situation budgétaire des Postes et Télécommunications	81
Graphique 12 : Récapitulation des situations des Budgets Annexes.....	82
Graphique 13 : Evolution des FCV des Cinq (5) dernières années	85

LISTE DES ANNEXES

1. Situation des recettes
2. Budgets Annexes
3. Opérations sur les Fonds de Contre-Valeur
4. Opérations en Capital de la Dette Publique (Emprunts)
5. Opérations sur les Comptes Particuliers du Trésor
6. Etats de dépenses (fonctionnement, solde, investissement) par Institution/Ministère
7. Etats de développement de crédits par Institution/Ministère
8. Compte Général de l'Administration des Finances
9. Rapport Annuel de Performance
10. Récapitulation des actes modificatifs de crédits
11. Etat récapitulatif des dépenses par Ministère-Mission-Programme et Financement
12. Situation financière des Etablissements Publics Nationaux



EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de Règlement, comme définie dans la Loi Organique sur les Lois de Finances (LOLF) n°2004-007 dans son article 2, se catégorise parmi les Lois de Finances. « La loi de Règlement constate le montant définitif des recettes encaissées et des dépenses ordonnancées au cours de la gestion de l'année civile considérée et approuve les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de Finances de l'année, complétée, en tant que de besoin, par les lois rectificatives. Le cas échéant, elle approuve les dépassements de crédits résultant de circonstances de force majeure. Elle autorise enfin le transfert du résultat de l'année au compte permanent des résultats du Trésor. » (LOLF Art. 2 al. 6). Pour l'exercice budgétaire 2018, la Loi de Finances Initiale (LFI) n°2017-024 du 19 décembre 2017 a été modifiée par la Loi de Finances Rectificative (LFR) n°2018-024 du 12 juillet 2018, suivant la volonté principale de préserver la stabilité macroéconomique.

L'année 2018 a commencé par quelques événements majeurs dont la survenue des cyclones Ava, Dumazile et Eliakim, qui ont tous affecté la Grande Île. Les dégâts engendrés par les trois cyclones ont surtout touché les infrastructures publiques à savoir les infrastructures routières et de télécommunication, les infrastructures scolaires, les bâtiments publics et les poteaux électriques. Des pertes humaines ainsi que plusieurs cas de sinistres ont également été enregistrés. Un autre fait marquant de ce début d'année en revue a été aussi le lancement de la vision pour l'Emergence de Madagascar. Le Président de la République en place avait élaboré et présenté au mois de janvier un document de politique « Vina 2030 : Fisandratana » lequel devait orienter toutes les actions du Gouvernement et des départements ministériels. Toutefois, suite aux troubles politiques en cours d'année, exacerbées par plusieurs revendications syndicales dont les enseignants, les services fiscaux et douaniers, un nouveau Gouvernement a été formé, dont la principale mission était de mener à bien les élections présidentielles. Ainsi, le cycle électoral a été mené à terme avec la tenue d'un premier tour en novembre 2018.

Sur le plan économique, le taux de croissance pour 2018 a été évalué à 4,6%¹. Les réformes envisagées par l'Etat malagasy dans le cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) ont été poursuivies avec pour principal objectif de préserver la stabilité macroéconomique. Le pays a ainsi bénéficié des quatrièmes et cinquièmes décaissements de la FEC pour aide à la balance des paiements à hauteur de 31,4 millions de DTS chacun. Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire a été contenu à 2,2% du PIB grâce à (i) un accroissement de 14,6% des recettes fiscales nettes et (ii) une diminution de 18,9% des dépenses de fonctionnement par rapport à l'année précédente.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Richard RANDRIAMANDRATO

¹ Selon la nouvelle base de la Comptabilité Nationale adoptée depuis 2019

I. ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

ENVIRONNEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE MARQUÉ PAR LE DÉBUT DE L'ESCALADE DES BARRIÈRES TARIFAIRES

En 2018, la croissance économique mondiale est restée vigoureuse, soit de 3,6%, même si cette performance restait insuffisante face au défi de lutte contre la pauvreté. D'ailleurs, les prévisions tablaient sur 3,9% de croissance, laquelle n'a pas été atteinte. La principale cause se trouvait au niveau du commerce international lequel a commencé à ralentir suivant le relèvement des mesures protectionnistes dans plusieurs pays. Ce sont surtout les pays émergents et ceux exportateurs qui ont subi les revers de cette situation conjuguée avec le resserrement des conditions financières.

Toutefois, la région de l'Afrique subsaharienne a été relativement épargnée, soit une croissance affichée à 3,0%, contre 2,9% en 2017 et 1,4% en 2016. Elle est soutenue par une meilleure production agricole et le redressement des prix des produits de base. L'abondance des forces de travail bénéficie également à l'économie africaine mais à une proportion encore insuffisante. En effet, le taux de sous-emploi reste à un niveau désastreux et la création de nouveaux emplois n'arrive pas à réduire le déficit.

Concernant le prix du pétrole, une remontée des prix a été observée en 2018 avec une moyenne de 71,1 USD² du brut, contre 54,4 USD en 2017.

CROISSANCE ÉLEVÉE MALGRÉ LES APPREHENSIONS DES INVESTISSEURS VIS-A-VIS DU CONTEXTE ÉLECTORAL

En 2018, Madagascar a affiché un taux de croissance économique élevé de 4,6%, même si l'ambiance électorale incitait les investisseurs à la prudence. Un saut exceptionnel de 7,4% est observé au niveau de la branche agricole, grâce aux conditions climatiques favorables à la production. La contre-performance de la branche élevage et pêche (-4,5%) et le recul de la branche sylviculture (-0,9%) dû à la persistance des feux de brousse ramène toutefois le secteur primaire à une croissance de 3,7%.

La croissance du secteur secondaire s'est affichée, quant à elle, à 8,1% grâce à une bonne performance des branches électricité, eau et gaz (20,0%), industries diverses (16,9%), industrie extractive (10,1%), matériaux de construction (7,6%) et industrie métallique (7,4%). Sur financement PPP, la construction des centrales thermiques Noor 1 et Noor 2 fonctionnant aux fuels lourds, a permis de renforcer la capacité de production électrique de la JIRAMA de 76 mégawatts. La diminution des délestages suite à cette nouvelle implantation ainsi que la poursuite des subventions accordées à cette société nationale s'est répercutée positivement sur les autres industries.

² Prix moyen f.o.b. du Brent par baril

Quant au secteur tertiaire, les croissances à deux chiffres des branches services rendus aux ménages (17,1%), poste et télécommunication (11,3%), et éducation (10,8%) relève à 2,1% la croissance du secteur, et ce, malgré la recrudescence des branches hôtel et restaurant (-11,4%), Administration (-2,1%), transport (-1,7%) et santé (-1,1%). En particulier pour le transport, le dysfonctionnement pendant plusieurs mois du port de Toamasina, lié à la grève des douaniers, a été un contexte marquant. Il faut noter également pour ce secteur une croissance déjà remarquable des BTP (7,9%). La finalisation des projets d'infrastructures publiques tels que la nouvelle route reliant Tsarasaotra et l'aéroport d'Ivato a eu, en effet, des impacts positifs sur les activités y afférentes et sur la sphère réelle en général.

BAISSE DU NIVEAU GENERAL DES PRIX GRACE A UNE BONNE SYNERGIE ENTRE POLITIQUES DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Après une année 2017 à forte pression inflationniste, l'année 2018 a été marquée par un retour progressif vers la stabilité des prix. Le taux d'inflation était passé de 9,0% en décembre 2017 à 6,1% sur la même période de 2018, soit un écart favorable de -2,9 points de pourcentage. Ce taux avait également réduit de 1,6 point de pourcentage par rapport à l'estimation de fin de période établie dans la LFR 2018 et de 0,7 point de pourcentage par rapport à la moyenne annuelle prévisionnelle. Une situation qui a été stimulée principalement par la tendance baissière des prix des produits alimentaires, spécifiquement ceux du riz, passant d'un glissement annuel de +26,9% en janvier 2018 à +4,4% en décembre 2018. Madagascar avait en effet bénéficié d'un climat propice à la riziculture au cours de l'année en revue, et ce en dépit du passage du cyclone AVA en début d'année. En parallèle, le cours du riz sur le marché international s'était rétracté suite à l'accumulation de stocks en provenance d'Asie. Il est à rappeler que le riz représente 15,3% du total du panier des ménages ; il constitue le premier bien de consommation des malagasy.

Les prix des produits locaux avaient également contribué à la baisse de l'inflation en 2018. Ils sont passés d'un glissement annuel de 9,6% à 6,2% entre janvier et décembre avec une visibilité directe retracée sur les prix des PPN. Par ailleurs, les prix des produits importés ont fluctué en dents de scie à cause de l'instabilité des cours mondiaux des produits pétroliers et des taux de change sur le MID. Néanmoins, l'impact sur l'inflation globale a été moindre, étant donné que la hausse enregistrée n'a été que de 0,9 point de pourcentage entre janvier et décembre 2018.

Hormis l'effet prix, la politique de prudence adoptée par la BCM a eu des retombées positives sur l'évolution des prix intérieurs. La variation de la base monétaire a été maîtrisée voire réduite grâce à la performance de la stratégie de ciblage de la masse monétaire M3. A ce propos, cette dernière avait varié de 14,2% (prévision dans la LFR) à 11,2 % en 2018.

Tableau 1 : Dynamisme de l'Indice des Prix à la Consommation par Secteur Productif et par Catégorie de Produits (en pourcentage)

Période	ENSEMBLE	Produits alimentaires	Produits locaux	Produits importés	PPN	Riz	Energie
janv-18	8,6	11,3	9,6	3,9	13,4	26,9	4,3
févr-18	8,2	10,3	9,2	3,1	11,6	22,6	4,0
mars-18	7,6	9,7	8,5	2,7	10,9	20,5	4,2
avr-18	7,4	8,8	8,1	2,5	9,8	17,3	4,4
mai-18	7,3	8,6	8,1	2,4	10,0	16,7	6,5
juin-18	7,3	9,1	8,2	2,4	10,7	18,5	6,8
juil-18	7,4	9,0	8,2	2,9	10,8	18,5	7,3
août-18	7,3	8,7	7,9	3,6	10,6	17,9	7,2
sept-18	7,2	7,7	7,6	4,3	10,7	18,0	7,3
oct-18	7,1	8,1	7,4	4,3	9,7	15,4	7,3
nov-18	6,3	6,7	6,5	4,6	7,2	8,2	6,8
déc-18	6,1	6,0	6,2	4,8	6,5	4,4	6,3

Source : MEF/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de l'INSTAT

Tableau 2 : Récapitulatif sur l'évolution de l'Inflation et de la masse monétaire (M3)

Rubriques	Réalisation 2017	LFI 2018	LFR 2018	Réalisation 2018
Indice des Prix à la Consommation (en %)				
- Moyenne période	8,3	7,8	8,0	7,3
- Fin de période	9,0	7,9	7,7	6,1
Variation de la masse monétaire (M3 en %)	17,8	12,5	14,2	11,2

Source : MEF/DGFAG/DB/SSB/DEAB

DEPRECIATION DE LA MONNAIE LOCALE FACE AUX PRINCIPALES DEVISES SUR LE MID

L'analyse des taux de change des principales devises (USD et DTS) observés sur le MID en fin de période 2018 déduit une dépréciation de la monnaie locale comparée à la même période de 2017 et aux estimations établies pour cette année en revue dans la LFR 2018.

Théoriquement, la cotation d'une devise s'opère en fonction de l'offre et de la demande de cette devise sur un marché de change. Par ailleurs, à Madagasikara, cette situation est difficilement observable car plusieurs facteurs interfèrent le bon fonctionnement du MID. Parmi eux, on peut citer : les fuites de capitaux liées aux transactions souterraines, les flux réels d'exportations non compensés par les flux monétaires (il n'y a pas de rapatriement de devises effectif à Madagasikara et ce malgré l'obligation de l'Etat stipulée dans l'arrêté n°25397/2015-MFB/SG/DGT/DOF/SSOC du 7 août 2015), la dépendance de notre économie vis-à-vis de l'évolution de la conjoncture extérieure (poids mondial

des taux d'intérêt appliqués par la FED et la BCE), etc. En outre, le déficit persistant et continu de la balance commerciale, la position du Dollar US au niveau des échanges internationaux, l'inflation intérieure assez élevée par rapport à celles des pays partenaires (perte de compétitivité prix des produits d'exportations), ainsi que la faiblesse des opérations en capital et financières au titre de l'année 2018 spécifiquement celles relatives aux dons projets et aux aides budgétaires ont également eu des répercussions négatives sur la valeur de l'Ariary.

En matière de politique de change, la BCM avait élaboré des réformes au niveau du MID au cours de l'année 2018. Leurs mises en vigueur devraient se faire à partir de 2019. Elle avait également intervenu ponctuellement en position d'acheteur ou de vendeur pour lisser les fluctuations plus marquées de taux.

Tableau 3 : Dynamisme des parités USD/Ariary et DTS/Ariary sur le MID (en Ariary)

Libellés	Parité USD/Ariary	Parité DTS/Ariary
janv-18	3 230,4	4 643,2
févr-18	3 159,3	4 588,2
mars-18	3 137,0	4 555,5
avr-18	3 215,3	4 665,8
mai-18	3 257,9	4 640,4
juin-18	3 355,9	4 747,6
juil-18	3 311,3	4 653,6
août-18	3 301,9	4 608,8
sept-18	3 407,8	4 773,1
oct-18	3 503,3	4 874,6
nov-18	3 612,3	5 001,3
déc-18	3 524,6	4 880,7

Source : MEF/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de la BCM

Tableau 4 : Récapitulatif des taux de change en fin de période (en Ariary)

Rubriques	Réalisation 2017	LFI 2018	LFR 2018	Réalisation 2018
Taux de change (en fin de période)				
- USD/Ariary	3 220,9	3 299,0	3 316,0	3 524,6
- DTS/Ariary	4 556,7	4 652,0	4 840,0	4 880,7

Source : MEF/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de la BCM

RENFORCEMENT DE LA POSITION EXTERIEURE DE MADAGASIKARA VIS-A-VIS DU RESTE DU MONDE

La balance globale affiche une augmentation de +80,8 millions de DTS par rapport à l'estimation inscrite dans la LFR. Cette situation s'explique par la hausse des transactions courantes entre Madagascar et le reste du monde, portée par :

- l'importance du niveau des flux au sein du secteur privé (+128,4 millions de DTS par rapport à la LFR) permettant au solde des transferts courants d'augmenter de +100 millions de DTS par rapport à la LFR ;
- la réduction du déficit de la balance des biens et services (-325,9 millions de DTS en 2018 contre -504,5 millions de DTS prévus dans la LFR), soutenue par la progression des exportations conjuguée à la baisse des importations.

Notons que les revenus des investissements (notamment les dividendes versés aux actionnaires étrangers, les bénéfices non distribués, les intérêts des emprunts intra-groupes et les intérêts de la dette publique) accusent une légère baisse de -8,7 millions de DTS par rapport à la LFR, restant déficitaire à hauteur de -280,8 millions de DTS.

Le compte capital et financier n'a pas pu soutenir la hausse du solde global. En effet, il a été pénalisé à la fois par :

- les opérations en capital, notamment les dons projets (-10,1 millions de DTS par rapport à la LFR),
- ainsi que par les opérations financières (-71,3 millions de DTS) qui ont pâti de la réduction des tirages sur PIP, du niveau de remboursement élevé des prêts octroyés auprès du secteur privé ainsi que de la nécessité pour la BCM de puiser dans les réserves de change afin de combler le déficit de la balance commerciale.

La balance commerciale reste excédentaire à hauteur de +110,5 millions de DTS en 2018.

Tableau 5 : Situation de la Balance de paiement (en DTS)

RUBRIQUES	Réalisation 2017	LFI 2018	LFR 2018	Réalisation 2018
TRANSACTIONS COURANTES	-40,1	-363,1	-190,8	79,2
<i>Biens et Services</i>	-316,5	-629,3	-504,5	-325,9
- <i>Balance commerciale</i>	-322,3	-588,1	-470,3	-324,2
- <i>Services nets</i>	5,8	-41,2	-34,2	-1,7
<i>Revenus des investissements</i>	-255,2	-313,9	-272,1	-280,8
<i>Transferts courants</i>	531,6	580,1	585,8	685,8
OPERATIONS EN CAPITAL ET FINANCIERES	211,1	419,1	220,6	59,4
<i>Opération en capital</i>	168,4	187,1	180,7	170,6
<i>Opérations financières</i>	42,7	232,0	39,9	-111,2
BALANCE GLOBALE	168,7	56,1	29,7	110,5

Source : MEF/DGFAG/DB/SSB/DEAB suivant données recueillies auprès de la BCM

PERFORMANCE ENCOURAGEANTE DES RECETTES FISCALES

Malgré les différentes perturbations conjoncturelles dont l'Administration Fiscale a fait l'objet en 2018, cette dernière s'est attelée à maintenir sa ligne de conduite et ainsi de procéder à une politique de sensibilisation auprès de la population concernant le civisme fiscal. Effectivement, il est difficile d'instaurer un lien de confiance mutuelle entre l'Administration et le contribuable. Pourtant un accroissement des effectifs des ressources fiscales passe logiquement par une conscientisation et une acceptation de l'impôt par les citoyens.

Ainsi, pour l'année 2018, les recettes totales nettes³ sont de 6 082,3 milliards d'Ariary soit une variation de -3,9% par rapport à la prévision estimée durant la LFR qui était de 6 329,6 milliards d'Ariary. En effet, si en début d'année, les autorités fiscales avaient comme pour objectif de viser un taux de pression fiscale de 12%, il fut au final de 10,2% soit une baisse de 1,3 point par rapport au taux présenté durant l'exercice fiscal précédent (11,5% en 2017). Cela est notamment imputable aux différentes grèves des différents agents de l'administration fiscale durant le troisième trimestre de l'exercice fiscal, les contributions des impôts et des douanes furent respectivement de 5,0% et 5,2% du PIB.

En effet, si les résultats du premier semestre laissaient présager des résultats plutôt optimistes, les mouvements syndicalistes ont directement plombé cette bonne dynamique fiscale. Cela s'étant surtout ressenti au niveau des recettes intérieures qui furent de 2 327,1 milliards d'Ariary soit un taux de réalisation de 90,2% représentant une performance moyenne due aux différentes difficultés observées au niveau du recouvrement des impôts durant les grèves. A contrario, l'institution douanière en dépit des différents troubles administratifs, affiche pour sa part un taux de réalisation de 104,1% avec 2 391,4 milliards d'Ariary de recettes. Ceci étant particulièrement le fruit des différentes politiques et réformes entreprises par l'institution douanière telle que la dématérialisation des procédures qui ont généré des résultats bénéfiques, optimisant spécialement les délais de dédouanement.

Pour leur part, les recettes non fiscales sont de 132,5 milliards d'Ariary représentant 0,3% du PIB soit une variation positive de 47,1% par rapport aux estimations qui ont été faites. Ceci étant, le produit des contrôles rigoureux et de la mise en place de la politique d'optimisation des recouvrements effectués par l'Administration durant l'année 2018. Par ailleurs, les retombées positives de ses différentes initiatives ont été relativement observées durant le quatrième trimestre, plus précisément durant le mois de Décembre. En effet, entre la période Novembre et Décembre, un gain non négligeable de 22,6 milliards a été enregistré, lié directement aux apports d'une part, des produits de prise de participations, et d'autre part, des produits provenant des activités annexes.

³ Selon les recommandations de la Cour des Comptes, les **Recettes Totales** (nettes) = **Recettes budgétaires (nettes)** (Recettes fiscales nettes) + **Autres recettes budgétaires** (Recettes non fiscales + Dons)

Enfin, les dons reçus durant l'année 2018 sont de 1 231,2 milliards d'Ariary représentant 2,7% du PIB et sont constitués de 414,2 milliards d'Ariary en dons courants et de 817 milliards d'Ariary en dons en capital, dont l'UE et le PAM sont les principaux initiateurs. Le niveau de dons en général présente une variation négative de -9,7% par rapport aux estimations effectuées durant la Loi de Finances Rectificative.

Tableau 6 : Evolution et réalisations des recettes de l'Etat en 2018

UM: milliards d'Ariary	2018		Variation	Taux de Réalisation 2018	en % du PIB 2018	
	LFR	real	real/LFR	en %	real	LFR
Recettes totales nettes (1) +(2)	6 329,6	6 082,3	-3,9%	96,1	13,2	15,6
<u>Recettes Budgétaires nettes (1)</u>	4 876,3	4 718,6	-3,2%	96,8	10,2	12,0
Recettes fiscales (Brutes)	5 102,1	5 002,7	-1,9%	98,1	10,8	12,6
Recettes fiscales (Nettes)	4 876,3	4 718,5	-3,2%	96,8	10,2	12,0
impôts	2 580	2 327,1	-9,8%	90,2	5,0	6,3
douanes	2 296,3	2 391,4	4,1%	104,1	5,2	5,7
remboursement TVA	225,8	284,2	25,9%	125,9	0,6	0,6
<u>Autres recettes budgétaires (2)</u>	1 453,3	1 363,7	-6,2%	93,8	3,0	3,6
Recettes Non Fiscales	90,1	132,5	47,1%	147,1	0,3	0,2
Dons	1 363,2	1 231,2	-9,7%	90,3	2,7	3,4
Dons courants	507,2	414,2	-18,3%	81,7	0,9	1,2
Dons en capital	856	817	-4,6%	95,4	1,8	2,1

Sources : OGT 2018- LFR 2018

DEPENSES PRUDENTES ET CONTROLEES

L'orientation des dépenses durant le deuxième semestre de l'année 2018 s'était essentiellement focalisée sur l'organisation de l'élection présidentielle. A cet effet, l'Administration fut soucieuse d'offrir à la population des élections libres et transparentes et n'a aucunement lésiné sur les moyens alloués, comme peut en témoigner le crédit de 52,1 milliards d'Ariary attribué en faveur de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dans l'optique d'assurer la bonne tenue de cet évènement national.

Ainsi, pour l'année 2018, les dépenses totales ont obtenu un taux de réalisation de 98,4% soit un montant de 7 068,1 milliards d'Ariary et représentant 15,3% du PIB. Ces dépenses sont essentiellement constituées à 65% des dépenses courantes. En effet ces dernières sont de l'ordre de 4619,5 milliards d'Ariary, soit une variation de 9,1% par rapport à celle prévue dans la LFR. Cet écart est notamment expliqué par le gap observé au niveau du solde des Opérations de Trésorerie présentant en l'occurrence une augmentation de 468,3 milliards d'Ariary par rapport aux prévisions mentionnées dans la LFR.

Concernant les dépenses en traitement et salaires, elles furent de l'ordre 2 330,3 milliards d'Ariary, soit une variation maîtrisée de -0,8%. Ceci étant l'aboutissement de la politique d'assainissement des agents entreprise par l'Administration.

Pour leur part, les dépenses en fonctionnement sont de 1 411,8 milliards d'Ariary, soit un taux de réalisation de 93,9%. Par ailleurs en 2018, les biens et services ont été de 356,1 milliards d'Ariary avec une variation de -6,1 % par rapport à la LFR et dont la majorité fut dédiée aux volets sécurité afin d'assurer la sureté des citoyens dans leur quotidien ainsi que durant les périodes électorales. En outre, les dépenses en transferts et subventions ont été de 1 055,7 milliards d'Ariary, soit un taux de réalisation de 98,6%. Ces dépenses furent majoritairement constituées des subventions allouées à la JIRAMA, étant donné la hausse effective du baril au niveau du marché international et l'accumulation des arriérés de la compagnie d'eau et d'électricité.

A propos des intérêts de la dette, les paiements exécutés durant l'année 2018 ont fait l'objet d'un taux de réalisation de 6,6% et ont enregistré un total de 353,1 milliards d'Ariary dont 105,5 milliards d'Ariary pour ceux extérieurs, et de 247,6 milliards d'Ariary pour ceux intérieurs.

Enfin, les dépenses en capital sont de 2 448,6 milliards d'Ariary soit une variation de -16,9% par rapport à la LFR. Par ailleurs, les dépenses d'investissement sur financement interne sont de 833,8 milliards d'Ariary, soit un taux de réalisation de 83,9% et celles issues du financement externe sont de 1 614,8 milliards d'Ariary équivalent à un taux de réalisation de 82,7%. Ces écarts sont expliqués par un faible taux d'exécution principalement dû à la non maîtrise des procédures de passation de marchés publics par des acteurs budgétaires ainsi que des différents problèmes observés pendant la régularisation et le décaissement des dépenses sur financement extérieur.

Tableau 7 : Evolution et Réalisation des dépenses de l'Etat en 2018

UM: milliards d'Ariary	2018		Variation real/LFR	Taux de Réalisation 2018	en % du PIB 2018	
	LFR	real		en %	real	LFR
Dépenses totales (1+2)	7 179,9	7 068,1	-1,6%	98,4	15,3	17,7
Dépenses courantes (1)	4 234,4	4 619,5	9,1%	109,1	10,0	10,4
<u>Dépenses budgétaires</u>	4 178,6	4 095,4	-2,0%	98,0	8,9	10,3
Traitements et salaires	2 350,3	2 330,5	-0,8%	99,2	5,0	5,8
Fonctionnement	1 450,2	1 411,8	-2,6%	97,4	3,1	3,6
Biens et services	379,2	356,1	-6,1%	93,9	0,8	0,9
Transfert et subventions	1071	1 055,7	-1,4%	98,6	2,3	2,6
Intérêts	378,1	353,1	-6,6%	93,4	0,8	0,9
extérieure dus	124,7	105,5	-15,4%	84,6	0,2	0,3
intérieure dus	253,4	247,6	-2,3%	97,7	0,5	0,6
<u>Opérations de Trésorerie</u>	55,8	524,1	839,2%	939,2	1,1	0,1
Dépenses en capital (2)	2 945,5	2 448,6	-16,9%	83,1	5,3	7,2
Ressources intérieures	993,5	833,8	-16,1%	83,9	1,8	2,4
Ressources extérieures	1952	1 614,8	-17,3%	82,7	3,5	4,8

Sources : OGT 2018- LFR 2018

MAITRISE DU DEFICIT

Les performances encourageantes des recettes combinées aux contrôles rigoureux des dépenses ont permis une maîtrise du déficit et de le stabiliser à -2,2 % du PIB en 2018 afin de respecter le critère de convergence fixé par la SADC et le FMI.

De ce fait, son solde de -1 004,1 milliards d'Ariary a été principalement financé à 73,5% par l'extérieur pour un montant de 738,3 milliards d'Ariary, et le reste par l'intérieur à hauteur de 265,8 milliards d'Ariary.

II. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES POUVOIRS PUBLICS

Le volet « analyse de la performance des pouvoirs publics » rend compte des principales réalisations physiques de chaque Institution et Ministère, lesquelles sont extraites des Rapports Annuels de Performance transmis en fin d'année.

L'exercice 2018 est marqué essentiellement par la généralisation de la programmation pluriannuelle du budget à travers la mise en place du CDMT, dans le dessein d'assurer une meilleure allocation des ressources financières et une promotion de la transparence budgétaire. A cet effet, l'ancienne nomenclature « ministères, missions, programmes, objectifs, indicateurs d'objectifs, activités » est désormais remplacée par « ministères, missions, programmes, objectifs globaux, objectifs spécifiques, résultats, activités » dans le document de performance 2018. En corollaire, en vertu du parallélisme des formes et pour avoir un bon système de suivi-évaluation de la performance, le contenu du RAP 2018 a été modifié en prenant en compte cette restructuration.

Toutefois, puisque l'année 2018 constitue un début de phase d'expérimentation du CDMT, la présentation de la « partie performance et des indicateurs » demeure loin d'être maîtrisée. En effet, l'analyse du document de performance a fait ressortir de nombreuses imperfections. A ce titre, il a été relevé la pléthore des objectifs spécifiques n'ayant aucun lien direct avec le programme concerné et qui sont non pertinents, l'incohérence des objectifs et des indicateurs, la redondance des indicateurs, l'existence des objectifs non assortis d'indicateurs, les formulations non uniformisées, l'emploi des indicateurs inappropriés et difficilement mesurables, etc. Malgré ces défaillances, plusieurs réalisations ont été fructueuses, dont les plus marquantes sont mises en exergue dans la présente partie.

A. ANALYSE DE LA PERFORMANCE NATIONALE

1. Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères en 2018 (BGE)

Dans le cadre de la concrétisation des grandes politiques de l'Etat, les 37 Institutions et Ministères se sont vus confiés 50 principales missions, regroupant au total 138 programmes, dont 44 sont constitués des programmes transversaux. Le progrès de réalisation des 386 objectifs spécifiques assignés à cet effet a été suivi à travers 708 indicateurs de résultats, dont 9 d'entre eux sont constatés comme des indicateurs redondants. Une enveloppe budgétaire, à hauteur de 7 294,39 milliards d'Ariary, a été ainsi allouée afin d'assurer la conduite de sa politique publique.

A la clôture de l'exercice, les actions entreprises ont coûté finalement 5 876,03 milliards d'Ariary, soit un taux d'absorption budgétaire de 80,55%. Au vu de ces dépenses effectuées, une performance moyenne de l'ordre de 57,20% a pu être réalisée, représentant une légère baisse de 0,09 points par rapport à l'année précédente. Bien qu'aucun des Institutions et Ministères n'ait atteint ses indicateurs dans la totalité, 10 départements ont réussi à passer le cap des 75% en matière d'atteinte des valeurs cibles. Par contre, 4 ministères ont affiché des faibles performances, avec des taux allant en deçà de 25%. L'insuffisance des moyens financiers ainsi que la priorisation des activités liées à l'élection ont été souvent les motifs évoqués dans les rapports pour les résultats peu concluants.

Les principales réalisations financières et physiques de 2018 sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 8 : Récapitulation de la situation de la performance et de la situation budgétaire 2018

En nombre											(En milliards d'Ariary)		
Inst/ Min	Mis.	Prog.	O.G	O.S	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
37	50	138	144	386	680	708	405	261	26	16	7459,42	7294,39	5876,03

Sources : Documents de performance LFI et LFR, RAP et BCSE 2018

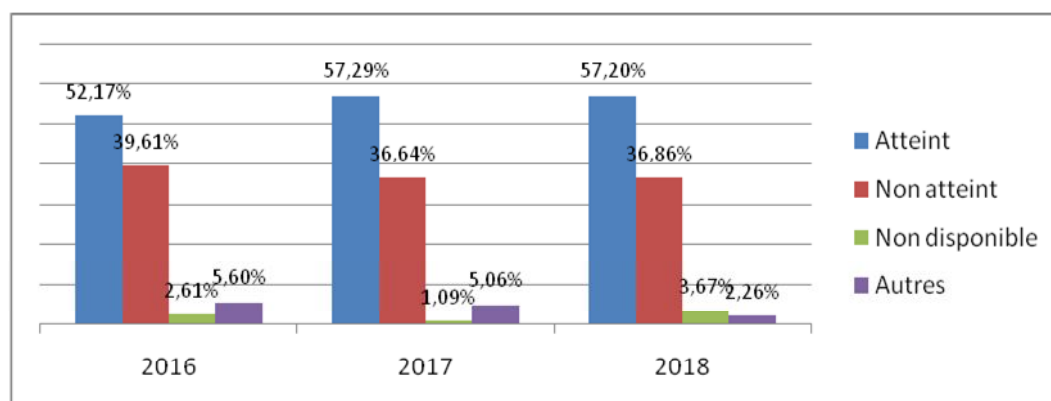
2. Evolution triennale de la performance nationale (2016 à 2018)

Comme l'application effective du CDMT a débuté en 2018, et par conséquent, la présentation du document de performance est devenue différente de celles des années précédentes, il s'avère difficile de mener une analyse comparative proprement dite des données de performance sur une période triennale.

Néanmoins, sur une vue d'ensemble, les résultats de performance ont continué d'évoluer positivement pendant 3 années consécutives. Le seuil des 50% en matière d'atteinte des cibles a pu être franchi pour la première fois en 2016. Cette tendance a été maintenue, voire dépassée, puisque les années 2017 et 2018 se sont achevées respectivement avec des performances nationales moyennes à hauteur de 57,29% et 57,20%. En revanche, si la qualité des informations fournies a connu une amélioration en 2017, à travers la réduction des données non disponibles, elle s'est légèrement détériorée en 2018 puisque 3,67% des données n'ont pas été collectées contre 1,09% pour 2017.

L'évolution de la performance nationale depuis ces 3 dernières années est synthétisée dans le graphique suivant :

Graphique 1 : Evolution de la performance nationale de 2016 à 2018



Sources : RAP 2016-2017-2018

B. ANALYSE DE LA PERFORMANCE SECTORIELLE

1. Secteur administratif

a. Les réalisations physiques et financières du secteur administratif

Etant le secteur ayant bénéficié la plus grande part du BGE, le secteur administratif, composé de 7 Institutions et 11 Ministères, s'est vu octroyé 48,85 % de l'ensemble des crédits définitifs. En effet, les crédits finaux consacrés à l'accomplissement des actions publiques relevant du secteur se sont élevés à 3563,27 milliards d'Ariary. A la clôture de l'exercice, ils ont été dépensés à hauteur de 3 357,23 milliards d'Ariary, dégageant un taux de consommation de crédits de 94,22%

En matière de performance, le pilotage de la politique publique au sein dudit secteur s'est articulé autour de 23 missions et 71 programmes. Sur les 407 des indicateurs définis, englobant plus de la moitié de la totalité des indicateurs, 260 ont été atteints. Le niveau de sa performance situé à 63,88% a donc progressé en se référant aux bilans de 2017, avec une avancée significative de 8,34 points, le classant ainsi en première position parmi les autres secteurs. Les meilleurs résultats sont attribués au Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie, avec un taux d'atteinte des indicateurs de 92,86%, tandis que les plus faibles sont enregistrés au niveau du Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales, avec un taux de 31,58%.

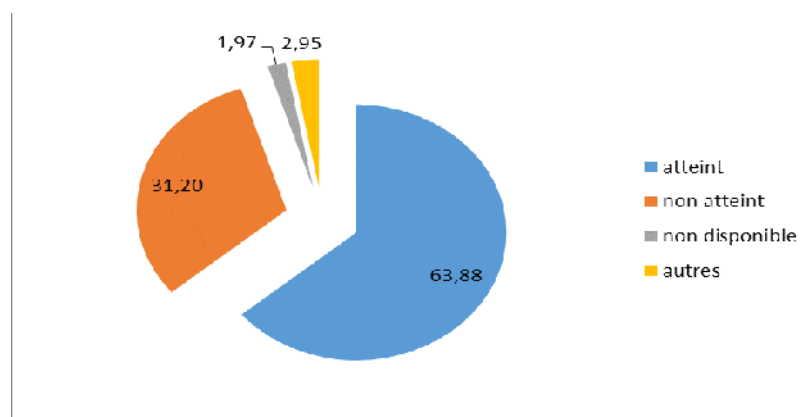
Les réalisations du secteur administratif sont récapitulées dans les figures ci-après :

Tableau 9 : Les réalisations physiques et financières des Institutions et Ministères du secteur administratif

Inst/ Min	Mis.	Prog.	OG	O.S	En nombre					(En milliards d'Ariary)			
					Valeurs cibles		Valeurs Réalisées	Non Atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
18	23	71	76	228	394	407	260	127	8	12	3330,33	3563,27	3357,23

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, Documents de performance LFI et LFR RAP et BCSE 2018

Graphique 2 : Performance du secteur administratif en 2018 (en %)



Sources : Documents de performance LFI et LFR, RAP 2018

b. Suivi par programme des réalisations des départements du secteur administratif

- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Tableau 10 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
001	Administration et coordination	62 134 888 000,00	61 346 261 519,72	98,73	10	7	2	0	1	70,00
138	Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit	51 872 465 000,00	31 111 475 019,02	59,98	14	12	2	0	0	85,71
620	Appui au développement social et économique	22 979 656 000,00	8 773 600 131,39	38,18	13	6	4	0	3	46,15
TOTAL		136 987 009 000,00	101 231 336 670,13	73,90	37	25	8	0	4	67,57

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : tous les indicateurs inscrits dans ce programme ont atteint les cibles fixées. Les plus pertinents ont concerné l'entretien des 6 biens immobiliers, la mise en réseau de 80 bureaux et la mise en interconnexion de 2 sites.

- *Appui à la bonne gouvernance* : dans le cadre de l'amélioration de la fonction de coordination et de contrôle de la gestion des ressources publiques, 30% des rapports de vérification ont fait l'objet de suivi et des recommandations, 12 inspections ont été effectuées, 21% des réformes mises en œuvre et 12 contrats de performances établis.

- *Appui au développement social et économique* : le volume des exportations AGOA, le nombre des documents cadres relatifs au renforcement de la sécurité nationale, le nombre de départements dotés de matériels de sécurité adéquats et le taux de réalisation des objectifs liés à la gestion administrative et financière ont été tous atteints. Quant à la préservation de la paix sociale et de la protection sociale, les réalisations marquantes ont été la dotation des 22 départements, d'outils et de matériels de sécurités adéquats et l'enregistrement des 50% des populations bénéficiaires du projet concerné.

- SENAT

Tableau 11 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses Réalisées	Taux de réal. (%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal. (%)
002	Administration et coordination	14 615 511 000,00	12 781 719 726,89	87,45	3	2	1	0	0	66,67
119	Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat	10 677 964 000,00	9 515 708 901,10	89,12	3	0	3	0	0	0,00
TOTAL		25 293 475 000,00	22 297 428 627,99	88,15	6	2	4	0	0	33,33

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : toutes les directions et tous les services ont élaboré à temps leurs rapports et compte rendu, et la durée moyenne du traitement des dossiers a été respectée. Toutefois, seuls 21 locaux ont répondu aux normes requises, puisqu'aucune réhabilitation n'a eu lieu durant cette année.

- *Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat* : le taux d'assiduité des Sénateurs aux travaux parlementaires a été faible. Ce taux a été surtout réduit lors du quatrième trimestre. D'ailleurs, certains sénateurs n'ont pas produit leurs rapports de mission. En revanche, l'objectif en matière de renforcement de la stabilité institutionnelle a été atteint.

- ASSEMBLEE NATIONALE

Tableau 12 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
003	Administration et coordination	28 951 087 000,00	28 871 219 025,83	99,72	1	1	0	0	0	100,00
101	Gouvernance responsable	24 120 312 000,00	24 100 807 022,40	99,92	4	3	1	0	0	75,00
TOTAL		53 071 399 000,00	52 972 026 048,23	99,81	5	4	1	0	0	80,00

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : l'objectif poursuivi dans ce programme, consistant à renforcer l'Administration parlementaire plus performante, a été rempli convenablement. En effet, 75% des usagers ont été satisfaits de l'efficacité de l'Administration parlementaire.

- *Gouvernance responsable* : 3 sur 4 indicateurs ont atteint les valeurs cibles définies. Il s'agit entre autres du taux d'exécution budgétaire, du pourcentage des députés capables de légiférer et du taux de la population satisfaite des relations avec les élus. Toutefois, seules 3 adhésions à des organismes internationaux ont été enregistrées contre les 5 initialement attendues.

- HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

Tableau 13 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
004	Administration et coordination	8 573 676 000,00	8 173 668 389,40	95,33	6	5	1	0	0	83,33
102	Gouvernance responsable	1 408 800 000,00	1 153 008 079,07	81,84	6	5	1	0	0	83,33
TOTAL		9 982 476 000,00	9 326 676 468,47	93,43	12	10	2	0	0	83,33

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : l'objectif global fixé visant à promouvoir une justice constitutionnelle moderne et indépendante a été, d'une manière générale, rempli. Plusieurs constructions, acquisitions et réhabilitations ont eu lieu. Des efforts ont été déployés pour mettre à la

disposition de la HCC des moyens suffisants et adaptés qui lui permettent d’accomplir efficacement ses missions. Par ailleurs, la réorganisation des services, l’utilisation efficiente de la TIC ainsi que l’amélioration du circuit des dossiers ont permis d’avoir un résultat satisfaisant en matière d’amélioration de la qualité de service, particulièrement en matière de réduction du délai de traitement des dossiers. Cependant, suite à l’indisponibilité du personnel et pour des raisons diversifiées, aucun agent n’a suivi de formation.

- *Gouvernance responsable* : avoir des élections fiables, crédibles et transparentes a été l’un des objectifs spécifiques figurant dans ce programme. Le défi a été relevé puisque 2 applications ont été développées pour le traitement des 2 tours de l’élection présidentielle, 45 acteurs du processus électoral ont été formés et 86 décisions/arrêts/avis ont été rendus et émis. Pour l’objectif visant à établir un climat de confiance envers l’Institution, cette institution a fourni des efforts en matière de publication de presque toutes les décisions et les informations utiles sur leur site web. En outre, 24 techniciens en informatique ont été formés afin de leur permettre de maîtriser les logiciels de traitement des élections.

- PRIMATURE

Tableau 14 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
005	Administration et coordination	28 068 333 000,00	27 914 426 343,60	99,45	10	9	1	0	0	90,00
139	Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales	19 015 091 000,00	18 537 561 820,71	97,49	5	4	1	0	0	80,00
827	Appui au développement	123 879 402 000,00	146 839 591 637,22	118,53	9	8	1	0	0	88,89
TOTAL		170 962 826 000,00	193 291 579 801,53	113,06	24	21	3	0	0	87,50

Sources : RAP, Budget d’exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : la majeure partie des indicateurs fixés dans ce programme a été atteinte. Ainsi, le taux de critiques à l’encontre du Premier Ministre par rapport aux articles de presse a été faible, les textes en vigueur et l’intérêt de l’Etat ont été protégés, le domaine de Mahazoarivo en tant que palais d’Etat a été sécurisé et les actions de lutte contre toutes formes de trafics illicites ont été effectives.

- *Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales* : les textes en vigueur ont été protégés, tous les dossiers de saisine étudiés et des descentes sur terrain dans le cadre des enquêtes effectuées.

- *Appui au développement* : 80% des indicateurs inscrits ont atteint les cibles fixées. En effet, les interventions en milieu rural ont été bien coordonnées, le document de « Politique de Coopération au Développement » a été disponible. Les conditions de vie des personnes vulnérables ont connu une amélioration.

- FILANKEVITRY NY FAMPHAVANANA MALAGASY

Tableau 15 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
057	Administration et coordination	6 000 775 000,00	5 994 035 555,23	99,89	1	1	0	0	0	100,00
823	Réconciliation nationale	1 217 000 000,00	1 210 643 503,26	99,48	11	8	2	0	1	72,73
TOTAL		7 217 775 000,00	7 204 679 058,49	99,82	12	9	2	0	1	75,00

Sources: RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : l'objectif consistant à promouvoir une administration efficace et efficiente a été atteint. L'exécution budgétaire a été réalisée à hauteur de 99,89%, soit 4,89% de plus sur une prévision de 95%.

- *Réconciliation nationale* : plusieurs réalisations ont marqué ce programme. Ainsi, 8 initiatives de réconciliation et de paix ont été déployées grâce à la mobilisation du FFM à l'engagement du processus pour la mise en œuvre de la paix durable à Madagascar. Le projet « Consolidation de la paix sociopolitique » a été également adopté en 2018 en partenariat avec l'Union Africaine. Par ailleurs, l'avant-projet de décret de création d'une Caisse Nationale de la Réparation et de l'Indemnisation a été élaboré. D'ailleurs, 21 initiatives de réconciliation et de paix ont été menées en vue d'instaurer la paix sociale avant, pendant et après les scrutins. Toutefois, aucun « dynam-piarahamonina » en conformité avec les lois et textes en vigueur n'a été élaboré, dans la mesure où les activités du FFM ont été principalement consacrées à l'instauration de l'apaisement électoral pour les élections présidentielles de 2018.

- COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

Tableau 16 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
060	Administration et coordination	7 852 786 000,00	7 554 823 348,65	96,21	8	5	1	0	2	62,50
126	Mise en œuvre du processus électoral	60 406 206 000,00	59 609 470 383,65	98,68	13	12	1	0	0	92,31
825	Education électorale et communication	97 000 000,00	92 258 683,80	95,11	5	4	1	0	0	80,00
TOTAL		68 355 992 000,00	67 256 552 416,10	98,39	26	21	3	0	2	80,77

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : l'éloignement et la procédure au niveau des juridictions compétentes ont expliqué l'écart sur le taux des actes réglementaires de mise en place des démembrements. Néanmoins, les concertations avec les parties prenantes ont été opérationnelles à 100% : le partage d'information a été nécessaire pour la transparence du processus électoral conduisant à la crédibilité des élections.

- *Mise en œuvre du processus électoral* : l'année 2018 a été essentiellement marquée par l'organisation de l'élection présidentielle en décembre. A cet effet, l'objectif global poursuivi a été de préparer et d'organiser des élections fiables, crédibles, transparentes et acceptées par tous. Cet engagement a été en majeure partie honoré. Ainsi, 90% des nouveaux titulaires de CIN ont été inscrits sur la liste électorale. Des nouvelles procédures et dispositions d'allègement ont été vulgarisées dans toute l'île. Le taux d'inscription sur la liste électorale a atteint 99% si la norme internationale le fixe à 90%, et 86 000 intervenants ont reçu le recueil de textes régissant les élections. Malgré ces réalisations satisfaisantes, un écart de 22 240 électeurs inscrits annuellement a été enregistré en 2018, soit 9 977 760 inscrits sur les 10 000 000 prévus.

- *Education électorale et communication* : dans le cadre du renforcement de la crédibilité de la CENI, 40 conventions de partenariat ont été conclues avec les acteurs du processus électoral, et ce, conformément à la prévision inscrite initialement. Quant à la promotion de l'accès à l'information électorale, l'émission « Olom-pirena aho » a été diffusée 65 fois. Concernant la favorisation de l'engagement citoyen des jeunes et de la participation féminine dans le processus électoral, les résultats ont été convenables, en affichant des pourcentages respectifs de 42% et 50%, comme prévus dans le document de performance.

- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Tableau 17 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
062	Administration et coordination	3 523 295 000,00	2 398 290 244,90	68,07	2	2	0	0	0	100,00
617	Coopération internationale et développement économique	123 950 000,00	109 498 520,00	88,34	1	1	0	0	0	100,00
006	Administration et coordination	54 168 621 000,00	53 157 598 884,69	98,13	4	3	1	0	0	75,00
601	Diplomatie et Coopération	9 333 556 000,00	13 865 471 863,90	148,56	3	3	0	0	0	100,00
TOTAL		67 149 422 000,00	69 530 859 513,49	103,55	10	9	1	0	0	90,00

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Affaires étrangères »

- *Administration et coordination (006)* : le taux d'exécution budgétaire s'est élevé à 98,13%, 754 dossiers ont été traités sur une cible fixée à 200, et les usagers ont été satisfaits à 100%. Par contre, la comptabilité matière n'a pas encore été achevée.

- *Diplomatie et coopération* : les réalisations ont été toutes à la hauteur des attentes du ministère, entre autres, la réalisation de 30 visites de haut niveau et la coordination complète des actions extérieures de l'Etat.

Mission « Coopération et développement »

- *Administration et coordination (062)* : l'engagement visant à établir une administration respectant la bonne gouvernance a été rempli puisque les 2 indicateurs assignés ont été atteints. Le ratio efficacité et efficience sur les activités effectuées ainsi que le ratio standard de gestion appliquée sur les activités effectuées ont été tous à hauteur de 60%.

- *Diplomatie et coopération* : la valeur de référence fixée a été atteinte, puisque le ratio objectifs atteints sur objectifs planifiés a été de 65%, sur un taux prévu à 50%.

- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Tableau 18 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
007	Administration et coordination	190 836 549 000,00	190 689 473 300,49	99,92	1	0	1	0	0	0,00
103	Pilotage de la politique de défense	20 821 700 000,00	18 915 657 348,13	90,85	3	2	1	0	0	66,67
008	Administration et coordination	19 174 223 000,00	19 066 494 035,06	99,44	4	2	2	0	0	50,00
104	Armée de Terre	13 879 803 000,00	13 739 088 181,07	98,99	3	2	1	0	0	66,67
105	Armée de l'Air	1 782 562 000,00	1 771 100 151,60	99,36	3	3	0	0	0	100,00
106	Marine Nationale	1 687 969 000,00	1 685 189 475,40	99,84	4	2	2	0	0	50,00
TOTAL		248 182 806 000,00	245 867 002 491,75	99,07	18	11	7	0	0	61,11

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Défense et Sécurité »

- *Administration et coordination (007)* : l'objectif y afférent a été presque atteint. Ainsi, le taux de conformité des ressources définies aux enjeux de sécurité et de défense a été évalué en fin d'année à 58%, sur une cible établie à 60%.

- *Pilotage de la politique de défense* : des efforts ont été accomplis en vue de maintenir et améliorer les réglementations et disciplines générales régissant les Forces Armées. A cet effet, le taux de cohérence et de la légitimité apporté aux emplois des forces armées s'est élevé à 60%, et le taux d'imprégnation de la culture et de l'esprit de défense auprès de la Société à 50%.

Mission « Armée Malagasy »

- *Administration et coordination (008)* : l'objectif consistant à gérer rationnellement les ressources pour soutenir les forces armées a été moyennement atteint. La mise en place du centre opérationnel auprès de chaque entité technique et des commandements des Forces a favorisé la coordination de l'interopérabilité technique et structurelle au sein des Forces Armées Malagasy. En revanche, l'augmentation des prix des matériaux au cours du second semestre a engendré l'écart

constaté sur le taux de normalisation des infrastructures militaires. D'ailleurs, l'insuffisance des crédits budgétaire a eu des impacts négatifs sur la satisfaction des besoins en soutien opérationnel.

- *Armée de terre* : 4 stages par spécialité ont été effectués conformément au planning de l'année et toutes les activités d'entraînement ont été réalisées par chaque Régiment suite aux directives de l'EMGAM. Par contre, compte tenu de l'insuffisance des moyens opérationnels, les opérations de sécurisation ont été limitées et n'ont pas pu être menées à temps.

- *Armée de l'air* : le renforcement de l'opérationnalité et de l'efficacité de la défense aérienne a été assuré convenablement, puisque toutes les valeurs de référence ont été atteintes. Ainsi, les forces aériennes ont satisfait à toutes les demandes d'intervention entrant dans le cadre de la surveillance nécessitant le vecteur air. Par ailleurs, le nombre d'intervention lié aux opérations de protection civile a sensiblement augmenté suite aux catastrophes naturelles.

- *Marine nationale* : le nombre de jours en mer et des sorties en mer ont été largement inférieurs aux prévisions en raison de l'insuffisance des besoins logistiques. Néanmoins, les patrouilles et la sensibilisation des usagers de la mer ont fortement contribué à la réduction des accidents en mer.

- SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
CHARGE DE LA GENDARMERIE

Tableau 19 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
009	Administration et coordination	200 255 266 000,00	200 118 070 159,18	99,93	4	4	0	0	0	100,00
108	Intervention mixte et/ou spéciale	7 845 282 000,00	7 829 227 239,70	99,80	2	2	0	0	0	100,00
121	Sécurité et Ordre Public	10 173 930 000,00	10 050 271 924,94	98,78	3	2	1	0	0	66,67
124	Normalisation des Equipements et Infrastructures	28 024 749 000,00	28 015 800 354,89	99,97	2	2	0	0	0	100,00
125	Formation	1 580 735 000,00	1 574 076 207,80	99,58	3	3	0	0	0	100,00
TOTAL		247 879 962 000,00	247 587 445 886,51	99,88	14	13	1	0	0	92,86

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : promouvoir une administration efficiente au sein de la Gendarmerie Nationale a été l'engagement pris dans ce programme. Le défi a été relevé eu égard à l'atteinte de tous les indicateurs y afférents. L'augmentation des ressources ainsi que l'effort de chaque responsable ont contribué à ces performances.

- *Intervention mixte et/ou spéciale* : les foyers de troubles à l'ordre public ont été maîtrisés grâce au renforcement des moyens disponibles.

- *Sécurité et ordre public* : au même titre que pour les programmes précédents, l'augmentation des moyens qui leur ont été mis à la disposition, a facilité l'atteinte des indicateurs

relatifs aux taux de couverture spatiale et au nombre des trafiquants arrêtés. Toutefois, une nette diminution du nombre d'arrestation a été observée en fin d'année.

- *Normalisation des équipements et infrastructures* : conformément aux inscriptions dans le document de performance, 25% des infrastructures et des équipements ont été améliorés grâce à la hausse des crédits qui y ont été affectés. Le nombre des gendarmes tués ou blessés durant les opérations a aussi connu une baisse par rapport à la valeur cible.

- *Formation* : les actions entreprises ont été toutes fructueuses pour ce programme. 1 200 élèves gendarmes ont été recrutés, 2012 participants ont effectué des stages et 50% du personnel ont participé à la formation sur terrain. L'augmentation des ressources financières allouées et des avantages proposés a concouru à l'obtention de ces bilans positifs.

- MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

Tableau 20 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
063	Administration et coordination	43 731 436 000,00	43 034 291 697,80	98,41	8	8	0	0	0	100,00
133	Administration Territoriale	48 173 252 000,00	43 777 482 255,32	90,88	5	3	2	0	0	60,00
134	Décentralisation et développement local	126 506 746 000,00	96 707 452 951,74	76,44	5	2	3	0	0	40,00
135	Réformes administratives	1 605 795 000,00	1 576 903 052,00	98,20	3	3	0	0	0	100,00
216	Gestion des risques et des catastrophes	27 362 688 000,00	15 945 747 249,60	58,28	15	9	6	0	0	60,00
TOTAL		247 379 917 000,00	201 041 877 206,46	81,27	36	25	11	0	0	69,44

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : toutes les activités figurant dans ce programme ont été réalisées avec une performance significative, la plupart des résultats obtenus ont même largement dépassé ceux escomptés. Ainsi, l'environnement écologique a été amélioré au niveau des CTD suite à la collaboration avec le Ministère de l'Environnement et les autres entités œuvrant sur l'environnement. D'ailleurs, les pourcentages des ressources financières, ceux des ressources humaines et ceux du patrimoine géré ont tous correspondu aux taux planifiés.

- *Administration territoriale* : si le résultat enregistré pour le nombre des structures bénéficiaires de l'amélioration des circonscriptions administratives performantes a été inférieur par rapport aux valeurs cibles établies, celui en matière de favorisation de la gestion rationnelle de la migration a été satisfaisant. En effet, si 40% des étrangers ont été prévus être enregistrés et contrôlés, 283% l'ont été effectivement en fin d'année.

- *Décentralisation et développement local* : dans le cadre de l'amélioration de l'accès de la population aux infrastructures et services sociaux de base, 1 111 sous projets d'investissement des

CTD ont été réalisés. Quant au renforcement de la capacité en gouvernance, en développement local et en aménagement du territoire, 2 056 responsables des CTD ont été formés cette année.

- *Réformes administratives* : l'objectif assigné dans ce programme consistant à réformer l'administration du territoire et le fonctionnement des services publics des CTD a été réalisé convenablement. Les actions de réformes ont été conduites à un taux de 50% conformément à la prévision, et la satisfaction des usagers a été évaluée en fin d'année à 52%, soit le double de la prévision.

- *Gestion des risques et des catastrophes* : parmi les réalisations les plus probantes ont figuré l'élaboration de 15 politiques /programmes intégrant la GRC, l'opérationnalisation des banques de données et d'informations, l'adoption des 5 textes relatifs à la réduction et la GRC, et enfin la mise en place de 10 systèmes d'alerte précoce multirisque. En revanche, en raison de la période électorale, seules 35 plateformes ont été opérationnelles sur les 50 attendues. Par ailleurs, le PNUD a abandonné une partie de financement de la vulgarisation des textes relatifs à la GRC, au profit des activités électorales.

- MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Tableau 21 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
036	Administration et coordination	119 864 246 000,00	117 709 798 066,99	98,20	3	3	0	0	0	100,00
120	Sécurité publique	16 987 455 000,00	15 943 223 757,41	93,85	2	0	2	0	0	0,00
136	Surveillance du territoire et renseignements généraux	54 900 000,00	54 798 720,00	99,82	4	4	0	0	0	100,00
137	Formation et réforme	5 780 129 000,00	5 227 917 009,00	90,45	4	1	3	0	0	25,00
TOTAL		142 686 730 000,00	138 935 737 553,40	97,37	13	8	5	0	0	61,54

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : la réhabilitation de l'administration de la Police Nationale, unique objectif assigné dans ce programme, a été assurée conformément aux prévisions initiales. En effet, le standard de service a été mis en place à tous les niveaux de l'administration policière, 1 150 policiers ont été recrutés et le taux de Policiers impliqués aux affaires de corruption a été réduit de 6,75% contre une prévision de 5,00%. Cette baisse de corruption a été le fruit de la sensibilisation fréquente menée à l'endroit des policiers.

- *Sécurité publique* : en matière de la garantie de la protection des personnes et des biens, 33,26% des affaires traitées ont été élucidées et le taux de criminalité a été évalué à 2,09% contre un taux prévu à 1,66%. Bien que l'objectif n'ait pas été atteint, la Police Nationale a pu déjouer 365 tentatives d'actes de banditisme grâce au renforcement des opérations préventives.

- *Surveillance du territoire et renseignements généraux* : l'objectif a été amplement dépassé en matière d'intensification de la collecte des renseignements et de surveillance du territoire national. A ce titre, 79 603 renseignements ont été collectés par la Police Nationale alors que la prévision n'en a fixé que 8 500 au départ. Cette prouesse a été motivée par la multiplication des efforts sur la collecte des renseignements judiciaires.

- *Formation et réforme* : le redoublement d'efforts de la direction en charge de la formation continue a contribué à l'accroissement du taux des policiers ayant bénéficié de renforcement de capacité professionnelle. Par contre, seuls 1 151 élèves ont été formés sur les 1 250 prévus. En effet, seule cette part a obtenu l'autorisation gouvernementale. De même, sur les 2 textes de fonctionnement estimés être mis à jour, seul un texte l'a été effectivement.

- MINISTERE DE LA JUSTICE

Tableau 22 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
012	Administration et coordination	100 768 441 000,00	97 035 261 492,41	96,30	6	5	1	0	0	83,33
111	Administration judiciaire	18 938 976 000,00	10 127 045 001,77	53,47	4	2	0	2	0	50,00
112	Administration pénitentiaire	10 460 115 000,00	10 336 053 908,18	98,81	7	4	2	1	0	57,14
127	Promotion de l'intégrité	2 918 748 000,00	2 784 820 933,59	95,41	4	1	2	1	0	25,00
132	Contrôle externe des finances publiques	1 219 116 000,00	899 090 708,75	73,75	6	4	2	0	0	66,67
TOTAL		134 305 396 000,00	121 182 272 044,70	90,23	27	16	7	4	0	59,26

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : le rendement de travail a été amélioré grâce à la mise en place de nouvelles technologies au service des réformes engagées. Le taux d'exécution budgétaire a été également atteint. Par contre, seuls 175 nouveaux personnels ont été recrutés par voie de concours. Ce recrutement a été reporté pour 2019 en raison de la période électorale et du changement d'organisation du Ministère de la Justice.

- *Administration judiciaire* : afin de rendre la justice plus accessible et plus proche des citoyens, 42 Tribunaux de Première Instance ont été fonctionnels en 2018, suite à la mise en place des TPI de Vangaindrano et de Fenerive-Est. Les données n'ont pas été disponibles pour le pourcentage des juridictions respectant les standards de service et de celui des conventions internationales touchant les droits de l'homme ratifié par Madagascar.

- *Administration pénitentiaire* : les conditions de détention en milieu carcéral ont connu une amélioration compte tenu de la réduction du taux de malnutrition sévère. Des efforts ont été également fournis dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral. 37% des personnes détenues ont eu accès aux activités de réinsertion sociale : 30 Maisons Carcérales sur les 41 ont disposé d'un dispositif à cet effet. De même, 90% des détenus illettrés ont eu accès à des programmes d'alphabétisation, et 5% ont eu accès à des activités de

réinsertion professionnelle. Toutefois, seul un établissement pénitentiaire, en l'occurrence celui de Tsiarafahy, a été mis aux normes de sécurité, sur les 4 établissements prévus.

- *Promotion de l'intégrité* : dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de la lutte contre la corruption, seuls 33% des dossiers ont été traités au niveau du Pôle Anti-Corruption (PAC), et aucun ne l'a été au niveau de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose. Ces contreperformances ont été justifiées par le fait que l'opérationnalisation de ces nouvelles juridictions n'a été effective qu'en Juin 2018, alors que les dossiers y afférents n'ont été parvenus au PAC qu'en novembre, lesquels n'ont donc pas été en état d'être traités en fin d'année.

- *Contrôle externe des finances publiques* : l'objectif global assigné pour ce nouveau programme s'est traduit par la promotion de la régularité, la performance et la transparence dans la gestion des finances publiques. Deux tiers des indicateurs établis ont atteint leurs cibles. Il s'agit entre autres du nombre d'arrêts et jugements définitifs sortis par les juridictions financières, du taux d'avancement annuel du contrôle du projet de Loi de Règlement, du nombre de rapports publics sortis et du nombre d'ateliers/réunions/conférences assistés. Cependant, seuls 2 organismes publics ont été audités et 2 activités d'assistance au gouvernement/parlement ont été effectuées.

- MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Tableau 23 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
013	Administration et Coordination	92 024 765 000,00	84 465 392 530,67	91,79	5	3	2	0	0	60,00
114	Gestion du budget	770 572 479 000,00	718 277 391 632,72	93,21	3	1	1	0	1	33,33
115	Gestion fiscale	77 983 650 000,00	75 431 989 958,56	96,73	27	14	9	2	2	51,85
116	Douanes	47 568 019 000,00	45 459 303 822,18	95,57	4	1	3	0	0	25,00
117	Trésor	482 620 296 000,00	429 869 608 126,94	89,07	28	11	15	1	1	39,29
129	Contrôle budgétaire et Financière	25 858 688 000,00	25 106 245 270,67	97,09	4	4	0	0	0	100,00
130	Gestion Financière du Personnel de l'Etat	349 162 147 000,00	347 624 110 218,32	99,56	11	11	0	0	0	100,00
803	Action sociale et Développement	9 900 000 000,00	8 847 627 066,08	89,37	2	1	1	0	0	50,00
TOTAL		1 855 690 044 000,00	1 735 081 668 626,14	93,50	84	46	31	3	4	54,76

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : les normes et les contrôles en matière des finances publiques ont été renforcés à travers la mise en place des normes et procédures en gestion publique. Des missions d'audit ont été ainsi réalisées sur la gestion des systèmes d'informations, de remboursement des frais médicaux et des comptes matières de certaines entités. Des contrôles a posteriori des marchés ont été également effectués dans les 22 régions. La même performance a été enregistrée en matière de pilotage des réformes. Dans cette optique, toutes les réformes envisagées ont été mises en place. Cependant, seuls 90,76% des documents et informations sur les finances publiques

ont été disponibles en fin d'année, en raison de l'insuffisance des moyens financiers pour assurer l'amélioration de la disponibilité et la cohérence des supports techniques.

- *Gestion du budget* : assurer une gestion efficace, transparente et fluide du processus budgétaire, a été l'un des objectifs poursuivis dans ce programme. Cet engagement a été respecté dans la mesure où les bases de données des 39 CDMT cadrés ont été disponibles. Par contre, compte tenu des problèmes d'ordre technique, aucune Direction Régionale du Budget n'a été mise en place.

- *Gestion fiscale* : les réalisations les plus tangibles ont été celles relatives à la disponibilité du rapport sur l'évaluation des dépenses fiscales, l'effectivité de la liaison NIFONLINE SALOHY, l'amélioration de la qualité des vérifications de la DGI et l'organisation des formations au profit de 1 429 agents. Par contre, certains indicateurs n'ont pas atteint leurs cibles pour des raisons diversifiées. Ainsi, le délai de traitement des doléances n'a été optimisé que partiellement, faute de financement suffisant. De même, seuls 15,22% des restes à recouvrer ont été apurés, puisque les actions menées en recouvrements ont été insuffisantes.

- *Douanes* : l'unique indicateur dont le résultat obtenu a été conforme aux attentes a été celui relatif au recouvrement des recettes douanières. L'objectif a été même dépassé, puisque si les recettes prévues être perçues se sont chiffrées à 2 327 milliards d'Ariary, celles effectivement enregistrées se sont élevées à 2 427 milliards d'Ariary, soit une hausse de 4,33%. Cette performance a été attribuable à l'augmentation en valeur des importations ayant impacté sur le recouvrement des taxes. Il en a été autrement pour les indicateurs restants. En raison des problèmes de performance logistique et d'assistance technique, seules 29% des activités inhérentes à la facilitation et sécurisation des échanges ont été réalisées. Par ailleurs, le nombre prévu de bureaux appliquant les procédures de dédouanement dématérialisées a été inférieur à la prévision, suite à l'insuffisance de financement pour le déploiement de Sydonia World.

- *Trésor* : l'objectif visant à moderniser les moyens de règlement des dépenses publiques n'a pas été entièrement rempli. En effet, seules 47,93% de la part des dépenses ont été dématérialisées suite à l'abandon du projet de paiement par mobile money des subventions FRAM et des allocations de bourse (frais de transaction trop conséquents). Par ailleurs, le taux des postes comptables prévus être conformes aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics n'a pas été atteint dû au retard de l'exécution des travaux y afférents. Le résultat préalablement fixé relatif à l'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat n'a pas été également obtenu puisqu'aucun dossier des sociétés en liquidation n'a été traité. Aucun arriéré de paiement n'a été régularisé puisque l'année 2018 a été consacrée au recensement de l'arriéré, l'apurement débutera en 2020. Malgré ces bilans mitigés, quelques performances sont à souligner, particulièrement le renforcement de l'accessibilité aux services de proximité, l'amélioration de la gestion de la dette, la régularité de la production de compte de gestion des EPN et le respect des délais pour la production de compte de gestion des CTD.

- *Contrôle budgétaire et financier* : les objectifs assignés ont été tous réalisés. Ainsi, 15% des crédits au niveau national ont été couverts par le contrôle à priori, 10 séances de formations des ordonnateurs secondaires ont été organisées, et 80% des services ont été audités dans le cadre des procédures CHED, des résultats qui ont été tous à la hauteur des cibles établies.

- *Gestion financière du Personnel de l'Etat* : au même titre que le programme précédent, toutes les valeurs réalisées ont été conformes aux valeurs cibles inscrites. Parmi les accomplissements les plus concrets ont figuré le traitement des 29 576 dossiers concernant les pensions, le maintien du montant de déficit de la caisse de retraite, la diminution des rejets des dossiers des agents, l'opérationnalisation du fichier unique des effectifs du personnel de l'Etat et la conduite de 7 initiatives de réformes.

- *Action sociale et développement* : l'objectif spécifique, consistant à améliorer le niveau de revenu des couches vulnérables et restaurer les infrastructures sociales d'utilité publique, a été concrétisé, voire même dépassé. En effet, si le document de performance a prévu la mise en œuvre de 95 projets, ce chiffre a remonté jusqu'à 150 en fin d'année, dont la construction de 28 puits, des 56 routes, et des 23 terrains de sports etc.... Quant à l'autre objectif, celui d'améliorer les infrastructures locales et la concertation au niveau des communes, 11 infrastructures publiques ont été mises en place sur une prévision chiffrée à 17.

- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION

Tableau 24 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
014	Administration et coordination	10 819 174 140,00	10 604 588 922,82	98,02	10	6	4	0	0	60,00
604	Economie	47 851 049 161,00	55 703 260 722,92	116,41	5	3	2	0	0	60,00
612	Planification	2 541 645 699,00	764 938 472,00	30,10	2	0	1	0	1	0,00
TOTAL		61 211 869 000,00	67 072 788 117,74	109,57	17	9	7	0	1	52,94

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : quelques réalisations ont dépassé les résultats escomptés, à savoir l'élaboration du cadre juridique du ministère et la gestion efficiente des ressources financières. En revanche, face au blocage des crédits des SOA, le plan de passation des marchés n'a été exécuté qu'à un taux de 90%. Par ailleurs, compte tenu de la faiblesse du débit à l'internet, les usagers n'ont pas été entièrement satisfaits du système d'information.

- *Economie* : aucun document de politiques et de stratégies n'a été disponible en fin d'année, cela étant imputable à la suspension du budget alloué aux études. Aucune réalisation n'a été également constatée en matière de disponibilité des rapports d'enquêtes statistiques. Selon l'explication fournie, les résultats des enquêtes ont été encore en attente. Malgré ces bilans peu

satisfaisants, les résultats obtenus ont été conformes aux prévisions pour les outils d'analyses économiques opérationnels et les outils de politiques publiques disponibles.

- *Planification* : le renforcement de la planification de développement économique et social à caractère inclusif et durable à tous les niveaux, n'a pas été assuré au cours de 2018. En effet, l'activité y afférente est prévue pour l'année 2019. Pour la mise en synergie des cadres de planification nationaux, sectoriels et régionaux, 16 notes d'analyse ont été élaborées sur un nombre prévu à 18 initialement.

- MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

Tableau 25 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
824	Promouvoir l'insertion et la reconversion au travail	248 207 000,00	214 155 171,21	86,28	7	4	3	0	0	57,14
826	Promotion de l'inspection et de l'administration du travail	1 342 435 000,00	607 650 290,68	45,26	5	1	4	0	0	20,00
015	Administration et Coordination	20 601 856 800,00	19 983 027 261,64	97,00	7	6	1	0	0	85,71
128	Réforme de l'Administration	456 947 200,00	411 525 948,00	90,06	8	1	7	0	0	12,50
131	Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public	687 043 000,00	586 943 318,68	85,43	6	0	6	0	0	0,00
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	2 503 112 000,00	2 440 651 294,00	97,50	5	0	5	0	0	0,00
TOTAL		25 839 601 000,00	24 243 953 284,21	93,82	38	12	26	0	0	31,58

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP et BCSE 2018

Mission « Fonctions publiques »

- *Administration et coordination* : le dynamisme et la solidarité du personnel ont contribué au traitement à temps des dossiers. La même performance a été observée en matière de médiatisation de tous les événements survenus au sein du ministère à travers l'organisation des revues et conférences de presse. L'accessibilité à l'information du Ministère a été également améliorée par le biais de la mise à jour de leur site web. Toutefois, le blocage de crédit a handicapé la conduite des actions relatives au renforcement de capacité en matière de planification.

- *Réforme de l'Administration* : tous les indicateurs fixés n'ont pas été atteints, sauf pour celui inscrit dans l'objectif de modernisation du système de la gestion des archives, dans lequel 10 000 actes ont été codifiés et numérisés. Plusieurs contreperformances ont été ainsi enregistrées. Ainsi, le taux de projet contribuant à la simplification des procédures et le taux des agents recrutés dans les normes ont régressé par rapport aux prévisions, suite à la restructuration interne du ministère. L'absence des crédits a entravé la réalisation des objectifs de la simplification des procédures pour le traitement des dossiers, du pilotage de la réforme de l'Administration publique et de la promotion de l'E-administration.

- *Promouvoir une fonction publique professionnelle, moderne, intègre et centrée sur le service public* : la modernisation du système de gestion administrative des carrières des agents de l'Etat a été entamée à un taux de 19%. Toutefois, face à la conjoncture économique et aux revendications syndicales, aucun atelier impliquant les syndicats et les DRH n'a été tenu. L'insuffisance de moyens de duplication a, quant à elle, justifié l'insuffisance des codes distribués par rapport au nombre des agents de l'Etat.

Mission « Travail et lois sociales »

- *Promouvoir l'insertion et la reconversion au travail* : les réalisations les plus tangibles ont été celles ayant trait à la transformation des activités informelles en activités formelles, l'augmentation de travailleurs en relation avec les entités œuvrant sur la promotion du travail décent et la régularisation des permis et contrat de travail des travailleurs.

- *Promotion de l'inspection et de l'administration du travail* : seules 2 structures ont été redynamisées et mises en place, sur les 10 initialement prévues. D'ailleurs, l'insuffisance budgétaire a justifié la faible disponibilité et l'accès à l'information.

Mission « Emploi »

- *Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent* : les contraintes d'ordres budgétaires et matériels ont freiné les réalisations afférentes à la promotion de l'emploi décent par l'intensification du partenariat public, à la gestion de la migration professionnelle et au renforcement de capacités. A ce titre, aucun accord n'a été signé en 2018, aucun agent n'a été formé à l'étranger et, 600 jeunes chômeurs seulement ont été qualifiés à un emploi potentiel.

- MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

Tableau 26 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
037	Administration et coordination	27 515 766 000,00	26 874 517 640,76	97,67	1	0	1	0	0	0,00
614	Commerce Intérieur	426 450 000,00	378 616 122,80	88,78	2	2	0	0	0	100,00
615	Commerce Extérieur	7 951 927 000,00	942 782 692,00	11,86	1	1	0	0	0	100,00
TOTAL		35 894 143 000,00	28 195 916 455,56	78,55	4	3	1	0	0	75,00

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : le budget du ministère n'a été exécuté qu'à un faible pourcentage s'élevant à 78,9%, dégageant ainsi un écart de 16,1% par rapport à la prévision.

- *Commerce* : renforcer la compétitivité nationale et la sécurité des consommateurs a été l'engagement poursuivi dans ce programme. Les missions ont été accomplies, puisque les taux de

produits respectant les dispositions en vigueur, ainsi que les taux de produits conformes, se sont élevés respectivement à 65% et 60%, conformément aux taux inscrits dans le document de performance.

- *Consommation* : l'intégration progressive de Madagasikara dans l'économie régionale et internationale a été effectivement renforcée. En effet, si 18 réunions ont été estimées être assistées, ce chiffre est remonté jusqu' à 22 réunions en fin d'année. Les ateliers de formation pour les opérateurs économiques et les cadres des secteurs publics ont porté sur les thèmes : audit du guichet unique d'exportations, études sur la pénétration des marchés d'exportations, les défis et opportunités pour Madagasikara dans les négociations commerciales multilatérales à l'OMC etc...

- MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

Tableau 27 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
821	Coordination des relations avec les institutions	70 000 000,00	69 954 960,00	99,94	3	1	1	1	0	33,33
822	Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne	100 000 000,00	99 877 740,00	99,88	4	3	1	0	0	75,00
030	Administration et coordination	13 194 043 000,00	12 977 883 388,50	98,36	5	4	1	0	0	80,00
212	Media	144 000 000,00	143 236 142,40	99,47	9	7	2	0	0	77,78
213	Développer les infrastructures audio-visuelles	11 668 000 000,00	11 622 502 785,20	99,61	3	1	2	0	0	33,33
TOTAL		25 176 043 000,00	24 913 455 016,10	98,96	24	16	7	1	0	66,67

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Relation avec les Institutions »

- *Coordination des relations avec les Institutions* : la collaboration étroite des ONG ou associations avec les responsables concernés a concouru à l'atteinte de l'objectif consistant à promouvoir la liberté d'expression et d'information dans le cadre des lois et règlements. Cependant, le changement de structure en cours d'année a contrecarré la réalisation de l'objectif relatif à la promotion de la valeur démocratique et la réalisation de celui relatif au renforcement de l'état de droit. Ainsi, seuls deux organes de contrôles sur les 10 estimés ont été réorganisés. Quant au degré de satisfaction des parties prenantes, les informations n'ont pas été disponibles.

- *Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne* : la faible performance relevée dans le cadre de la promotion du dialogue inter acteurs institutionnels a été liée au changement de structure. Les réalisations ont été, en revanche, encourageantes pour les objectifs relatifs à la mise en place d'une plateforme pour la réinstauration de la culture de dialogue entre les dirigeants et leurs populations ainsi que pour ceux relatifs à la promotion de la bonne gouvernance, avec des valeurs réalisées dépassant celles escomptées.

Mission « Communication »

- *Administration et coordination* : le nombre de terrains et immeubles répertoriés en 2018 a été en deçà des prévisions en fin d'exercice, résultant de la lourdeur de la procédure domaniale.

- *Média* : compte tenu de la période électorale, seules les situations administratives de 25 agents ont été régularisées. En revanche, les performances enregistrées en matière de personnes touchées par les médias, d'accessibilité des informations aux citoyens, d'émissions TVM diffusées et de vulgarisation des informations ont été obtenues grâce à la dotation en matériels informatiques adéquats.

- *Développer les infrastructures audio-visuelles* : 105 infrastructures des locaux de l'ORTM ont été réhabilitées, une performance attribuable à la dotation en matériels et techniques adéquats. Par contre, le basculement vers la numérique n'a avancé qu'à un rythme relativement faible. Selon l'explication, l'achèvement de cette activité a été en attente d'un accord venant des principaux décideurs. Par ailleurs, seuls, 8 nouveaux sites techniques sur les 82 prévus ont été construits, les travaux ont été en cours de lancement.

2. Secteur social

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

Après le secteur administratif, le secteur social a été priorisé en matière d'allocation budgétaire. En effet, 25,45% des crédits définitifs du BGE ont été répartis à la mise en œuvre des programmes d'ordre social. En fin d'année, les dépenses effectives se sont chiffrées à 1 621,11 milliards d'Ariary, soit un taux d'exécution budgétaire de 87,31 %.

En matière de conduite de sa politique publique, 09 missions et 25 programmes ont été recensés, auxquels ont été associés 58 objectifs spécifiques. L'atteinte de ces objectifs a été appréciée par le biais de 118 indicateurs, représentant 16,69% de l'ensemble des indicateurs. La performance dudit secteur s'est légèrement dépréciée, en accusant un recul de 18,91 points par rapport à l'année précédente. En effet, si le taux des valeurs cibles réalisées en 2017 a été de l'ordre de 65,52% l'exercice 2018 s'est achevé avec une faible performance de 46,61 %. Aucun des ministères inscrits dans ce secteur n'a pu franchir le taux des valeurs cibles supérieur à 75%.

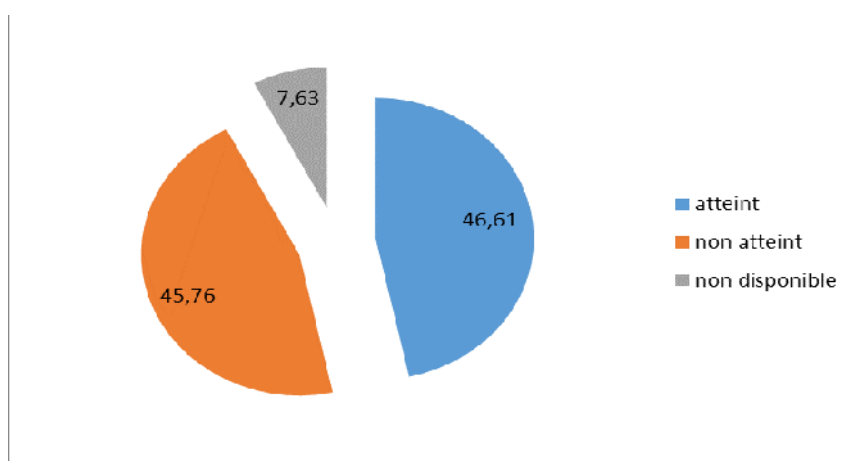
Le tableau qui suit résume les réalisations du secteur social

Tableau 28 : Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur social

En nombre											(En milliards d'Ariary)		
Min	Mis.	Prog	OG	OS	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Aut res	Crédits		Dépenses réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
7	9	25	26	58	120	118	55	54	9	0	1 830,27	1 856,67	1 621,11

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Graphique 3 : Performance du secteur social en 2018 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018.

b. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur social

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Tableau 29 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
024	Administration et coordination	224 825 568 000,00	222 684 790 741,85	99,05	3	3	0	0	0	100,00
505	Lutte contre les maladies	28 051 731 000,00	28 514 711 125,08	101,65	7	3	4	0	0	42,86
506	Survie et développement de la Mère et de l'Enfant	50 653 040 000,00	14 381 644 417,92	28,39	13	4	9	0	0	30,77
508	Fourniture des soins de santé de qualité	72 164 932 000,00	90 145 542 984,22	124,92	3	2	1	0	0	66,67
TOTAL		375 695 271 000,00	355 726 689 269,07	94,68	26	12	14	0	0	46,15

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2018

- *Administration et coordination* : développer la capacité organisationnelle et managériale du système de santé a été l'objectif global formulé dans ce programme. Le défi a été entièrement relevé, compte tenu du fait que 31% des structures de santé ont été réhabilitées selon les normes et 55,5% des CSB ont été mises aux normes en ressources humaines en quantité et en qualité.

- *Fourniture de services de santé de base* : l'insuffisance de sensibilisation surtout en milieu rural, ainsi que l'insuffisance des interventions de la lutte contre le paludisme, ont été à l'origine des résultats peu concluants en matière de succès des TPB+ confirmés d'une part, et du cas de paludisme simple confirmés parmi les malades vus en consultation externe des CSB d'autre part. Toutefois, la proportion des victimes pris en charge par rapport au nombre de population du secteur s'est élevée à 75% sur un taux initialement estimé à 70%.

- *Survie et développement de la Mère et de l'Enfant* : grâce aux campagnes de la Santé de la Mère et de l'Enfant effectuées, 98% des enfants ont reçu des vitamines A et 98% des enfants de 12 à

59 mois ont été déparasités. Cependant, certains résultats ont été loin d'être satisfaisants. Si l'insuffisance de sensibilisation a engendré la faiblesse du taux de consultation prénatale avec un écart de 13,6%, le manque de financement a impacté négativement sur le nombre des agents de santé formés. De même, le nombre d'enfants non vaccinés a été conséquent. En effet, si 16 324 enfants ont été prévus être non vaccinés, cet effectif est remonté à 132 779 fin 2018, en raison de l'insuffisance de sensibilisation en la matière. L'écart de 53 121 nouveaux utilisateurs de planification familiale a été expliqué par le manque de sensibilisation y afférente.

- *Fournitures de soins de santé de qualité* : le taux de guérison au niveau hospitalier a connu un léger accroissement de 5,2% par rapport à la prévision, une performance motivée par l'amélioration de la prise en charge des patients surtout au niveau des Centres Hospitaliers Universitaires. Cette amélioration a permis également de respecter le pourcentage des commandes honorées en intrants de santé. Par contre, l'insuffisance financière, surtout en milieu rural, a freiné la conduite des actions liées à l'utilisation de consultation externe des formations sanitaires de bases.

- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Tableau 30 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses Réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
045	Administration et coordination	19 105 100 000,00	18 618 732 925,78	97,45	7	4	3	0	0	57,14
301	Sports	5 988 574 000,00	5 745 585 712,84	95,94	11	6	5	0	0	54,55
312	Jeunesse et loisirs	5 140 475 000,00	3 645 283 989,16	70,91	7	4	3	0	0	57,14
TOTAL		30 234 149 000,00	28 009 602 627,78	92,64	25	14	11	0	0	56,00

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2018

Mission « Jeunesse »

- *Administration et coordination* : les réalisations tangibles ont concerné la formation des 320 techniciens dans les domaines de la jeunesse et du sport, la tenue d'une réunion tripartite entre l'UNESCO, le CIEPSS et Madagasikara, et la dotation en bâtiments et équipements adéquats. Malgré ces résultats, aucun service d'audit interne et de suivi-évaluation n'a été ni installé, ni fonctionnel, les activités y afférentes ayant été reportées pour le premier trimestre 2019.

- *Jeunesse et loisirs* : l'année 2018 a été consacrée à l'élaboration d'un projet de manuel de gestion de 6 centres de jeunes, l'institution d'un environnement juridico-politique et culturel favorable à la promotion de la santé de reproduction des adolescents, l'éducation et l'accompagnement de 30 216 adolescents en matière de santé de reproduction et le renforcement de capacités des jeunes auprès de 26 centres en matière d'insertion socio-économique. Toutefois, les résultats obtenus ont été largement inférieurs aux attentes fixées pour la proportion de jeunes engagés au service du civisme et

de la paix, pour le nombre d'adolescents protégés contre les fléaux de toutes sortes, et pour le nombre des jeunes entrepreneurs formés.

Mission « Sports »

- *Sports* : les réalisations les plus concrètes ont trait à l'enregistrement de 88 athlètes traités avec le statut des athlètes de haut niveau (stage de haut niveau en Chine), à la hausse du taux de performance des athlètes malgaches aux compétitions internationales (jeux africains de la jeunesse) et à la construction de 03 infrastructures aux normes et équipements de qualité. Malgré ces bilans concluants, aucune réalisation n'a été répertoriée pour les enfants et jeunes malagasy ayant accès à des services d'encadrement sportif continu, pour les enfants ayant accès à des services d'éducation motrice de qualité et aux villages transformés en « zones de paix et de prospérité ». En effet, toutes les actions relatives à ces missions sont reportées pour l'année 2019.

- MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

Tableau 31 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
066	Administration et coordination	17 074 122 000,00	16 463 418 035,79	96,42	1	0	1	0	0	0,00
828	Population et développement	9 937 500 000,00	3 985 713 760,52	40,11	3	2	1	0	0	66,67
829	Genre et développement	4 220 500 000,00	2 214 001 400,00	52,46	2	2	0	0	0	100,00
830	Protection sociale	9 296 500 000,00	6 186 691 149,43	66,55	2	1	1	0	0	50,00
TOTAL		40 528 622 000,00	28 849 824 345,74	71,18	8	5	3	0	0	62,50

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2018

- *Administration et coordination* : le taux d'exécution budgétaire prévu être atteint à hauteur de 100% n'a été que de l'ordre de 81,43% en fin d'année. Toutes les opérations ont été menées que ce soit sur les dépenses courantes-soldes ou hors soldes, ou pour les dépenses structurelles. Seules les dépenses d'investissement sur financement externe ont été exécutées à 49,65%

- *Population et développement* : dans le cadre de la réalisation de l'objectif de la promotion du développement social de la population, les dispositifs d'accueil et d'appui ont été opérationnels à 20% conformément à la prévision, et 9 598 personnes âgées ont été recensées bénéficiaires desdits dispositifs, soit presque le double de ce qui a été escompté. Ces personnes ont bénéficié de l'appui, de la facilitation sur les soins médicaux et de la réduction du prix des médicaments.

- *Genre et développement* : l'objectif inscrit dans ce programme consistant à améliorer le statut socio-économique et juridique des femmes, a été rempli convenablement. Ainsi, 3 dispositifs sur

l'égalité du genre ont été vulgarisés, et 9 773 victimes de violences basées sur le genre, ont été prises en charge et bénéficiaires d'appui en réinsertion économique.

- *Protection sociale* : si aucun cadre de référence sur la réduction du nombre de la population en situation extrême de pauvreté n'a été rendu opérationnel en 2018, les réalisations ont largement dépassé les valeurs estimées pour le nombre de ménages appuyés.

- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Tableau 32 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
067	Administration et coordination	741 482 024 000,00	732 081 117 154,24	98,73	2	0	2	0	0	0,00
313	Education préscolaire	9 573 726 000,00	8 434 256 267,14	88,10	2	1	1	0	0	50,00
314	Education fondamentale de 9 ans	330 494 689 000,00	153 899 476 437,58	46,57	7	5	2	0	0	71,43
315	Education non formelle	6 766 915 000,00	6 365 342 442,37	94,07	3	2	1	0	0	66,67
316	Enseignement secondaire général	10 956 943 000,00	7 498 304 480,66	68,43	4	0	4	0	0	0,00
TOTAL		1 099 274 297 000,00	908 278 496 781,99	82,63	18	8	10	0	0	44,44

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2018

Mission « Education »

- *Administration et coordination* : aucun des indicateurs inscrits dans ce programme n'a atteint les cibles établies. Aucun cadre n'a été formé en matière de pilotage et de coordination.

- *Education préscolaire* : en matière d'extension et d'amélioration de l'offre publique d'enseignement préscolaire, le taux des écoles primaires publiques et communautaires avec CAP a atteint 51%, conformément à la prévision initiale. Quant à la promotion de la qualité de l'éducation préscolaire, celle-ci a accusé une différence minimale de 2%. En effet, si 30% des éducateurs ont été prévus être certifiés et opérationnels, le pourcentage final s'est élevé à 28%.

- *Education fondamentale de 9 ans* : la qualité de l'enseignement fondamental a été promue à travers l'enregistrement des 43 803 enseignants non fonctionnaires subventionnés et formés, sur un chiffre prévu à 4 481. Par contre, suite au retard pris dans la passation des marchés, certaines salles de classe sont restées seulement au stade de construction ou de réhabilitation, expliquant l'écart sur le nombre de salles de classe fonctionnelles au niveau de l'enseignement fondamental.

- *Education non formelle* : l'objectif a été accompli en matière de réduction de l'analphabétisme. Le taux des jeunes et adultes suivant des cours d'alphabétisation, a accru de 4%, et ce, tel qu'assigné dans le document de performance. La même performance a été relevée sur la promotion de l'éducation au civisme et à la citoyenneté : le nombre de population éduquée à la vie familiale et communautaire a connu une hausse de 3%. Quant à l'objectif visant à développer l'éducation inclusive, 38 000 enfants ont été effectivement réinsérés dans le système formel, contre une prévision initiale de 38 409. Pourtant, les fonds octroyés par les partenaires financiers et

techniques ont été surtout focalisés sur l’alphabétisation, au détriment des activités liées à l’insertion des enfants dans le système formel.

- *Enseignement secondaire général* : le taux des admis au BACC a augmenté de 10,53% par rapport à la prévision. L’objectif a été ainsi atteint. Les indicateurs restants n’ont pas été cependant accomplis tels que prévus. Le taux de transition effective dans l’enseignement secondaire général ne s’est élevé qu’à 30%, soit la moitié de celui estimé. Malgré les efforts effectués, les élèves quittent toujours prématurément l’école. D’ailleurs, l’insuffisance du nombre d’enseignants a constitué un obstacle quant à l’atteinte de l’indicateur relatif au nombre moyen d’élèves par enseignant.

- MINISTERE DE L’EMPLOI, DE L’ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Tableau 33 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
049	Administration et coordination	32 986 336 000,00	27 369 414 246,39	82,97	2	0	2	0	0	0,00
309	Formation technique initiale et professionnelle	22 139 596 000,00	20 058 950 296,70	90,60	4	0	4	0	0	0,00
TOTAL		55 125 932 000,00	47 428 364 543,09	86,04	6	0	6	0	0	0,00

Sources : Budget d’exécution LFI et LFR, RAP 2018

- *Administration et coordination* : en matière de coordination de la mise en œuvre de la politique nationale de l’emploi et de la formation professionnelle, le taux d’insertion professionnelle des formés par rapport aux établissements réformés a été finalement évalué à 40%, sur un taux initialement prévu à 45%. Cet écart a été justifié par le fait que les établissements réformés ont été encore en phase d’expérimentation. Le taux de satisfaction des usagers n’a pas été également atteint, puisque la dotation de matériels et moyens de travail adéquats à la réalisation des affaires administratives et l’imprégnation de la culture numérique ont été en cours de mise en œuvre.

- *Formation technique initiale et professionnelle* : malgré les perturbations dues aux contextes sociopolitiques du pays, les classes de transitions ont pu bénéficier des séances de rattrapages assez conséquentes. Le taux d’achèvement de l’enseignement technique a été largement inférieur par rapport à la prévision, avec un écart de 26%. Le déroulement des formations au sein des établissements de formation a été bouleversé par les grèves syndicales assez longues des enseignants.

Tableau 34 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
028	Administration et coordination	219 041 570 000,00	218 023 660 533,07	99,54	6	4	1	1	0	66,67
310	Enseignement supérieur	14 573 686 000,00	13 243 103 514,60	90,87	4	0	4	0	0	0,00
050	Administration et coordination	5 252 140 000,00	5 090 168 914,40	96,92	1	1	0	0	0	100,00
311	Recherche scientifique	2 438 902 000,00	2 318 357 534,00	95,06	3	1	2	0	0	33,33
TOTAL		241 306 298 000,00	238 675 290 496,07	98,91	14	6	7	1	0	42,86

Source s: Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2018

Mission « Enseignement Supérieur »

- *Administration et coordination (028)* : tous les indicateurs inscrits ont atteint les cibles établies. Ainsi, les dépenses hors solde ont été engagées à un taux largement supérieur de 99,46% et 15 systèmes d'informations et de communication ont été opérationnels, soit 5 fois plus de la prévision. 6 Universités, 3 Instituts Supérieurs et 6 Centres Nationaux de Recherche ont été interconnectés. Toutefois, les grèves et menaces de grèves par Université se sont accrues. Les tensions sociales n'ont pas été maîtrisées suite aux revendications syndicales au niveau de quelques établissements d'Enseignements supérieurs des Universités Publiques.

- *Enseignement supérieur* : l'année 2018 a été marquée, d'une part, par la formation de 85 diplômés avec le PNUD pour avoir des mentalités entrepreneuriales, et d'autre part, par l'organisation de 4 ateliers, notamment la mise en place de la politique de la Stratégie Nationale de Développement de l'Entreprenariat et l'organisation de l'Atelier National sur la validation de cette stratégie avec le Ministère de l'Industrie. Toutefois, seuls 30 relève-enseignants ont été recrutés et opérationnels sur les 120 prévus. Par ailleurs, 7 antennes universitaires sur les 12 attendues ont été évaluées et normalisées.

Mission « Recherche Scientifique »

- *Administration et coordination (050)* : l'objectif a été atteint en fin d'année.
- *Recherche scientifique* : le résultat escompté a été atteint, l'objectif a été même dépassé puisque 6 accords de partenariats ont été conclus sur une prévision de 4 accords initialement, dont 3 conclus avec la France, et les restants avec l'Afrique du Sud, le Japon et l'Autriche. Cependant, l'objectif n'a pas été rempli en matière de valorisation des résultats de recherches. Ainsi, aucun brevet n'a été déposé à l'OMAPI, faute de financement suffisant.

- MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

Tableau 35 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod Prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
064	Administration et coordination	9 733 887 000,00	9 494 068 328,17	97,54	7	6	0	1	0	85,71
616	Artisanat	2 498 827 000,00	2 412 280 791,00	96,54	5	1	2	2	0	20,00
826	Culture	2 275 720 000,00	2 232 732 325,00	98,11	9	3	1	5	0	33,33
TOTAL		14 508 434 000,00	14 139 081 444,17	97,45	21	10	3	8	0	47,62

Sources : Budget d'exécution LFI et LFR, RAP 2018

- *Administration et coordination* : tous les indicateurs fixés ont été atteints, hormis celui relatif à la quantité des données et informations stockées dans le serveur du Ministère, dont les résultats ont été indisponibles. Pour les indicateurs réalisés, les agents du Ministère ont été redéployés et réorientés par rapport à leur compétence, l'effectif des agents a été mis à jour, les instruments de programmation utilisés régulièrement ont été mis à jour et des formations ont été organisées au sein du Ministère.

- *Artisanat* : 30 variétés d'articles artisanaux, vitrines-miroirs de la culture malagasy, produits ont été commercialisés, tel que prévu dans le document de performance. Toutefois, les cibles fixées n'ont pas été atteintes pour les volumes d'articles artisanaux. Par ailleurs, seuls 800 sur les 50 000 artisans ont été formels en 2018 en raison de la priorisation d'autres activités. Les données en fin d'année n'ont pas été disponibles pour le taux de la valeur ajoutée moyenne des unités artisanales et pour le nombre d'unité initialement artisanale transformée en unité industrielle.

- *Culture* : plus de la moitié des indicateurs n'ont pas présenté de données en fin d'année. Pour les résultats dont les informations ont été disponibles, les réalisations pertinentes ont été entre autres l'enregistrement des 5 secteurs intégrant la culture dans leurs stratégies et des 100 variétés d'actions culturelles et la participation des 400 000 personnes aux actions de conservation, de valorisation et de capitalisation des biens culturels. Toutefois, en raison de la priorisation des autres activités, 88 sur 418 biens culturels ont été classés en patrimoine.

3. Secteur infrastructure

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure

Se trouvant en 3^{ème} position en matière de dotation budgétaire, les 6 Ministères recensés au sein du secteur infrastructure se sont engagés à accomplir 11 missions, réalisées à travers 22 programmes et 49 objectifs spécifiques. La performance de ces programmes a été évaluée par le biais de 98 indicateurs. Dans le cadre de la concrétisation de ses actions, les crédits finaux dont disposait ce secteur ont atteint la somme de 1 285,31 milliards d'Ariary.

En fin d'année, l'exécution de l'ensemble des programmes a occasionné une dépense à concurrence de 568,61 milliards d'Ariary, laquelle a permis d'obtenir une performance moyenne de 44,24 %. Le secteur infrastructure a été ainsi le second à réaliser la meilleure performance, après le secteur administratif.

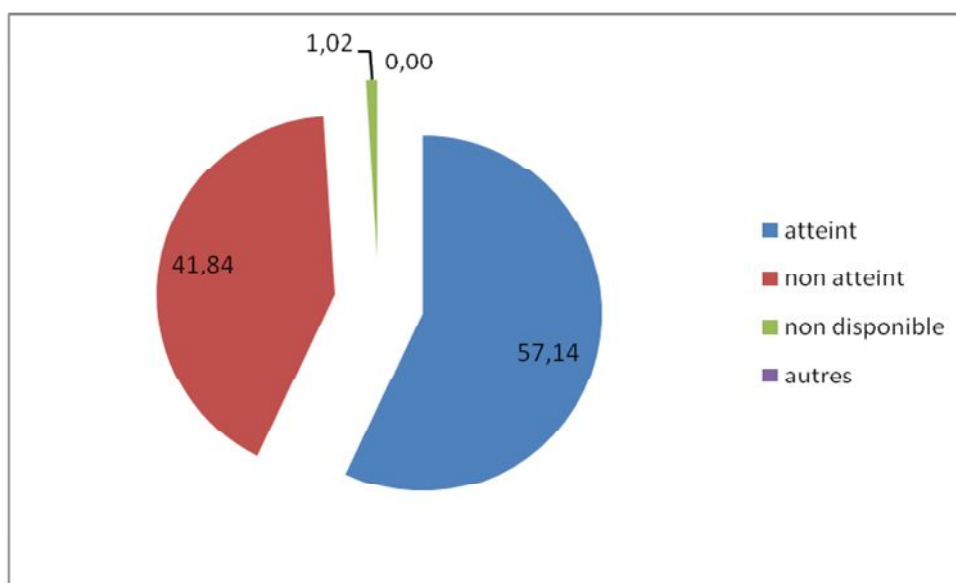
Le tableau suivant résume les réalisations du secteur infrastructure :

Tableau 36 : Réalisations physiques et financières des Ministères du secteur infrastructure

En nombre											(En milliards d'Ariary)			
Min	Mis.	Prog.	OG.	OS	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées	
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs		
6	11	22	22	49	88	98	56	41	1	0	1 641,71	1 285,31	568,61	

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Graphique 4 : Performance du secteur infrastructure en 2018 (en %)



Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

b. Suivi par programme des réalisations des ministères du secteur infrastructure

- MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

Tableau 37 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
031	Administration et coordination	6 208 833 000,00	5 678 548 082,85	91,46	1	0	1	0	0	00,00
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale	134 928 327 000,00	13 799 111 824,38	10,23	8	1	7	0	0	12,50
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	3 741 625 000,00	3 624 014 049,80	96,86	4	2	2	0	0	50,00
TOTAL		144 878 785 000,00	23 101 673 957,03	15,95	12	3	9	0	0	25,00

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : l'exécution budgétaire prévue à un taux de 100% n'a atteint que les 91,46% en fin d'année, dégageant ainsi un écart négatif de 8,54%.

- *Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locale* : tous les indicateurs inscrits dans ce programme ont affiché des légers écarts de réalisations. Le taux d'accès à l'électricité n'a pas été atteint en raison des problèmes de réseau de distribution. En dépit de cette contreperformance, certains résultats ont marqué l'année 2018. Ainsi, les ressources d'énergie localement disponibles ont été utilisées efficacement, dans la mesure où une économie de bois de 950m³ a été réalisée, grâce aux actions de sensibilisations à l'endroit de la population sur l'utilisation des énergies alternatives au niveau des foyers malagasy. Le basculement progressif vers l'utilisation de l'énergie verte et renouvelable a été également favorisé. Dans cette optique, les énergies de substitution au bois énergie, notamment le biogaz, les déchets agricoles non transformés, les déchets agricoles transformés et l'éthanol, ont été développées avec des taux respectifs de 0,5%, 0,6%, 1% et 1,5%.

- *Développement du secteur pétrolier et des biocarburants* : la moitié des indicateurs inscrits ont atteint les cibles fixées. Ainsi, 36 autorisations des travaux pétroliers ont été octroyées et 8 districts ont été desservis en station-service et mobile tank, afin de faciliter l'accès de la population aux produits pétroliers et à des services de qualités. En revanche, les doléances reçues sur un soupçon d'adultération, suite à des pannes de moteurs ou de matériels utilisant des carburants, ont augmenté par rapport à la prévision, due à l'insuffisance des moyens matériels et financiers.

- MINISTERE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

Tableau 38 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
032	Administration et coordination	12 577 503 000,00	11 439 701 329,28	90,95	3	2	1	0	0	66,67
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	91 236 224 000,00	42 297 673 585,34	46,36	4	3	1	0	0	75,00
TOTAL		103 813 727 000,00	53 737 374 914,62	51,76	7	5	2	0	0	71,43

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : dans le cadre de l'amélioration de la performance du ministère, 10 directions et services ont été contrôlés et suivis et le délai de traitement des dossiers a été respecté, conformément aux prévisions établies. Cependant, le taux d'exécution budgétaire n'a pas été entièrement atteint. L'écart enregistré de 7,65% a été engendré par la différence entre les crédits de paiements dans la Loi de Finances Rectificative et les montants obtenus suivant l'appel d'offres.

- *Développement de l'accès à l'eau, aux infrastructures d'assainissement et à la promotion d'hygiène* : 3 sur les 4 indicateurs inscrits ont été atteints. Ainsi, 70 forages ont été effectués, un

pipeline a été instauré, et 9 520 points d'eau additionnels ont été instaurés. Toutefois, l'objectif visant à renforcer la campagne de diffusion des messages clés WASH n'a été rempli que partiellement.

- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES

Tableau 39 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
020	Administration et coordination	14 620 426 000,00	14 403 965 677,92	98,52	4	0	4	0	0	0,00
206	Développement des infrastructures routières	455 349 951 000,00	131 051 147 262,16	28,78	5	2	3	0	0	40,00
218	Gestion du patrimoine routier	21 141 017 000,00	20 592 985 896,17	97,41	4	3	0	1	0	75,00
058	Administration et coordination	3 258 703 000,00	3 217 250 770,20	98,73	3	0	3	0	0	0,00
215	Développement des infrastructures	242 311 400 000,00	149 430 245 532,11	61,67	3	2	1	0	0	66,67
TOTAL		736 681 497 000,00	318 695 595 138,56	43,26	19	7	11	1	0	36,84

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Travaux publics »

- *Administration et coordination (020)* : tous les indicateurs ont affiché des faibles réalisations. En effet, l'insuffisance des ressources financières a constitué un facteur de blocage quant à la maîtrise des informations relatives aux divers indicateurs et suivi-évaluation des projets. Ce manque de crédits a également occasionné la baisse des formations dispensées.

- *Développement des infrastructures routières* : suite à l'actualisation des activités prioritaires durant le 4^{ème} trimestre, seules 17 km de routes ont été réhabilitées/ construites sur les 4 500 km prévues, et 18 ouvrages d'arts sur les 20 attendus ont été entretenus. Néanmoins, 2 indicateurs ont été réalisés conformément aux prévisions, notamment le rétablissement des routes après passage des catastrophes naturelles, et le désenclavement de certaines zones reculées.

- *Gestion du patrimoine routier* : l'année 2018 a été marquée par l'entretien de 16 bacs, de 10 000 km de routes et de 15 ouvrages d'arts et de franchissement.

Mission « Grands Travaux d'Infrastructures et d'Equipements »

- *Administration et coordination (058)*: le taux d'exécution budgétaire a presque atteint les 100%, en dégageant un écart minime de 1,27% en fin d'année. Toutefois, aucun agent n'a été formé dans la direction générale d'infrastructures et de projets présidentiels, suite à un aménagement des crédits. Par ailleurs, la non disponibilité des ressources n'ont pas permis d'acquérir les matériels mobiliers et roulants, en matière d'infrastructures et de projets présidentiels.

- *Développement des infrastructures* : le résultat obtenu en matière de réalisation des projets d'urgence présidentiels (PUP) a largement devancé le résultat escompté. En effet, 1 000 000 bénéficiaires des PUP pour un développement humain et durable, ont été recensés, sur une estimation établie à 150 000 personnes au départ. De même, le pourcentage d'apurement progressif de la liste des

infrastructures de Promesses Présidentielles s'est élevé à 80%. Par contre, aucun projet mis en œuvre suivant le document de planification et les dispositifs règlementaires, n'a été préétabli. Selon l'argument fourni, ce projet a fait face à une mauvaise formulation de l'indicateur.

- MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE SERVICE FONCIER

Tableau 40 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
018	Administration et coordination	3 060 863 000,00	2 629 895 899,74	85,92	7	5	2	0	0	71,43
409	Domaine et sécurisation foncière	17 322 503 000,00	5 180 936 151,33	29,91	9	5	4	0	0	55,56
021	Administration et coordination	30 805 474 000,00	30 148 515 421,03	97,87	8	7	1	0	0	87,50
207	Aménagement et équipement des villes	172 845 044 000,00	82 207 649 453,20	47,56	5	3	2	0	0	60,00
TOTAL		224 033 884 000,00	120 166 996 925,30	53,64	29	20	9	0	0	68,97

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Domaine et Sécurisation Foncière »

- *Administration et coordination (018)* : les réalisations ont été largement satisfaisantes pour le nombre des missions de suivis et de contrôles effectués, le nombre de bâtiments construits ou réhabilités ainsi que le nombre des agents formés au niveau de la direction générale du foncier, avec des valeurs réalisées supérieures aux valeurs ciblées. Toutefois, les objectifs n'ont pas été atteints en matière d'édition des textes et du taux d'exécution budgétaire.

- *Domaine et sécurisation foncière* : les accomplissements les plus marquants, avec des résultats largement supérieurs aux prévisions, ont été notamment ceux relatifs aux restructurations et équipements des 74 services fonciers, à la mise en place des 10 guichets uniques, à l'établissement des 35 460 titres fonciers, à l'inventaire des 19 439 délimitations des terrains et à la sécurisation des 31 290 producteurs. En revanche, certaines réalisations ont affiché des faibles performances. Ainsi, seules 32 communes sur les 100 prévues ont été appuyées à la sécurisation foncière, 20 communes sur les 150 attendues ont été appuyées à la mise en place des guichets fonciers, et 336 guichets fonciers sur les 500 estimés ont été contrôlés.

Mission « Aménagement du territoire »

- *Administration et coordination (021)* : la formation des 150 agents en administration, la formation des 70 personnes en planification maritime, la construction ou réhabilitation de 106 bâtiments, et l'acquisition de 45 matériels mobiliers et roulants ont constitué les résultats tangibles dans ce programme. Toutefois, seuls 794 textes ont été compilés et édités, alors que la prévision en a établi 1 000.

- *Aménagement et équipement des villes* : les indicateurs atteints ont concerné la couverture en outil de planification du territoire national des CTD, l'enregistrement des 49 entités bénéficiant des informations sur le territoire et la dotation de 8 collectivités d'infrastructures et de construction de logement au niveau national. Par contre, l'objectif n'a pas été atteint en matière de dotation d'un environnement propice au développement socio-économique aux territoires urbains et périurbains. D'ailleurs, seules 4 zones économiques ont été créées et aménagées contre les 10 prévues.

- MINISTERE DU TRANSPORT ET DE LA METEOROLOGIE

Tableau 41 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
022	Administration et coordination	9 690 543 000,00	9 229 289 802,56	95,24	8	6	2	0	0	75,00
208	Transports routier et ferroviaire	45 449 030 000,00	25 184 322 629,32	55,41	3	2	1	0	0	66,67
209	Transports maritime, Fluvial et aérien	12 555 117 000,00	11 528 414 954,05	91,82	7	5	2	0	0	71,43
211	Développement météorologique	2 062 644 000,00	1 859 816 674,17	90,17	4	4	0	0	0	100,00
TOTAL		69 757 334 000,00	47 801 844 060,10	68,53	22	17	5	0	0	77,27

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Transport »

- *Administration et coordination (022)* : pour les indicateurs inscrits, 81 dossiers de marchés ont été montés dans les délais requis, 12 bâtiments réhabilités ou construits, 12 structures équipées en outil de travail et 20 agents formés. Quant aux indicateurs non atteints, seuls 2 textes réglementaires ont été adoptés sur les 5 prévus.

- *Transports routier et ferroviaire* : les événements qui ont marqué l'année 2018 ont été notamment la construction de 3 gares routières et l'enregistrement des 270 000 véhicules soumis aux visites techniques. Cependant, l'amélioration de la sécurité des transports terrestres n'a été que partiellement assurée, dans la mesure où le taux de réduction d'accidents mortels sur la route, a été évalué à 0,50% en fin d'année.

- *Transports maritime, fluvial et aérien* : les réalisations performantes pour ce programme ont été la réduction des accidents de l'Aviation civile, l'exploitation des 17 lignes aériennes, l'aménagement des 3 ports fluviaux, et l'adoption des 22 textes régissant le transport maritime. Cependant, aucun aéroport n'a été certifié en 2018 suite à la non-exécution des procédures de mises en œuvre.

Mission « Météorologie »

- *Développement météorologique* : à l'occasion de la survenue de la saison climatique, 72 bulletins et avis d'alertes ont été émis sur un nombre prévu à 70. Les services hydrométéorologiques ont été décentralisés au niveau régional, puisque 9 services dans les zones désenclavées ont été installés.

- MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT
NUMERIQUE

Tableau 42 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
023	Administration et coordination	1 555 182 000,00	1 453 551 880,10	93,47	2	1	1	0	0	50,00
214	Appui à l'extension de la couverture postale	-	-		3	2	1	0	0	66,67
043	Administration et coordination	-	-		2	1	1	0	0	50,00
210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	4 588 000 000,00	3 651 792 870,00	79,59	1	0	1	0	0	0,00
TOTAL		6 143 182 000,00	5 105 344 750,10	83,11	8	4	4	0	0	50,00

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Postes et Télécommunications »

- *Administration et coordination (023)* : le taux de régulation appliqué a eu des impacts sur les réalisations par rapport aux objectifs fixés.

- *Appui à l'extension de la couverture postale* : face à la difficulté des procédures administratives, aucune autorité en matière de couverture postale n'a été opérationnelle. En revanche, les résultats ont été supérieurs aux cibles établies pour le nombre des bureaux des opérateurs contrôlés et le nombre des bureaux opérationnels, grâce à l'amélioration de la couverture postale et la réalisation de l'assurance du service postal.

Mission « Technologie de l'Information et de la Communication »

- *Administration et coordination (053)* : la collaboration étroite avec les opérateurs a permis d'élaborer le texte concernant le TIC. Toutefois, seuls 120 points d'accès sur les 164 prévus ont été opérants. En effet, les activités y afférentes ont été interrompues pendant un certain temps à cause de la difficulté des démarches administratives.

- *Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales* : seule la moitié de la valeur cible a été atteinte dans ce programme, 17 points d'accès ont été opérationnels sur les 30 prévus. Cette contreperformance a résulté de l'insuffisance des personnes responsables qualifiées pour l'accomplissement des tâches.

4. Secteur productif

a. Les réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

Le secteur productif a bénéficié de 589,14 milliards d’Ariary à titre de crédits définitifs, ce qui a représenté 5,26 % de l’ensemble du BGE. En fin d’année, 55,86% des crédits ouverts ont été consommés, soit la somme de 329,08 milliards d’Ariary.

Les politiques publiques prioritaires des 6 Ministères au sein de ce secteur ont été orientées sur 7 missions, réparties dans 20 programmes et déclinées en 51 objectifs spécifiques, dont l’atteinte a été appréciée au moyen de 85 indicateurs. Le secteur productif a accompli la plus faible performance, avec un taux de réalisation des indicateurs à raison de 40%. Ce pourcentage a largement chuté comparé à l’année dernière, avec une baisse conséquente de 19,26%. Les performances moyennes des Ministères ont oscillé autour de 18,75% et 85,71%.

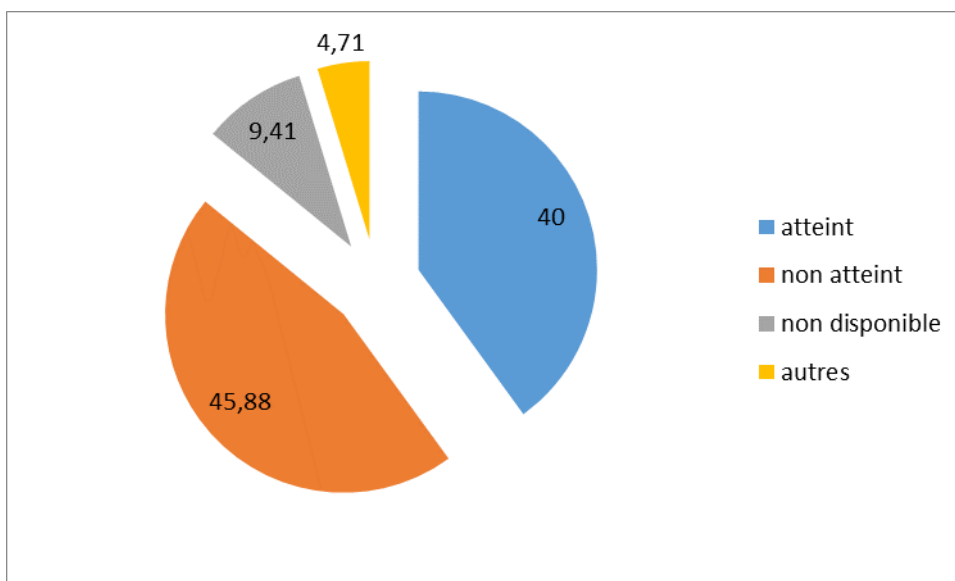
Les réalisations du secteur productif tant en termes de crédits que de performance sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Tableau 43 : Résumé des réalisations physiques et financières des Ministères du secteur productif

En nombre											(En milliards d’Ariary)		
Min	Mis.	Prog.	OG	OS.	Valeurs cibles		Valeurs réalisées	Non atteints	ND	Autres	Crédits		Dépenses Réalisées
					Initiales	Finales					Initiaux	Définitifs	
6	7	20	20	51	78	85	34	39	8	4	657,11	589,14	329,08

Sources : RAP, Budget d’exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Graphique 5 : Performance du secteur productif en 2018 (en %)



Sources : RAP, Budget d’exécution LFI et LFR et BCSE 2018

b. Suivi par programme des réalisations des Départements du secteur productif

- MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

Tableau 44 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
051	Administration et coordination	9 117 833 000,00	8 990 449 157,84	98,60	8	4	4	0	0	50,00
605	Industrie	1 296 580 000,00	505 386 880,00	38,98	9	2	2	5	0	22,22
621	Développement du secteur privé	433 410 000,00	432 889 552,00	99,88	4	3	0	1	0	75,00
TOTAL		10 847 823 000,00	9 928 725 589,84	91,53	21	9	6	6	0	42,86

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : le nombre de certificats et de diplômes octroyés a été en deçà des prévisions, suite au manque de budget alloué à la formation. Le nombre de parutions d'articles et d'évènements médiatiques couverts a été également réduit par rapport à la prévision. Malgré ces bilans mitigés, 55 documents sur les activités et réalisations du ministère ont été rédigés sur un nombre prévu à 3 documents au départ, 8 bases de données ont été mises en place et le taux d'engagement par rapport au taux de régulation a été de 91%.

- *Industrie* : l'insuffisance du budget alloué ainsi que le changement de la politique du Plan de Travail Annuel ont eu des conséquences négatives sur l'opérationnalisation des sociétés d'Etat. De même, seuls 2 sites potentiels pour zones dédiées, sur les 5 prévus, ont été identifiés par région. Néanmoins, un nouveau statut des sociétés d'Etat et entreprises publiques rattachées au Ministère, a été élaboré et toutes les unités de transformations prévues ont été créées et en règle. Les données pour les indicateurs restants ont été déclarées non disponibles.

- *Développement du secteur privé* : les indicateurs dont les informations ont été récoltées, ont tous atteint leur cible. Ainsi, 3 réformes dans le cadre de l'instauration de la culture de concertation entre le secteur public et le secteur privé ont été mises en œuvre, 75% des problèmes de ce dernier ont été résolus, et toutes les sensibilisations prévues, en matière d'activités entrepreneuriales, ont été organisées, permettant un regain des activités industrielles.

- MINISTERE DU TOURISME

Tableau 45 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
040	Administration et coordination	8 707 321 000,00	7 006 057 100,36	80,46	1	1	0	0	0	100,00
618	Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme	893 332 000,00	821 108 936,00	91,92	2	0	2	0	0	0,00
619	Aménagement et développement du secteur tourisme	3 960 055 000,00	3 810 957 611,72	96,23	2	0	0	2	0	0,00
TOTAL		13 560 708 000,00	11 638 123 648,08	85,82	5	1	2	2	0	20,00

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : l'amélioration de la méthode de travail au sein de ce ministère leur a permis de renforcer les prestations des services publics à un taux de 100%.

- *Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme* : le nombre de patrimoines valorisés a été largement inférieur à celui de la prévision. Les données n'ont pas été disponibles selon l'explication fournie. Le nombre d'emploi direct lié au tourisme a été également réduit par rapport aux valeurs inscrites dans le document de performance. Ainsi, si 53 750 emplois directs ont été prévus être créés, seuls 46 175 l'ont été effectivement. Cet écart a été engendré par la crainte à l'insécurité des investissements à Madagasikara.

- *Aménagement et développement du secteur tourisme* : les résultats obtenus en matière des vignettes touristiques perçues ainsi que ceux relatifs au nombre des visiteurs étrangers dans les parcs et aires protégées, n'ont pas pu être mesurés en raison de l'indisponibilité des données.

- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Tableau 46 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
061	Administration et coordination	35 458 396 000,00	34 316 111 994,67	96,78	2	2	0	0	0	100,00
411	Agriculture	365 522 128 000,00	211 248 196 193,12	57,79	3	2	1	0	0	66,67
412	Elevage	3 464 106 000,00	3 377 387 425,48	97,50	2	2	0	0	0	100,00
TOTAL		404 444 630 000,00	248 941 695 613,27	61,55	7	6	1	0	0	85,71

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination (061)* : le taux de performance du Ministère s'est accru considérablement en fin d'année par rapport à la valeur cible. Cette amélioration a été motivée par l'engagement du Ministère à prolonger ses efforts afin d'avoir plus d'impacts tangibles au profit de la population. La capacité des acteurs a été par ailleurs renforcée. L'objectif a été largement dépassé, puisque 762 agents sur les 325 ciblés ont été formés, dont 32 ont reçu des formations à l'extérieur

grâce à la forte collaboration du Ministère avec les projets ou programmes sous sa tutelle et d'autres partenaires. Cette formation massive a été dispensée en vue de faire face à la recrudescence des attaques de la chenille légionnaire sur le territoire malagasy.

- *Agriculture* : les conditions de vie des ménages producteurs ont été nettement améliorées. En effet, 96 784 ménages ont été bénéficiaires de ce projet sur un effectif initialement prévu à 55 000. Cette performance a été le fruit de la mise à disposition des intrants aux producteurs basée sur la solide collaboration du Ministère avec d'autres partenaires. De même, l'irrigation des 46 616 ha de superficie agricole a été atteinte grâce aux travaux de réhabilitations de 239 périmètres irrigués et aux constructions de 1 915 km de canaux par des financements intérieurs et extérieurs. Toutefois, le montant de subvention alloué aux producteurs a subi une large baisse par rapport au montant prévu, avec une différence en moins de 12,255 milliards d'Ariary, étant donné que les fonds de services prévus n'ont pas été mobilisés.

- *Elevage* : l'objectif assigné dans ce programme, visant à développer l'élevage orienté vers le marché, a été rempli, voire largement dépassé. Ainsi, si 90 éleveurs ont été prévus être appuyés et encadrés, 15 976 l'ont été effectivement en fin d'année. En effet, la formation des éleveurs a figuré parmi les interventions prioritaires du Ministère afin d'atteindre les objectifs en termes de la production animale, du développement des filières et de la professionnalisation des éleveurs. De surcroît, 67 infrastructures normalisées ont été mises en place sur les 4 prévues. Ce résultat concluant a été obtenu suite aux efforts déployés pour développer et redynamiser le sous-secteur élevage.

- MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

Tableau 47 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
033	Administration et coordination	11 926 121 000,00	11 720 954 306,60	98,28	4	0	3	0	1	0,00
408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	49 061 112 000,00	8 092 352 528,33	16,49	5	1	3	0	1	20,00
059	Administration et coordination	2 121 900 000,00	1 831 319 121,00	86,31	4	1	3	0	0	25,00
410	Sécurisation de la mer et de ses ressources	1 455 000 000,00	1 327 186 293,26	91,22	3	1	2	0	0	33,33
TOTAL		64 564 133 000,00	22 971 812 249,19	35,58	16	3	11	0	2	18,75

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

Mission « Pêche »

- *Administration et coordination* : quelques écarts de réalisations ont été observés pour tous les indicateurs inscrits dans ce programme. Le nombre de personnel productif a été évalué à 622 contre un chiffre prévu à 700. Le budget du Ministère n'a été engagé qu'à un taux de 84,44%, suite à la modification des inscriptions budgétaires en cours d'année.

- *Développement de la pêche et des ressources halieutiques* : le taux de production a connu un léger recul, consécutif à la fermeture de la pêche crevette, de pêche de crabe et de pêche

continentale. De même, les manuels sur l'adaptation, la résilience et l'atténuation face au changement climatique, n'ont pas été tous élaborés. Ces manuels ont été en attente de validation.

Mission « Mer »

- *Administration et coordination* : en raison de la réorganisation du Ministère des Ressources Halieutiques et du Secrétariat d'Etat chargé de la Mer, aucun patrimoine n'a été mis en place et géré. En dépit de ces contreperformances, toutes les missions qui leurs ont été dévolues ont été effectuées et tous les dossiers ont été traités.

- *Sécurisation de la mer et de ses ressources* : le système de base de données a été régulièrement mis en place et à jour. Les techniciens au sein du Ministère ont été formés en matière de manipulation des données de pêches. Toutefois, le taux de mise en place de l'instrument d'institution et de la souveraineté n'a été atteint qu'à un taux de 50%. Par ailleurs, la stratégie de planification et suivi-évaluation opérationnelle n'a été réalisée qu'à 25%.

- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS

Tableau 48 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
017	Administration et coordination	17 121 437 000,00	16 724 392 907,66	97,68	4	2	1	0	1	50,00
701	Gestion durable des ressources naturelles	63 856 905 000,00	7 972 793 523,93	12,49	4	3	1	0	0	75,00
703	Développement du réflexe environnemental	447 370 000,00	357 176 892,61	79,84	3	2	0	0	1	66,67
704	Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes Malagasy	871 000 000,00	623 414 851,02	71,57	3	1	2	0	0	33,33
TOTAL		82 296 712 000,00	25 677 778 175,22	31,20	14	8	4	0	2	57,14

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : en matière d'amélioration des cadres de travail, environnement, écologie et forêt : 25 thèmes relatifs aux différentes formations et sensibilisations ont été dispensés au niveau des 22 régions et 8 bâtiments administratifs ont été construits ou réhabilités.

- *Gestion durable des ressources naturelles* : les indicateurs dont les valeurs cibles ont été atteintes, ont été en l'occurrence le nombre de contrôle et de suivi écologique effectué dans le cadre de la lutte contre la recrudescence, des trafics illicites des tortues et des palissandres d'une part, et le nombre de pépinières installées d'autre part. L'opérationnalisation du système de planification et de suivi-évaluation a permis la comptabilisation des réalisations des partenaires œuvrant dans le secteur et non seulement celles des directions centrales et régionales. Cependant, les superficies reboisées et restaurées ont connu une diminution, en raison de l'insuffisance financière.

- *Développement du réflexe environnemental* : toutes les plaintes environnementales ont été traitées grâce à la mise en place des Officiers de Polices Judiciaires de l'Environnement. Par ailleurs, l'objectif a été dépassé en matière de la promotion des activités d'IEC environnemental, lesquelles ont été orientées sur les thématiques relatives à la célébration des différentes journées mondiales et les conventions internationales ratifiées par Madagascar.

- *Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy* : la superficie des bassins versants aménagés a été largement supérieure à celle initialement prévue. Ainsi, 212 ha ont été aménagés contre une prévision de 100 ha dans la fiche de performance. Toutefois, comme l'année 2018 a été marquée par la préparation des processus de partenariat, l'élaboration du guide des PSE est prévue en 2019.

- MINISTRE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES

Tableau 49 : Synthèse des réalisations financières et physiques

Cod prog	Libellés programmes	Crédits finaux	Dépenses réalisées	Taux de réal.(%)	Inscrits	A	NA	ND	Aut.	Taux de réal.(%)
019	Administration et coordination	9 212 878 000,00	8 456 396 532,44	91,79	14	7	7	0	0	50,00
217	Développement du secteur pétrolier	230 000 000,00	224 163 252,00	97,46	4	0	4	0	0	0,00
609	Développement du secteur minier	3 981 450 000,00	1 240 391 692,00	31,15	4	0	4	0	0	0,00
TOTAL		13 424 328 000,00	9 920 951 476,44	73,90	22	7	15	0	0	31,82

Sources : RAP, Budget d'exécution LFI et LFR et BCSE 2018

- *Administration et coordination* : les principales réalisations dans ce programme ont consisté à l'augmentation des redevances, des ristournes et de ramassage ; la formation et le renforcement de capacité des agents du Ministère, la mise à jour des dossiers administratifs du personnel, la hausse de la fiabilité de la base de données et l'augmentation du patrimoine du Ministère. Toutefois, des écarts de réalisations ont été observés. Ainsi, aucune nouvelle direction n'a été créée, seuls 3 textes réglementaires sur les 20 prévus ont été mis à la disposition du public, et aucune réalisation n'a été relevée en matière de la mise en conformité des statuts des sociétés d'Etat et des entreprises publiques rattachées au Ministère.

- *Développement du secteur pétrolier* : tous les indicateurs dans ce programme ont affiché de faibles réalisations. Les types de recettes recensés en relation avec les activités pétrolières ont été réduits par rapport à la prévision. En effet, la compagnie assurant la gestion de l'exploitation de l'huile lourde de Tsimiro, générant 3 types de recettes, n'a pas pu reprendre son activité sur le site. D'ailleurs, seuls 17 blocs pétroliers ont été en phase d'exploration sur une cible fixée à 30, puisque la compagnie concernée a été en phase d'interprétation des données de reconnaissances acquises. Seuls 8 textes relatifs au secteur pétrolier ont été rédigés sur les 30 prévus. Les textes restants ont été en cours de relance.

- *Développement du secteur minier* : au même titre que le programme précédent, les réalisations ont été insuffisantes. Ainsi, seules 100 petites entreprises minières ont été recensées et en règle vis-à-vis de l'administration, contre un chiffre prévu à 1 200. En effet, l'arrêté ministériel a été en attente d'application, suite au manque de moyen financier. Quant aux informations relatives aux demandes de permis miniers, elles n'ont pas été disponibles. Pour le taux de reversement et répartition des recettes fiscales au niveau du Ministère, il n'a atteint que 35% sur 80% prévus.

III. ANALYSE DE LA SITUATION BUDGETAIRE DES LOIS DE FINANCES 2018

Nous analyserons dans cette dernière partie les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances au titre de l'exercice 2018, en mettant en exergue, pour chaque cadre budgétaire, les prévisions et les réalisations, tant en matière de recettes que de dépenses. Un aperçu sur l'évolution de la situation des crédits sera également évoqué à travers l'analyse des actes modificatifs de crédits et des décrets d'avance au titre de l'exercice 2018.

A. PREVISIONS, EXECUTIONS ET RESULTATS GENERAUX DES LOIS DE FINANCES 2018

Les recettes réellement recouvrées et les dépenses effectivement ordonnancées se sont élevées respectivement à **7 555 531 551 670,18 Ariary** et **7 416 097 069 262,40 Ariary**, ce qui offre un excédent budgétaire de **139 434 482 407,78 Ariary**.

Le tableau ci-après présente les résultats généraux de l'exécution des Lois de Finances.

Tableau 50 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2018

Nomenclature	Recettes		Dépenses		Exécutions		En Ariary
	Prévisions initiales	Prévisions finales	Crédits initiaux	Crédits finaux	Recettes	Dépenses	Résultats par cadre budgétaires
CADRE I							
BUDGET GENERAL DE L'ETAT							
a - Opération de Fonctionnement	5 504 116 187 000,00	5 728 078 154 000,00	4 209 053 622 000,00	4 421 633 544 000,00	5 285 884 916 001,81	4 315 334 425 114,83	
b - Opération d'Investissement	846 825 000 000,00	856 000 000 000,00	3 250 362 000 000,00	2 872 753 087 000,00	139 201 102 345,25	1 560 694 096 177,83	
TOTAL CADRE I	6 350 941 187 000,00	6 584 078 154 000,00	7 459 415 622 000,00	7 294 386 631 000,00	5 425 086 018 347,06	5 876 028 521 292,66	-450 942 502 945,60
CADRE II							
BUDGETS ANNEXES							
a - Opération de Fonctionnement	36 954 179 000,00	36 954 179 000,00	29 391 679 000,00	29 391 679 000,00	22 253 834 280,39	16 971 821 267,29	
b - Opération d'Investissement	0,00	0,00	7 562 500 000,00	7 562 500 000,00	0,00	361 006 000,00	
TOTAL CADRE II	36 954 179 000,00	36 954 179 000,00	36 954 179 000,00	36 954 179 000,00	22 253 834 280,39	17 332 827 267,29	4 921 007 013,10
CADRE III							
CPT							
a - Opération de Fonctionnement	661 609 695 000,00	679 028 918 233,00	876 348 603 000,00	893 767 825 233,00	347 877 554 013,48	774 113 057 798,18	
b - Opération d'Investissement			35 960 000 000,00	74 161 000 000,00			
TOTAL CADRE III	661 609 695 000,00	679 028 918 233,00	912 308 603 000,00	967 928 825 233,00	347 877 554 013,48	774 113 057 798,18	-426 235 503 784,70
CADRE IV							
OPERATIONS GENERATRICES							
DE FCV ET ASSIMILEES	3 388 000 000,00	3 388 000 000,00	0,00	0,00	3 005 798 803,93		
TOTAL CADRE IV	3 388 000 000,00	3 388 000 000,00	0,00	0,00	3 005 798 803,93	0,00	3 005 798 803,93
CADRE V							
Dette Intérieure	3 029 530 742 000,00	3 097 558 087 000,00	2 756 934 000 000,00	2 670 486 000 000,00	779 651 804 943,01	520 600 127 046,26	
Dette Extérieur	1 512 097 000 000,00	1 288 630 000 000,00	226 460 000 000,00	236 290 000 000,00	977 655 471 707,21	206 010 532 112,49	
Disponibilité Immobilisable		0,00	91 024 399 000,00	372 167 703 000,00	0,00	0,00	
TOTAL CADRE V	4 541 627 742 000,00	4 386 188 087 000,00	3 074 418 399 000,00	3 278 943 703 000,00	1 757 307 276 650,22	726 610 659 158,75	1 030 696 617 491,47
OPERATION DE TRESORERIE							
Opération de trésorerie	0,00	0,00	111 424 000 000,00	111 424 000 000,00	1 069 575,10	22 012 003 745,52	-22 010 934 170,42
TOTAL GENERAL	11 594 520 803 000,00	11 689 637 338 233,00	11 594 520 803 000,00	11 689 637 338 233,00	7 558 984 725 043,07	7 416 097 069 262,40	139 434 482 407,78

Résultat budgétaire au titre de l'exercice 2018 : 161 445 416 578,20 Ariary

Résultat financier au titre de l'exercice 2018 : - 22 010 934 170,42 Ariary

Résultat de l'exécution des Lois de Finances 2018: 139 434 482 407,78 Ariary

B. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES CREDITS

La modification des inscriptions budgétaires est autorisée par le Parlement en cours d'exercice selon la LOLF dans sa section III. Pour l'année 2018, le Gouvernement a procédé à des mouvements de crédits, mais aussi à l'ouverture de crédits sur décret d'avance, dont les conditions sont respectivement stipulées par les articles 19 et 20.

1. Mouvements de crédits

Après l'adoption de la LFR en juillet 2018, la plupart des Institutions et Ministères ont eu recours à la révision de la répartition de leurs crédits, matérialisée à travers l'adoption de 362 textes règlementaires. Ainsi, 329 arrêtés d'aménagement de crédits et 33 décrets ont été pris, dont 20 ont eu trait aux opérations de virements et 13 aux opérations de transferts.

Les actes modificatifs de crédits pris en 2018 ont augmenté largement par rapport aux années précédentes, comme le démontre le tableau-ci après :

Tableau 51 : Situation des mouvements de crédits de 2016 à 2018

Types d'actes	2016	2017	2018
Décret portant transfert de crédits	12	6	13
Décret portant virement de crédits	05	10	20
Arrêté d'aménagement de crédits	179	246	329
TOTAL	196	262	362

Sources : actes modificatifs des crédits de 2016 à 2018, après l'adoption des LFR

❖ Décret portant virement de crédits

Après la LFR, 20 opérations de virement de crédits ont été effectuées, dont la somme totale s'est élevée à 39,421 milliards d'Ariary. Elles ont été répertoriées auprès de :

- La Présidence de la République, pour la sécurisation des fréquents déplacements des agents contractuels du Conseil National de Lutte contre le Sida ;
- La Primature, pour l'acquisition de véhicules d'escortes, la réhabilitation du bâtiment CND, l'entretien de la résidence du Premier Ministre, et la continuité des activités de l'ONN ;
- Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie, pour le paiement des arriérés d'indemnités de vacation des instructeurs au niveau central ;
- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, pour la réalisation des missions de sensibilisation avant les élections présidentielles au niveau territorial, l'opérationnalisation des Commissariats Généraux au niveau des 6 Provinces et la mise en œuvre du projet triennal "Amélioration de la gouvernance dans les domaines cibles", financé par l'USAID depuis 2017 ;

- Le Ministère des Finances et du Budget, pour les charges obligatoires liées aux salaires et indemnités des ECD lors de la préparation de la LFR 2018 et les charges liées au rapatriement du personnel en service auprès des représentations malagasy à l'extérieur ;
- Le Ministère de l'Economie et de la Planification, suite au changement récent d'organigramme ayant eu lieu au sein du Ministère ;
- Le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales, en vue des descentes à effectuer au niveau des 22 directions régionales du Ministère pour le recensement et l'inventaire des matériels au vu de la régularisation de la comptabilité matière, la participation du Gouvernement Malagasy à des conférences et débats officiels à Tanger au Maroc et à Cotonou au Bénin en novembre 2018, et pour remédier aux risques de non-paiement des prestataires ;
- Le Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Public, pour la finalisation du bâtiment administratif construit dans la Région Anosy, pour la mise en place de la Direction Interrégionale de l'Industrie d'Anosy ;
- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, pour l'honoraire de la contrepartie du Gouvernement Malagasy dans le cadre du Projet "Suffisance alimentaire par la fourniture de tracteurs", cofinancé par le Gouvernement Indien et la mise en place du système des puces électroniques dans le cadre de la gestion de la filière bovine ;
- Le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche, pour la réalisation des missions confiées aux deux départements anciennement séparés, suite au nouvel organigramme du MRHP adopté par le Gouvernement ;
- Le Ministère des Travaux Publics et Infrastructures, pour la réalisation de toutes les interventions relatives aux travaux d'urgence et mise en œuvre des activités prioritaires avant la saison de pluie ;
- Le Ministère des Transports et de la Météorologie, pour le paiement des Droits et Taxes à l'Importation, en charge par le budget du MTM, dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'extension du Port de Toamasina ;
- Le Ministère de Santé Publique, pour la réalisation de certaines activités qui ont dépassé le coût prévisionnel lors de l'élaboration du budget, la prise en charge des frais de déplacement des stages extériorisés dans les départements français d'outres mers ou en France des étudiants en médecine Internés et des chefs cliniques, le paiement des bourses des étudiants des IFIRP d'Antananarivo et d'Antsiranana, et le paiement des prestataires dans le cadre de la mise en œuvre du programme de vaccination à Madagasikara ;
- Le Ministère de l'Education Nationale, pour l'augmentation du nombre de kits scolaires pour les élèves ;

- Le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, pour le bon fonctionnement des Directions nouvellement créées au niveau du Ministère suite au changement d'organigramme.

❖ **Décret portant transfert de crédits**

Des opérations de transferts de crédits ont été également réalisées, matérialisées par la prise de 13 décrets, dont le coût total a atteint 175,457 milliards d'Ariary.

- Le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures a effectué des transferts de crédits de toutes rubriques confondues d'une somme de 5,987 milliards d'Ariary, vers certains programmes du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, d'une part, et vers ceux du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène d'autre part, suite à la scission du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures en 2 Ministères distincts.

- 76,403 millions d'Ariary ont été prélevés auprès du Ministère des Finances et du Budget, du Ministère des Transports et de la Météorologie, et de la Primature pour être transférés vers l'Assemblée Nationale, la Présidence, le Ministère des Travaux Publics et Infrastructures, le Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions, et le Ministère d'Etat chargé des Infrastructures, de l'Equipeement et de l'Aménagement du Territoire, pour le paiement des dépenses urgentes et des charges liées aux activités prioritaires en souffrance de crédits, au niveau de ces Institutions et Ministères.

- Le Ministère des Finances et du Budget a effectué des transferts de crédits pour le compte des Institutions et Ministères suivant :

- La Primature a reçu un transfert de crédits de 1,841 milliard d'Ariary, pour le paiement des dépenses urgentes liées aux priorités gouvernementales ;
- Le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène a bénéficié d'une somme de 1,335 milliard d'Ariary, dans le cadre de la mise en place d'urgence des infrastructures adéquates en eau potable, assainissement et hygiènes, en vue de la préparation de la Journée Mondiale de la Jeunesse qui s'est déroulée à Mahajanga en octobre 2018 ;
- La Commission Electorale Nationale Indépendante a perçu un montant de 5,855 milliards d'Ariary pour la préparation des élections 2018 ;
- La Primature, le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales, le Ministère de la Justice et le Secrétariat d'Etat en charge de la Gendarmerie, sont concernés par un total de transfert de crédits de 4,923 milliards d'Ariary, pour les dépenses urgentes et les activités prioritaires ;

- L'Assemblée Nationale et le Sénat ont bénéficié d'un transfert de crédits d'un montant de 499,964 millions d'Ariary, pour la tenue des sessions extraordinaires du 20 au 30 Décembre 2018.

- La Commission Electorale Nationale Indépendante et le Ministère des Finances et du Budget ont transféré un crédit total de 13,800 milliards d'Ariary au profit de la Primature pour le paiement des indemnités liées à la fonction des personnels permanents, non permanents, civils et militaires de la Primature, et à la réalisation des missions assignées à la CENI et couverture de toutes les dépenses dans le cadre de la préparation des élections inclusives, transparentes et crédibles à Madagasikara.

- La Présidence, le Ministère des Finances et du Budget, la Haute Cour Constitutionnelle, la Commission Electorale Nationale Indépendante et le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ont bénéficié d'un transfert de crédits valant 30,057 milliards d'Ariary, de la part de plusieurs Institutions et Ministères, pour les dépenses relatives au bon déroulement de l'élection et la mise en œuvre des activités urgentes du gouvernement.

- Des transferts de crédits ont été procédés entre Institutions et Ministères, dont 42,558 milliards d'Ariary ont été transférés pour le paiement des salaires et des cotisations des agents de l'Etat au titre des mois de Novembre et Décembre 2018 ; puis un autre transfert d'un montant de 18,094 milliards d'Ariary, toujours utilisé dans le cadre du paiement des salaires et des cotisations des agents de l'Etat.

- Des Institutions et Ministères ont bénéficié d'un transfert de crédits d'une valeur totale de 22,192 milliards d'Ariary de la part du Ministère des Finances et du Budget, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, pour la mise en œuvre de leurs activités en renflouant les crédits de divers comptes notamment ceux de la Présidence, la Primature, du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, du Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé, du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions, du Ministère du Tourisme, du Ministère la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine, du Ministère de la Jeunesse et des Sports, du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et du Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration , de l'Emploi et des Lois Sociales.

- Le Ministère des Finances et du Budget a reçu un transfert de crédits d'un montant de 3,750 milliards d'Ariary, venant des divers Institutions et Ministères, pour le paiement des dépenses en eau et électricité des Institutions et Ministères auprès de la JIRAMA.

❖ Arrêtés portant aménagement de crédits

La plupart des Institutions et Ministères ont été contraints d'apporter des modifications dans leurs crédits en les aménageant pour diverses raisons, dont les motifs souvent mentionnés sont relatifs

à l'insuffisance budgétaire de certains comptes après l'application de la LFR. Le montant total des crédits ainsi modifiés par cette voie s'est chiffré à 582,209 milliards d'Ariary.

Sur les 329 actes pris par les 37 départements confondus, les modifications ont été principalement effectuées par le Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers et le Ministère des Finances et du Budget.

➤ *Secteur administratif*

- La Présidence de la République a effectué 7 aménagements de crédits d'un montant total de 3,515 milliards d'Ariary, dont les plus importants ont été affectés pour les besoins pressants dans les programmes 001, 138 et 620, notamment au niveau du Secrétariat Général de la Présidence, de l'Organisme de Coordination et de Suivi des Investissements et de leurs Financements (OCSIF), du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM), de la Direction de la Sécurité Présidentiel (DSP), du Projet d'Appui à la Gouvernance Institutionnelle (PAGI), de la Garde Présidentielle et du Secrétariat Permanent à la Défense et à la Sécurité Nationale.

- Le Sénat a effectué deux aménagements dont la somme s'élève à 1,851 milliards d'Ariary. Les plus significatifs ont été ceux relatifs au renflouement des carburants et lubrifiants, aux dépenses en location de matériel de transport, en location de voiture et d'avion du Président du Sénat pour les déplacements intérieurs, et le renouvellement des véhicules terrestres du parc administratif.

- L'Assemblée Nationale n'a opéré qu'un seul arrêté d'aménagement dont la valeur est de 1,630 milliard d'Ariary, suite à l'insuffisance de crédits.

- La Haute Cour Constitutionnelle a réalisé deux aménagements de crédits d'un montant total de 725,016 millions d'Ariary, auxquels l'apurement des arriérés de la société TELMA lors des précédents exercices constitue l'utilisation d'important montant.

- La Primature a réalisé 17 aménagements de crédits, atteignant une somme totale de 32,456 millions d'Ariary, dont la plus significative a été destinée à la mise en œuvre de l'ensemble des activités et du fonctionnement du FID, et à la mise en œuvre du système national sur la gestion financière du projet.

- Le Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy a opéré à 4 actes d'aménagement dont la valeur totale équivaut à 1,130 million d'Ariary, la plus grande partie des crédits a été utilisée pour l'achat de véhicules et la réhabilitation de bâtiment pour usage de bureau.

- La Commission Electorale Nationale Indépendante a révisé la répartition de ses crédits à travers un aménagement d'un montant de 1,942 million d'Ariary, effectué pour l'achat des pièces détachées, le paiement des factures de la JIRAMA, le paiement des participations de la CENI aux charges fixes de l'INFRA et l'acquisition de matériel, d'imprimés et de fournitures supplémentaires,

indispensables pour la mise en œuvre du processus électoral en vue du second tour de l'élection présidentielle.

- Le Ministère des Affaires Etrangères a établi 5 arrêtés d'aménagement de crédits, dont la somme a atteint 1,373 milliard d'Ariary. La plus importante part des crédits ainsi aménagée a été destinée au transfert des crédits disponibles au SOA non reconduits dans l'organigramme, et à l'inscription de crédits au profit de SOA nouvellement créée, suite à la modification de l'organigramme du Ministère.

- Le Ministère de la Défense Nationale a accompli un aménagement de crédit d'une valeur de 1,904 milliard d'Ariary, matérialisé à travers la prise de 13 arrêtés. La grande partie des crédits ainsi modifiée a été affectée au soutien logistique au profit des services excentriques de la Direction de l'Intendance de l'Armée.

- Le Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie a procédé à 3 aménagements de crédits d'une valeur de 377,200 millions d'Ariary, pour les actions relatives à la lutte contre la montée de l'insécurité à Madagasikara.

- Le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a effectué 12 aménagements de crédits, d'un montant de 8,059 milliards d'Ariary, dont la plus importante a été utilisée pour les nécessités de service, le règlement des carburants et lubrifiants des Chefs de District et des Superviseurs, le paiement des factures impayées des imprimés administratifs lors de la réalisation de l'opération jugement supplétif d'acte de naissance en vue de la délivrance de la CIN, et l'acquisition de matériels techniques, spécifiques et informatiques, de matériels roulants et fluviaux ainsi que des mobiliers de bureau dans le cadre de l'exécution du projet PIP.

- Le Ministère de la Sécurité Publique a bénéficié de 6 aménagements de crédits, d'un montant total de 1,844 milliard d'Ariary, dont la résolution de l'insuffisance de matériels pédagogiques, de fournitures et mobiliers scolaires, installation électrique et clôture auprès des écoles du Ministère, a occupé la majorité des dépenses effectuées.

- Le Ministère de la Justice a opéré à 10 aménagements de crédits s'élevant à 3,307 milliards d'Ariary. La grande partie des crédits a été utilisée pour l'accélération du traitement des dossiers pénaux au niveau des Cours et l'amélioration de l'accessibilité à la justice.

- Le Ministère des Finances et du Budget a réalisé 55 aménagements de crédits, atteignant 64,018 milliards d'Ariary. Les plus marquantes modifications ont été apportées d'une part pour les paiements de certaines dépenses obligatoires au niveau des Services Régionaux du Budget, des dépenses transversales au niveau du MFB et la prise en charge des DTI par le MFB ; et d'autre part, pour le renflouement des crédits destinés aux dépenses d'intervention diverses et imprévues, et aux dépenses sur le transfert pour charges d'intervention aux autres organismes.

- Le Ministère de l'Economie et de la Planification a effectué 11 aménagements de crédits, d'une valeur totale de 3,145 milliards d'Ariary, dont le plus important a été pris pour la réalisation des

ateliers de renforcement de capacité dans les chefs-lieux de provinces des agents des DREP, pour les travaux de clôture, de construction et de réhabilitation de bureau pour leur opérationnalisation, et pour les réseaux de communication.

- Le Ministère du Commerce et de la Consommation a adopté 2 arrêtés d'aménagements de crédits d'une somme de 46,500 millions d'Ariary dont les dépenses les plus importantes ont concerné un renflouement suite au dépassement des crédits de TVA au niveau du projet de la DRIIE.

- Le Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration, du Travail et des Lois Sociales a opéré à 2 aménagements de crédits d'une somme totale de 3,074 milliards d'Ariary dont la plus grande partie a été destinée au basculement de crédits pour le fonctionnement de la Direction Générale de la Promotion de l'Emploi et de tous les départements excentriques, suite au changement de structure.

- Le Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions a mis en œuvre 08 aménagements de crédits valant au total 196,560 millions d'Ariary. Le paiement des indemnités de mission du personnel jusqu'à la fin de l'année, la dotation des cartes de recharges mobiles pour le personnel et le renflouement de la subvention de l'ORTM pour son bon fonctionnement, ont été les motifs évoqués y afférents.

➤ **Secteur social**

- Le Ministère de la Santé Publique a effectué 35 arrêtés d'aménagement, totalisant 17,404 milliards d'Ariary. Les plus importantes sommes ont été utilisées pour l'achèvement de la construction du Bunker d'une part, et pour l'adhésion de la population la plus démunie du territoire national à la CNSS, dans le cadre de la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, d'autre part.

- Le Ministère de la Jeunesse et des Sports a été amené à prendre 2 arrêtés d'aménagements de crédits valorisant 997,028 millions d'Ariary, dont la majeure partie a été utilisée pour l'instauration et l'équipement en matériels fournitures sportifs des nouveaux plateaux sportifs, et pour l'organisation du championnat national de l'ASIEF.

- Le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme a réalisé 4 aménagements de crédit d'une somme totale de 3,965 milliards d'Ariary. Le renforcement des actions de développement du second trimestre de l'année a bénéficié de la plus importante dépense de crédits.

- Le Ministère de l'Education Nationale a opéré à 59 aménagements de crédits de l'ordre de 31,193 milliards d'Ariary. Les plus grandes sommes ont été affectées au paiement de la Caisse Ecole 2018, et à la régularisation des dépenses relatives au projet d'Appui à l'Education de Base.

- Le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle a accompli 8 aménagements de crédits d'un montant total de 2,485 milliards d'Ariary.

Le crédit le plus important utilisé a été consacré aux ajustements de crédits pour rendre les services des DRETFP plus opérationnels, suite à la nouvelle structure au niveau de toutes les DRETFP.

- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a pris 4 aménagements de crédits d'un montant de 9,633 milliards d'Ariary. Le paiement des bourses des étudiants et le paiement des charges obligatoires et incompressibles (salaire du personnel administratif et technique, les heures complémentaires, les indemnités de recherche des retraités chercheurs...) jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire ont justifié ces aménagements.

- Le Ministère de la Culture, de la Promotion de l'Artisanat et de la Sauvegarde du Patrimoine n'a effectué qu'un seul aménagement de crédits dont le montant est de l'ordre de 555, 389 millions d'Ariary. Cet aménagement a été lié aux dépenses dans le cadre de la participation de Madagascar, en tant que pays invité d'honneur à la 15^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat à Ouagadougou (SIAO) du 26 octobre au 04 novembre 2018.

➤ *Secteur productif*

- Le Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé a réalisé des modifications de crédits d'une somme totale de 227,284 millions d'Ariary à travers la prise de 3 arrêtés, dont le plus conséquent a été adopté pour le renflouement des redevances téléphoniques, des indemnités de mission intérieure, et des missions extérieures du Ministre et de ses collaborateurs, et les dépenses en carburant de la Direction de Coordination Régionale.

- Le Ministère du Tourisme a réalisé 2 aménagements de crédits, d'une valeur de 394 millions d'Ariary, dont la majeure partie a été destinée à la mise en œuvre d'une nouvelle politique de développement du tourisme et à la construction ou la réhabilitation des infrastructures.

- Le Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage a effectué 4 aménagements de crédits totalisant 8,802 milliards d'Ariary, dont le plus important a été expliqué par le renflouement des dépenses sur les crédits TVA.

- Le Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche n'a réalisé qu'un seul aménagement de crédits s'élevant à 830 millions d'Ariary, relatif au projet Partenariat dans le Secteur Pêche-Appui Sectoriel, afin de réaliser plus de 70% des engagements, compte tenu de l'absence de certaines lignes budgétaires inscrites dans la LFR et pour régulariser la subvention accordée par l'Union Européenne.

- Le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts a pris 8 arrêtés d'aménagements de crédits atteignant 3,173 milliards d'Ariary, dont les plus importantes sommes ont été affectées, d'une part, pour le paiement des dépenses venant des prestataires en matériels techniques, informatiques et autres moyens de locomotion, et d'autre part, pour la création de nouveaux comptes et intégration des fonds dans les comptes déjà existants non pourvus de fonds, pour

l'obtention d'une cohérence utilisée par le projet "Appui à la préparation de Madagascar à la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et Dégradation de forêts » et le SIIGFP.

- Le Ministère auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole a réalisé 2 aménagements de crédits atteignant 844,100 millions d'Ariary. Ces aménagements ont eu lieu suite à la réorganisation au sein du Laboratoire National des Industries Extractives par la Direction Générale du Pétrole et aussi pour le paiement de la prime exceptionnelle du personnel du Ministère.

➤ *Secteur infrastructure*

- Le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures a réalisé 3 aménagements de crédits d'un montant de 9,540 milliards d'Ariary, dont la grande somme a été aménagée pour l'atteinte des objectifs assignés à la Direction des Bioénergies pour diverses missions d'études et d'évaluation, le paiement des fournitures et articles de bureau et des consommables informatiques, l'achat de diverses fournitures pour les nouvelles directions centrales et les services relatifs, et pour le paiement des arriérés de TVA.

- Le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène a mis en œuvre 6 aménagements de crédits dont la valeur totale s'est élevée à 19,068 milliards d'Ariary. Les motifs ont été surtout liés aux engagements juridiques, à la régularisation des dépenses effectuées sur financement externe et à la prise en charge de la TVA correspondante, et la réalisation des activités prioritaires.

- Le Ministère des Travaux Publics et Infrastructures a procédé à 9 opérations d'aménagements de crédits qui ont totalisé 260,243 milliards d'Ariary. La plus importante somme a concerné un aménagement de crédits de fonctionnement et d'investissement sur la Mission 640 relative aux grands travaux d'infrastructures et équipements.

- Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers a été contraint de réaliser 15 aménagements d'une somme totale de 77,795 milliards d'Ariary, dont la régularisation hors taxe du projet ROCADE et celle du projet LALANKELY III / PAVEDE ET PIAA ont utilisé le montant de crédits le plus important.

- Le Ministère des Transports et de la Météorologie n'a effectué qu'un seul aménagement de crédits dont le montant s'est élevé à 463,549 millions d'Ariary. Ces aménagements ont été motivés par les actions suivantes : le renflouement des crédits du CABINET, de la DAF, de la DSI, de la DRH et de la DEP, le renflouement des crédits du CIR et de la DTR, le paiement des arriérés du cabinet PSAFE Consulting LTD pour ses prestations, le renflouement des crédits pour les locations d'immeuble du Ministre, et le renflouement des crédits de certains comptes du programme 211 relatif au développement de la météorologie.

- Le Ministère des Postes, de la Télécommunication et du Développement Numérique n'a également procédé qu'à un seul aménagement de crédits dont le montant a été à hauteur de 360,810 millions d'Ariary. Pour mener à bien les attributions des directions au sein du ministère, des aménagements de crédits au niveau de certains SOA ont eu lieu.

2. Décret d'avances : ouverture de crédits supplémentaires

A part les opérations de mouvements de crédits cités précédemment, 3 décrets d'avances portant ajout de crédits supplémentaires ont été adoptés, dont la somme totale s'est élevée à 5,375 milliards d'Ariary.

Ces décrets d'avances ont été pris pour les motifs suivants :

- Réalisation des opérations liées aux activités du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures s'élevant à 1,251 milliard d'Ariary, matérialisée à travers le décret n° 2018-1083 du 20/09/2018, effectuée au profit du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures ;

- Mise en œuvre du projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité (PRCPB), d'un montant de 1,444 milliard d'Ariary, matérialisée par le décret n° 2018-1446 du 30/10/2018, pour le compte du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts ;

- Renforcement des activités de la Direction Générale du Pétrole, dont la somme a atteint 2,679 milliards d'Ariary, matérialisé par le décret n°2018-1507 du 13/10/2018, pour le compte de la Direction Générale du Pétrole du Ministère des Mines et Pétrole.

C. ANALYSES BUDGETAIRES ET FINANCIERES DES LOIS DE FINANCES
2018

1. BUDGET GENERAL

a. Recettes du Budget Général

Les recettes prévues ont été initialement de 6 350,94 milliards d'Ariary et ajustées par la LFR à un montant de 6 584,08 milliards d'Ariary. Les réalisations ont été de 5 425,09 milliards d'Ariary, soit un taux de 82,40%.

a.1. Situation des recettes par nomenclature

Les Recettes du BGE sont catégorisées en deux groupes :

- Les recettes de fonctionnement ;
- Les recettes d'investissement.

Les recettes de fonctionnement sont évaluées à 5 728,08 milliards d'Ariary et affichent des réalisations de 5 285,88 milliards d'Ariary, ce qui représente un taux de 92,26%. Les recettes fiscales se composent principalement des recettes de l'Etat d'un montant de 4 717,73 milliards d'Ariary, suivies des recettes non fiscales s'établissant à 568,15 milliards d'Ariary. Comparées à l'année précédente, les recettes fiscales ont connu un bond de 18,78% tandis que les recettes non fiscales ont régressé de 33,64%. Les recettes sur opération d'ordre et les aides budgétaires non remboursables inscrites dans la LFR, n'ont enregistré aucun encaissement.

Les recettes d'investissement qui proviennent des subventions extérieures pour financer les projets PIP, sont réalisées à hauteur de 139,20 milliards d'Ariary. Ce qui représente 16,26% des prévisions finales.

Tableau 52 : Recettes du Budget Général

(En milliard d'Ariary)

NOMENCLATURE	Prévisions initiales	Prévisions finales	Réalisations
I. FONCTIONNEMENT	5 504,12	5 728,08	5 285,88
Recettes fiscales	5 022,14	5 102,13	4 717,73
Recettes non fiscales	90,15	90,15	568,15
Recettes d'ordre	32,00	32,00	0,00
Aides budgétaires non remboursables	359,83	503,80	0,00
II. INVESTISSEMENT	846,83	856,00	139,20
Subventions extérieures/PIP	846,83	856,00	139,20
TOTAL GENERAL	6 350,94	6 584,08	5 425,09

Sources: LFI 2018, LFR 2018 et CGAF 2018

a.2. Situation des recettes par nature

Suivant la classification PCOP, les recettes fiscales sont comprises entre le chapitre 70 et le chapitre 74. Les trois grandes catégories de recettes fiscales sont : les impôts sur le commerce extérieur, les impôts sur les biens et services et les impôts sur le revenu, bénéfiques et gains avec

respectivement des réalisations de 2 211,34 milliards d'Ariary, 1 317,96 milliards d'Ariary et 1 127,68 milliards d'Ariary.

Les impôts sur les patrimoines ont connu une augmentation assez considérable. Elles ont surpassé ses prévisions finales d'un montant de 10,63 milliards d'Ariary soit un taux de recouvrement de 136,36%. Et par rapport à la réalisation de l'année précédente, un accroissement de 14,84 milliards d'Ariary a été constaté.

Pour les recettes non fiscales, les principales réalisations sont opérées dans la rubrique « Contribution reçue des tiers » atteignant 413,19 milliards d'Ariary. Concernant les deux autres chapitres, ils ont connu une nette performance avec respectivement des taux d'exécution de 105,62% et 123,30%.

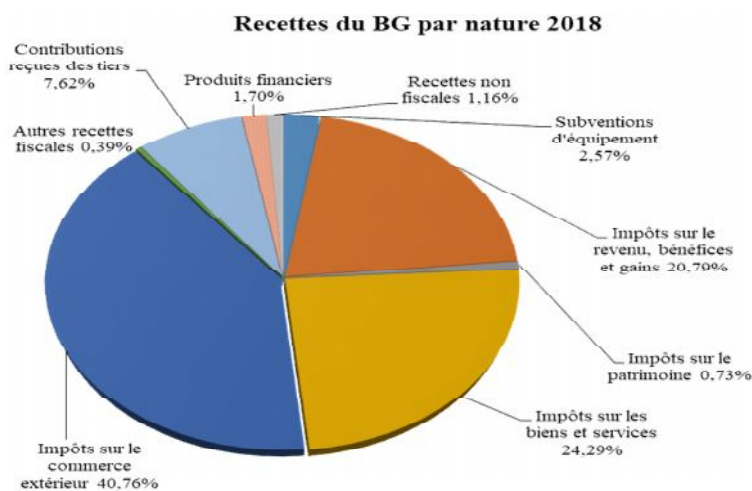
Tableau 53 : Situation des recettes par nature

(En milliards d'Ariary)

Chap.	Libellé	Prévisions finales	Réalisations	Taux de recouvrements en (%)
13	Subventions d'équipement	856,00	139,20	16,26
70	Impôts sur le revenu, bénéfiques et gains	1 200,53	1 127,68	93,93
71	Impôts sur le patrimoine	29,23	39,86	136,36
72	Impôts sur les biens et services	1 761,84	1 317,96	74,81
73	Impôts sur le commerce extérieur	2 093,58	2 211,34	105,62
74	Autres recettes fiscales	16,94	20,89	123,30
75	Contributions reçues des tiers	503,80	413,19	82,01
76	Produits financiers	72,98	92,12	126,23
77	Recettes non fiscales	49,17	62,84	127,81
TOTAL		6 584,08	5 425,09	82,40

Sources: LFR 2018 et CGAF 2018

Graphique 6 : Situation des recettes par nature



Sources: LFR 2018 et CGAF 2018

b. Dépenses du Budget Général

b.1. Crédits et dépenses du BG par mission

Tableau 54 : Situation des crédits et dépenses du BG par mission

(En milliards d'Ariary)

CODE MISSION	LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
010	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	132,84	132,30	136,99	101,23	73,90
020	SENAT	25,15	25,15	25,29	22,30	88,15
030	ASSEMBLEE NATIONALE	50,55	50,55	53,07	52,97	99,81
040	HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE	7,30	7,30	9,98	9,33	93,43
050	PRIMATURE	146,30	163,92	170,96	193,29	113,06
060	RECONCILIATION MALAGASY	7,12	7,12	7,22	7,20	99,82
070	ELECTIONS	52,06	52,06	68,36	67,26	98,39
080	COOPERATION ET DEVELOPPEMENT	4,20	4,15	3,65	2,51	68,76
100	RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	0,17	0,17	0,17	0,17	99,90
110	AFFAIRES ETRANGERES	48,47	64,00	63,50	67,02	105,54
122	DEFENSE ET SECURITE	206,28	207,60	211,66	209,61	99,03
123	ARMEE MALAGASY	36,57	36,57	36,52	36,26	99,28
130	GENDARMERIE NATIONALE	244,58	246,14	247,88	247,59	99,88
142	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DECENTRALISATION	216,93	243,95	247,38	201,04	81,27
150	SECURITE PUBLIQUE	144,88	146,78	142,69	138,94	97,37
160	JUSTICE	126,18	128,58	134,31	121,18	90,23
220	FINANCES ET BUDGET	1 739,82	1 895,10	1 855,69	1 735,08	93,50
290	PILOTAGE DE L'ECONOMIE	61,02	61,69	61,21	67,07	109,57
310	TRAVAIL ET LOIS SOCIALES	1,64	1,64	1,59	0,82	51,67
320	FONCTION PUBLIQUE	20,91	21,20	21,75	20,98	96,49
330	EMPLOI	2,71	2,71	2,50	2,44	97,50
340	INDUSTRIE	10,99	11,51	10,85	9,93	91,53
350	TOURISME	13,52	13,54	13,56	11,64	85,82
360	COMMERCE	35,57	36,60	35,89	28,20	78,55
370	COMMUNICATION	19,08	19,04	25,01	24,74	98,95
430	PECHE	60,85	61,18	60,99	19,81	32,49
440	ENVIRONNEMENT	80,86	82,31	82,30	25,68	31,20
460	DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE	20,96	20,96	20,38	7,81	38,32
470	MER	4,31	4,50	3,58	3,16	88,30
480	AGRICULTURE ET ELEVAGE	471,97	408,44	404,44	248,94	61,55
510	ENERGIE	214,13	136,77	141,14	19,48	13,80
520	EAU ET ASSAINISSEMENT	104,58	107,64	103,81	53,74	51,76
530	MINES	14,61	14,84	13,42	9,92	73,90
540	HYDROCARBURES	6,56	4,07	3,74	3,62	96,86
610	TRAVAUX PUBLICS	761,55	483,55	491,11	166,05	33,81
620	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	220,66	206,15	203,65	112,36	55,17
630	TRANSPORT	65,63	65,56	67,69	45,94	67,87
640	GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS	239,10	240,08	245,57	152,65	62,16
660	POSTE ET TELECOMMUNICATION	1,65	1,66	1,56	1,45	93,47
670	TIC	4,79	4,79	4,59	3,65	79,59
680	METEOROLOGIE	2,10	2,10	2,06	1,86	90,17
710	SANTE	377,34	384,91	375,70	355,73	94,68

CODE MISSION	LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
750	JEUNESSE	22,53	23,50	24,25	22,26	91,83
762	DEVELOPPEMENT SOCIAL	40,26	40,49	40,53	28,85	71,18
780	SPORTS	5,92	5,92	5,99	5,75	95,94
812	EDUCATION	1 077,48	1 099,54	1 099,27	908,28	82,63
830	ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	56,62	57,77	55,13	47,43	86,04
840	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	228,37	233,98	233,62	231,27	98,99
850	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	7,82	7,82	7,69	7,41	96,33
862	CULTURE ET ARTISANAT	13,93	15,07	14,51	14,14	97,45
TOTAL		7 459,42	7 292,94	7 294,39	5 876,03	80,56

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

b.2. Crédits et dépenses du BG par programme

Tableau 55 : Situation des crédits et dépenses du BG par programme

(En milliards d'Ariary)

CODE PROGRAMME	PROGRAMME_LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
001	Administration Et Coordination de la Présidence	57,96	57,42	62,13	61,35	98,73
002	Administration Et Coordination du Sénat	14,62	14,62	14,62	12,78	87,45
003	Administration et Coordination de l'AN	26,77	26,77	28,95	28,87	99,72
004	Administration et Coordination de la HCC	5,89	5,89	8,57	8,17	95,33
005	Administration et Coordination de la Primature	25,44	24,58	28,07	27,91	99,45
006	Administration et Coordination du MAE	39,14	54,67	54,17	53,16	98,13
007	Administration et Coordination du MDN	185,44	186,76	190,84	190,69	99,92
008	Administration et Coordination du MDN	19,21	19,21	19,17	19,07	99,44
009	Administration et Coordination du SEMDNG	197,14	198,70	200,26	200,12	99,93
012	Administration et Coordination du MINJUS	93,42	95,81	100,77	97,04	96,30
013	Administration et Coordination du MFB	88,14	94,26	92,02	84,47	91,79
014	Administration et Coordination du MEP	11,97	12,64	10,82	10,60	98,02
015	Administration et Coordination du MFOPRATELS	19,70	19,99	20,60	19,98	97,00
017	Administration et Coordination du MEEF	16,84	18,29	17,12	16,72	97,68
018	Administration et Coordination MATSF	3,12	3,12	3,06	2,63	85,92
019	Administration et Coordination du MMP	9,98	10,21	9,21	8,46	91,79
020	Administration et Coordination MTPI	11,18	11,56	14,62	14,40	98,52

CODE PROGRAMME	PROGRAMME_LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
021	Administration et Coordination MATSF	30,79	31,73	30,81	30,15	97,87
022	Administration et Coordination du MTM	9,97	9,90	9,69	9,23	95,24
023	Administration et Coordination MPTDN	1,65	1,66	1,56	1,45	93,47
024	Administration et Coordination du MSP	229,15	235,33	224,83	222,68	99,05
028	Administration et Coordination du MESRS	208,45	214,05	219,04	218,02	99,54
030	Administration et Coordination du MCRI	13,33	13,29	13,19	12,98	98,36
031	Administration et coordination du MEH	0,00	0,92	6,21	5,68	91,46
032	Administration Et Coordination du MEAH	18,16	17,74	12,58	11,44	90,95
033	Administration et Coordination du MRHP	10,82	11,14	11,93	11,72	98,28
036	Administration et Coordination du MSEcP	121,97	123,87	119,86	117,71	98,20
037	Administration et Coordination du MCC	26,99	28,03	27,52	26,87	97,67
040	Administration et Coordination du MinTour	8,57	8,59	8,71	7,01	80,46
045	Administration et Coordination MJS	17,39	18,36	19,11	18,62	97,45
049	Administration et Coordination du METFP	33,45	34,19	32,99	27,37	82,97
050	Administration et Coordination du MESRS	5,33	5,33	5,25	5,09	96,92
051	Administration et Coordination du MIDSP	8,81	9,33	9,12	8,99	98,60
057	Administration et Coordination du FFM	5,91	5,91	6,00	5,99	99,89
058	Administration et Coordination du MATSF	3,26	0,00	0,00	0,00	0,00
058	Administration et Coordination du MTPI	0,00	3,26	3,26	3,22	98,73
059	Administration et Coordination du MRHP	0,00	4,39	2,12	1,83	86,31
059	Administration et Coordination du SEMRHPM	4,19	0,00	0,00	0,00	0,00
060	Administration et Coordination de la CENI	7,88	7,88	7,85	7,55	96,21
061	Administration et Coordination du MINAGRIE	36,25	36,48	35,46	34,32	96,78
062	Administration Et Coordination du MAE	0,00	4,04	3,52	2,40	68,07
062	Administration Et Coordination SEMAECED	4,10	0,00	0,00	0,00	0,00
063	Administration et Coordination du MID	35,61	37,47	43,73	43,03	98,41
064	Administration et Coordination du MCPASP	9,69	9,83	9,73	9,49	97,54
066	Administration et coordination MPPSPM	16,81	17,04	17,07	16,46	96,42

CODE PROGRAMME	PROGRAMME_LIBELLE	LFI_2018	LFV_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
067	Administration et coordination du MEN	722,67	744,82	741,48	732,08	98,73
101	Gouvernance Responsable	23,78	23,78	24,12	24,10	99,92
102	Gouvernance responsable	1,41	1,41	1,41	1,15	81,84
103	Pilotage de la politique de défense	20,84	20,84	20,82	18,92	90,85
104	Armée de Terre	13,88	13,88	13,88	13,74	98,99
105	Armée de l'Air	1,78	1,78	1,78	1,77	99,36
106	Marine Nationale	1,69	1,69	1,69	1,69	99,84
108	Intervention spéciale et/ou mixte	7,85	7,85	7,85	7,83	99,80
111	Administration judiciaire	18,64	18,64	18,94	10,13	53,47
112	Administration pénitentiaire	10,51	10,51	10,46	10,34	98,81
114	Gestion du Budget	691,60	817,02	770,57	718,28	93,21
115	Gestion Fiscale	75,41	76,11	77,98	75,43	96,73
116	Douanes	46,12	46,61	47,57	45,46	95,57
117	Trésor	492,95	481,32	482,62	429,87	89,07
119	Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat	10,53	10,53	10,68	9,52	89,12
120	Sécurité publique	17,06	17,06	16,99	15,94	93,85
121	SECURITE ET ORDRE PUBLICS	10,21	10,21	10,17	10,05	98,78
124	Normalisation des équipements et infrastructures	27,41	27,41	28,02	28,02	99,97
125	Formation	1,97	1,97	1,58	1,57	99,58
126	Mise en Œuvre du Processus Electoral	44,09	44,09	60,41	59,61	98,68
127	Promotion de l'intégrité	2,93	2,93	2,92	2,78	95,41
128	Réforme de l'Administration	0,51	0,51	0,46	0,41	90,06
129	Contrôle Budgétaire et Financière	26,99	26,45	25,86	25,11	97,09
130	Gestion Financière du Personnel de l'Etat	308,50	343,23	349,16	347,62	99,56
131	Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public	0,70	0,70	0,69	0,59	85,43
132	Contrôle externe des Finances Publiques	0,69	0,69	1,22	0,90	73,75
133	Administration Territoriale	49,57	49,57	48,17	43,78	90,88
134	Décentralisation et Développement Local	111,76	127,80	126,51	96,71	76,44

CODE PROGRAMME	PROGRAMME_LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
135	Réformes Administratives	1,75	1,75	1,61	1,58	98,20
136	Surveillance du territoire et renseignements généraux	0,05	0,05	0,05	0,05	99,82
137	Formation et réforme	5,80	5,80	5,78	5,23	90,45
138	Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit	51,91	51,91	51,87	31,11	59,98
139	Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales	14,22	14,22	19,02	18,54	97,49
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	214,13	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	0,00	135,86	134,93	13,80	10,23
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	6,56	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	0,00	4,07	3,74	3,62	96,86
205	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	86,43	89,90	91,24	42,30	46,36
206	Développement des infrastructures routières	735,05	456,68	455,35	131,05	28,78
207	Aménagement et équipement des villes	189,87	174,42	172,85	82,21	47,56
208	Transports Routier et Ferroviaire	43,01	43,01	45,45	25,18	55,41
209	Transports Maritime, Fluvial et Aérien	12,65	12,65	12,56	11,53	91,82
210	Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	4,79	4,79	4,59	3,65	79,59
211	Développement météorologique	2,10	2,10	2,06	1,86	90,17
212	Média	0,14	0,14	0,14	0,14	99,47
213	Développement des infrastructures Radio et Télévision	5,60	5,60	11,67	11,62	99,61
215	Développement des infrastructures	235,84	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Développement des infrastructures	0,00	236,82	242,31	149,43	61,67
216	Gestion des Risques et des Catastrophes	18,24	27,36	27,36	15,95	58,28
217	Développement du secteur pétrolier	0,23	0,23	0,23	0,22	97,46
218	Gestion du patrimoine routier	15,31	15,31	21,14	20,59	97,41
301	Sports	5,92	5,92	5,99	5,75	95,94
309	Formation Professionnelle et Technique	23,17	23,58	22,14	20,06	90,60
310	Enseignement Supérieur	19,92	19,92	14,57	13,24	90,87
311	Recherche Scientifique	2,49	2,49	2,44	2,32	95,06

CODE PROGRAMME	PROGRAMME_LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
312	Jeunesse et Loisirs	5,14	5,14	5,14	3,65	70,91
313	Education préscolaire	9,57	9,57	9,57	8,43	88,10
314	Education fondamentale de 9 ans	330,59	330,50	330,49	153,90	46,57
315	Education non formelle	3,66	3,66	6,77	6,37	94,07
316	Enseignement secondaire générale	10,98	10,98	10,96	7,50	68,43
408	Développement de la pêche et des ressources halieutiques	50,04	50,04	49,06	8,09	16,49
409	Domaine et sécurisation foncière	17,84	17,84	17,32	5,18	29,91
410	Sécurisation de la Mer et de ses Ressources	0,00	0,11	1,46	1,33	91,22
410	Sécurisation de la Mer et de ses Ressources	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00
411	Agriculture	431,23	367,48	365,52	211,25	57,79
412	Elevage	4,49	4,49	3,46	3,38	97,50
505	Lutte contre les maladies	27,45	27,43	28,05	28,51	101,65
506	Survie et développement de la mère et de l'enfant	49,64	51,04	50,65	14,38	28,39
508	Fourniture des soins de santé de qualité	71,10	71,10	72,16	90,15	124,92
601	Diplomatie et Coopération	9,33	9,33	9,33	13,87	148,56
604	Economie	48,61	48,61	47,85	55,70	116,41
605	Industrie	1,56	1,56	1,30	0,51	38,98
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	0,00	2,71	2,50	2,44	97,50
607	Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	2,71	0,00	0,00	0,00	0,00
609	Développement du secteur Minier	4,40	4,40	3,98	1,24	31,15
612	Planification	0,43	0,43	2,54	0,76	30,10
614	Commerce Intérieur	0,48	0,48	0,43	0,38	88,78
615	Commerce Extérieur	8,10	8,10	7,95	0,94	11,86
616	Artisanat	1,75	2,75	2,50	2,41	96,54
617	Coopération internationale et développement économique	0,00	0,11	0,12	0,11	88,34
617	Coopération internationale et développement économique	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme	0,95	0,95	0,89	0,82	91,92
619	Aménagement et développement du secteur tourisme	3,99	3,99	3,96	3,81	96,23

CODE PROGRAMME	PROGRAMME_LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
620	Appui au développement social et économique	22,97	22,97	22,98	8,77	38,18
621	Développement du Secteur Privé	0,63	0,63	0,43	0,43	99,88
701	Gestion durable des ressources naturelles	62,58	62,58	63,86	7,97	12,49
703	Développement du Reflexe Environnemental	0,49	0,49	0,45	0,36	79,84
704	Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy	0,95	0,95	0,87	0,62	71,57
803	Action sociale et développement	10,10	10,10	9,90	8,85	89,37
821	Coordination des relations avec les Institutions	0,07	0,07	0,07	0,07	99,94
822	Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne	0,10	0,10	0,10	0,10	99,88
823	Réconciliation Nationale	1,22	1,22	1,22	1,21	99,48
824	Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	0,27	0,27	0,25	0,21	86,28
825	Education Electorale et Communication	0,10	0,10	0,10	0,09	95,11
826	Culture	2,48	2,48	2,28	2,23	98,11
826	Promotion de l'inspection et de l'administration du Travail	1,37	1,37	1,34	0,61	45,26
827	Appui au développement	106,64	125,12	123,88	146,84	118,53
828	Population et développement	9,94	9,94	9,94	3,99	40,11
829	Genre et développement	4,22	4,22	4,22	2,21	52,46
830	Protection sociale	9,30	9,30	9,30	6,19	66,55
TOTAL		7 459,42	7 292,94	7 294,39	5 876,03	80,56

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

b.3. Crédits et dépenses du BG par catégorie

Les Lois de Finances sont composées par cinq (5) catégories de dépenses ; à savoir, les intérêts de la dette publique, les dépenses courantes de solde, les dépenses courantes hors solde, les dépenses courantes structurelles et les dépenses d'investissement.

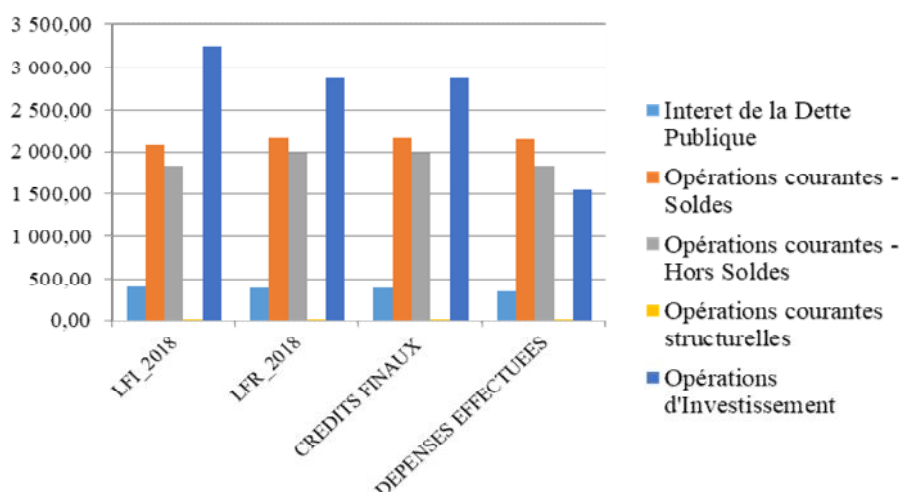
Tableau 56 : Situation des crédits et dépenses du BG par catégorie

(En milliards d'Ariary)

CAT.	LIBELLE	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
1	Intérêt de la Dette Publique	397,92	384,20	384,20	344,39	89,64
2	Opérations courantes - Soldes	2 088,00	2 164,30	2 164,30	2 155,09	99,57
3	Opérations courantes - Hors Soldes	1 723,13	1 873,13	1 873,13	1 815,85	96,94
4	Opérations courantes structurelles	0,01	0,01	0,01	0,01	99,06
5	Opérations d'Investissement	3 250,36	2 871,31	2 872,75	1 560,69	54,33
TOTAL		7 459,42	7 292,94	7 294,39	5 876,03	80,56

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

Graphique 7 : Crédits et dépenses du BG par catégorie



Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

- **Intérêt de la dette publique:**

Les crédits finaux alloués au paiement des intérêts de la Dette Publique s'est élevé à 384,20 milliards d'Ariary. Les sommes acquittées relatives à l'intérêt de la Dette Publique atteignent les 344,39 milliards d'Ariary, soit 89,64% par rapport aux crédits finaux. Cette catégorie de dépenses correspond à 5,84% du total des charges du BGE. Cette somme est légèrement en hausse par rapport à celle de l'exercice de l'année précédente, qui était de 336,27 milliards d'Ariary. Cette première grande composante de la charge de l'Etat est structurée par trois éléments inséparables comme les services bancaires et assimilés, les intérêts des emprunts, les intérêts des dépôts créditeurs. Les crédits et dépenses rattachés à ces éléments sont affichés dans le tableau suivant :

Tableau 57 : Exécution des dépenses sur les intérêts de la Dette Publique

(En milliards d'Ariary)

PCOP_LIBELLE	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses
Services bancaires et assimilés	31,92	12,10	6,32	4,02
Intérêts des emprunts	350,00	356,10	356,10	318,59
Intérêts des dépôts créditeurs	16,00	16,00	21,78	21,78
TOTAL	397,92	384,20	384,20	344,39

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

- **Opérations courantes – Soldes :**

Les dépenses relatives aux différentes rémunérations des agents de l'Etat sont clairement spécifiées et classées par nature économique dans le budget, tout comme les autres dépenses publiques. En effet, les crédits alloués au paiement des dépenses de solde s'élèvent à 2 088,00 milliards d'Ariary en LFI, qui sont revus à la hausse par la LFR à 2 164,30 milliards d'Ariary.

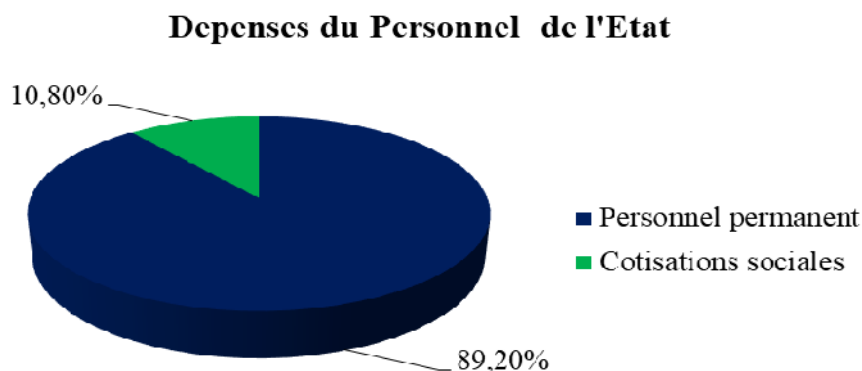
Tableau 58: Dépenses de soldes

(En milliards d'Ariary)

Compte	Intitulé	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses effectuées
6011	Personnel permanent	1 861,97	1 933,47	1 927,43	1 922,44
6062	Cotisations caisse de retraites civiles et militaires	157,47	160,30	163,99	161,39
6063	Cotisations caisse de Prévoyance de Retraite	68,57	70,54	72,88	71,25
TOTAL		2 088,00	2 164,30	2 164,30	2 155,09

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

Les dépenses réellement effectuées dans le cadre du paiement des soldes et traitements des agents de l'Etat se sont totalisées à 2 155,09 milliards d'Ariary dont 1 922,44 milliards d'Ariary pour le personnel, soit 89,06%, et 232,65 milliards d'Ariary pour les cotisations et charges sociales y afférentes, soit 10,94%.

Graphique 8: Dépenses du personnel de l'Etat

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

- **Opérations courantes - Hors Soldes** :

Tableau 59: Dépenses de fonctionnement hors solde

(En milliards d'Ariary)

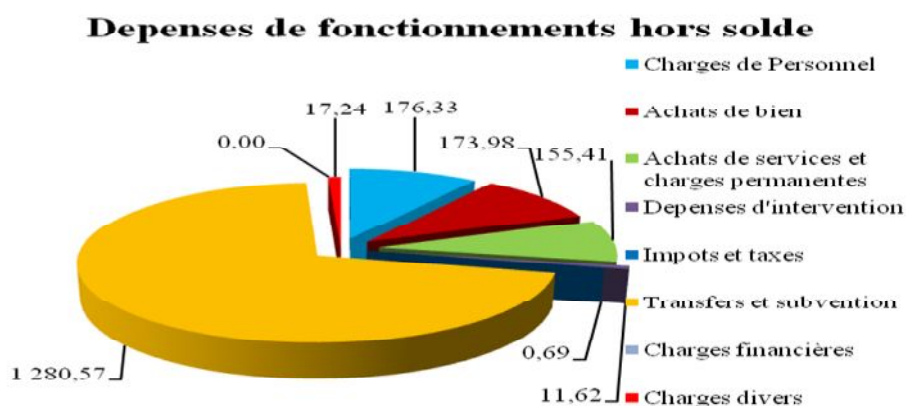
Chap.	Intitulé	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses effectuées
24	Immobilisations Corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
60	Charges de Personnel	186,00	186,00	186,00	176,33
61	Achats de bien	177,20	176,81	179,71	173,98
62	Achats de services et charges permanentes	170,09	170,70	172,51	155,41
63	Dépenses d'intervention	17,85	18,71	12,35	11,62
64	Impôts et taxes	1,26	0,18	0,08	0,69
65	Transferts et subvention	1 145,60	1 295,60	1 295,60	1 280,57
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges divers	25,13	25,13	26,87	17,24
TOTAL		1 723,13	1 873,13	1 873,13	1 815,85

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

Les charges de fonctionnement hors solde ont totalisé 1 815,85 milliards d’Ariary. Ces charges sont dominées par la rubrique « Transfert et Subvention » s’élevant à 1 280,57 milliards d’Ariary, soit 70,52% par rapport à l’ensemble des charges de fonctionnement hors solde.

Graphique 9 : Dépenses de fonctionnement hors solde

(En milliards d’Ariary)



Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

- **Opérations courantes structurelles :**

Un montant total de 8 millions d’Ariary a été affecté aux dépenses structurelles dans les Lois de Finances, 7,93 millions d’Ariary ont été consommé, soit un taux de réalisation de 99,06 %. Seul le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Protection de la Femme a effectué une opération sur cette catégorie de dépense.

Tableau 60 : Dépenses structurelles

(En millions d’Ariary)

Compte	Intitulé	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses	Taux (%)
6221	Fêtes et cérémonies officielles	8,00	8,00	8,00	7,93	99,06

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

- **Opérations d’Investissement :**

Le montant initial alloué à l’Investissement Public s’est élevé à 3 250,36 milliards d’Ariary, ces crédits ouverts sont finalement réduits à 2 872,75 milliards d’Ariary dont 993,49 milliards d’Ariary du financement RPI et 1 879,26 milliards d’Ariary du financement externe, soit respectivement de 34,58% et de 65,41%.

i. Emploi des investissements

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 1 560,68 milliards d'Ariary dont 185,35 milliards d'Ariary de transferts et de subventions, 324,23 milliards d'Ariary de fonctionnement des investissements et 1 051,10 milliards d'Ariary de dépenses d'équipement proprement dit.

Tableau 61 : Emploi des investissements

(En milliards d'Ariary)

Chap.	Libellé	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses
20	Immobilisations Incorporelles	4,65	4,73	7,40	6,10
21	Immobilisations Corporelles	29,44	29,09	48,35	47,24
23 ⁴	Immobilisations Incorporelles en cours	480,05	431,90	417,45	121,58
24	Immobilisations Corporelles en cours	2 162,71	1 829,96	1 779,17	876,18
28	Amortissement des immobilisations	0,02	0,08	0,08	0,00
2317	Immobilisation en cours - Fonctionnement	407,88	382,37	422,97	324,23
65	Transferts et subventions	165,61	193,18	197,33	185,35
TOTAL		3 250,36	2 871,31	2 872,75	1 560,68

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

Les crédits finaux pour les dépenses des investissements ont diminué de 11,87 milliards d'Ariary, par rapport à une année auparavant. Les dépenses effectuées relatives aux immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles, transferts et subventions et les fonctionnements y afférentes sont respectivement de 127,68 milliards d'Ariary, 923,42 milliards d'Ariary, 185,35 milliards d'Ariary et 324,23 milliards d'Ariary. Classifier les dépenses d'investissement de cette manière permet de séparer les dépenses qui concourent au développement, isoler celles qui sont porteuses de croissances dans l'avenir.

ii. Dépenses d'Investissement par type de financement

Tableau 62 : Dépenses d'Investissement par type de financement

(En milliards d'Ariary)

CODE FINANCEMENT	LIBELLE	LFI	LFR	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES
FINANCEMENT INTERNE					
10	RPI	798,42	822,71	836,62	755,57
20	DTI	35,56	35,56	29,61	29,26
30	TVA	124,48	124,48	116,51	48,91
40	FCV	8,94	10,74	10,74	6,22
Sous total Financement interne		967,40	993,49	993,49	839,96
FINANCEMENT EXTERNE					
60	SUBVENTION	846,83	856,00	856,00	154,08
70	EMPRUNT	1 436,14	1 021,82	1 023,26	566,66
Sous total Financement externe		2 282,96	1 877,82	1 879,26	720,74
TOTAL GENERAL		3 250,36	2 871,31	2 872,75	1 560,69

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

Le total des crédits ouverts pour les dépenses d'investissement public s'est élevé à 2 872,75 milliards d'Ariary dont 993,49 milliards d'Ariary de financement interne et 1 879,26 milliards

⁴ Chapitre 23 autres que 2317

d'Ariary de financement externe. En termes de réalisation, les dépenses réellement effectuées avec le financement interne se sont établies à 839,96 milliards d'Ariary soit 84,55% par rapport à ses budgets. En financement externe, 38,35% du budget des investissements ont été exécuté, soit 720,74 milliards d'Ariary.

iii. PIP Par Régions

Tableau 63 : PIP Par Régions

(En milliards d'Ariary)

REGION	LFI	LFR	CREDITS FINAUX	DEPENSES
CENTRAL	3 083,25	2 726,13	2 730,19	1 413,78
ALAOTRA-MANGORO	3,74	3,93	3,59	3,53
AMORONI MANIA	2,34	2,42	2,39	2,16
ANALANJIROFO	2,81	2,87	2,82	2,74
ANDROY	2,33	2,41	2,36	2,32
ANOSY	1,94	1,99	1,98	1,96
ATSIMO-ANDREFANA	85,12	60,70	59,89	77,82
ATSIMO-ATSINANANA	2,59	2,63	2,62	2,53
ATSINANANA	4,38	4,40	4,36	4,25
BETSIBOKA	1,93	1,92	1,91	1,83
BOENI	4,50	4,97	4,82	4,78
BONGOLAVA	1,71	2,02	1,99	1,96
DIANA	9,99	10,74	10,71	5,54
HAUTE MATSIATRA	4,42	4,54	4,33	3,90
IHOROMBE	2,00	2,03	2,02	2,00
ITASY	1,85	1,99	1,93	1,73
MELAKY	2,49	2,54	2,54	2,52
MENABE	19,39	19,16	18,69	11,88
SAVA	2,41	2,46	2,37	2,28
SOPIA	3,61	3,75	3,71	3,68
VAKINANKARATRA	4,43	4,50	4,38	4,37
VATOVAVY-FITOVINANY	3,15	3,19	3,17	3,13
TOTAL GENERAL	3 250,36	2 871,31	2 872,75	1 560,69

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

La situation des dépenses des PIP par région est marquée par la prédominance de ces dépenses au niveau central, lesquelles atteignent de 1 413,78 milliards d'Ariary. Ces PIP central comprennent les dépenses d'investissement des Ministères, des Institutions et ainsi que celles de la région Analamanga. Le total des PIP au niveau excentrique n'est que 146,91 milliards d'Ariary soit 9,41% de l'ensemble de ces dépenses. Seule la région Atsimo Andrefana a parvenu à exécuter une somme de 77,82 milliards d'Ariary, suivie de la région Menabe à 11,88 milliards d'Ariary. Les restes des régions n'ont fait que des dépenses inférieures à 5 milliards d'Ariary, soit 3,01 milliards d'Ariary en moyenne par région.

Crédits et dépenses du BG par nature

Tableau 64 : Crédits et dépenses du BG par nature

(En milliard d'Ariary)

Chap	Libellé	LFI_2018	LFR_2018	CREDITS FINAUX	DEPENSES EFFECTUEES	TAUX DE CONSOMM. (En %)
23	Immobilisations incorporelles en cours	887,93	814,27	840,42	445,81	53,05
24	Immobilisations corporelles en cours	2 162,71	1 829,96	1 779,18	876,18	49,25
28	Amortissement des immobilisations	0,02	0,08	0,08	0,00	0,00
60	Charges du Personnel	2 274,00	2 350,30	2 350,30	2 331,42	99,20
61	Achat de biens	177,2	176,81	179,71	173,98	96,81
62	Achats de Services et Charges permanentes	202,02	182,8	178,84	159,44	89,15
63	Interventions	17,85	18,71	12,35	11,62	94,09
64	Impôts et taxes	1,26	0,18	0,08	0,69	862,50
65	Transferts et subventions	1 311,21	1 488,78	1 492,93	1 465,92	98,19
66	Charges financières	366	372,1	377,88	340,37	90,07
67	Charges diverses	25,13	25,13	26,87	17,24	64,16
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	34,1	33,82	55,75	53,35	95,70
TOTAL		7 459,43	7 292,94	7 294,39	5 876,03	80,56

Source: *MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR*

Les dépenses du BGE se sont élevées à 5 876,03 milliards d'Ariary, dont la plus importante est les dépenses relatives aux charges du personnel de l'Etat, aux investissements et aux transferts et subventions. L'ensemble des autres dépenses, autres que ces trois natures de dépenses, ne présentent que 13,20% du total des dépenses du BGE.

2. BUDGETS ANNEXES

2.1. Imprimerie Nationale(IN)

a. Recettes de l'Imprimerie Nationale

Les recettes et les dépenses du BA de l'IN s'équilibrent à 29,5 milliards d'Ariary. Les deux principales recettes sont, d'une part, les produits finis (9,01 milliards d'Ariary) et d'autre part, les travaux facturés à des tiers (11,03 milliards d'Ariary). Les situations des recettes du BA de l'IN sont montrées par le tableau qui suit :

Tableau 65 : Recettes de l'Imprimerie Nationale

(En Ariary)

Compte	Nomenclature	Prévision Initiale	Prévision Finale	Droits constatés	Recouvrement effectué
1061	Réserves des budgets annexes	0,00	0,00	0,00	800 000 000,00
10612	Fonds de renouvellement des budgets annexes	0,00	0,00	0,00	361 006 000,00
7721	Prestation de service	250 000 000,00	250 000 000,00	0,00	0,00
7722	Produits finis	9 009 737 000,00	9 009 737 000,00	21 317 668 365,47	14 453 254 427,11
7725	Travaux	11 026 250 000,00	11 026 250 000,00	3 008 428 779,32	720 290 799,76
7726	Marchandises	262 500 000,00	262 500 000,00	-	-
7728	Autres produits des activités de service	250 000 000,00	250 000 000,00	-	-
7781	Annulation des mandats	75 000,00	75 000,00	-	-
7783	Excédent Budget Annexe	7 562 500 000,00	7 562 500 000,00	-	-
7788	Autres produits occasionnels	188 000,00	188 000,00	-	-
1426	Cession d'immobilisations corporelles - Matériel et outillage	250 000 000,00	250 000 000,00	-	-
1427	Cession d'immobilisations corporelles - Matériels de transport	437 500 000,00	437 500 000,00	-	-
TOTAL		29 048 750 000,00	29 048 750 000,00	24 326 097 144,69	16 334 551 226,87

Source : Compte Administratif de l'Imprimerie Nationale 2018

En termes de réalisation, la caisse de l'IN est financée par quatre grands éléments de recette, à savoir, les fonds tirés des réserves du budget annexe IN, les recettes provenant des produits finis et travaux ainsi que les fonds sur les excédents du budget annexe. En effet, aucune recette n'a été prévue sur les réserves du budget annexe, pourtant une somme de 0,8 milliard d'Ariary a été versée et comptabilisée comme recette dans la caisse de fonctionnement de l'IN. Les recettes sur les produits finis ont augmenté et surpassé largement la prévision.

b. Dépenses de l'Imprimerie Nationale

Les ressources de l'IN sont mobilisées pour un montant 15,97 milliards d'Ariary, représentant 54,99% de la prévision. Par contre, le niveau de consommation des crédits s'est établi à 35,15%, soit l'équivalent de 10,21 milliards d'Ariary. Les dépenses réellement effectuées sont détaillées dans le tableau qui suit :

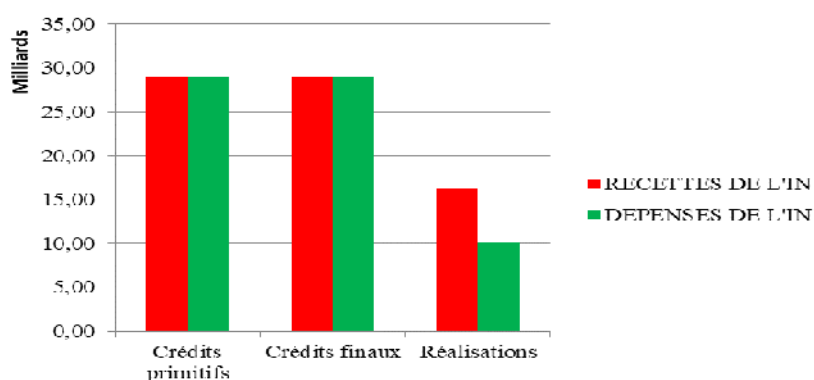
Tableau 66 : Dépenses de l'Imprimerie Nationale

(En Ariary)

Chap.	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits finaux	Réalisations	Ecart
23	Immobilisations incorporelles en cours	162 500 000,00	162 500 000,00	-	162 500 000,00
24	Immobilisations corporelles en cours	7 400 000 000,00	7 400 000 000,00	361 006 000,00	7 038 994 000,00
28	Amortissement des immobilisations	-	-	-	-
60	Charges de personnel	8 749 999 000,00	8 749 999 000,00	4 986 073 805,40	3 763 925 194,60
61	Achats de biens	8 314 377 000,00	8 314 377 000,00	4 289 932 329,20	4 024 444 670,80
62	Achats de services et charges permanentes	4 253 124 000,00	4 253 124 000,00	509 047 121,40	3 744 076 878,60
63	Dépenses d'intervention	-	-	-	-
64	Impôts et taxes	-	-	-	-
65	Transferts et subventions	168 750 000,00	168 750 000,00	63 139 935,00	105 610 065,00
67	Charges diverses	-	-	-	-
TOTAL		29 048 750 000,00	29 048 750 000,00	10 209 199 191,00	18 839 550 809,00

Source : Compte administratif de l'IN 2018

Passant de 6,73 milliards d'Ariary en 2017 à 10,21 milliards d'Ariary en 2018, les dépenses de l'IN ont connu ainsi une hausse de 3,48 milliards d'Ariary par rapport à l'année dernière. La majorité des dépenses a été utilisée pour faire face aux charges de personnel (48,84% des dépenses) et à l'achat de biens (42,02% des dépenses). Les dépenses sur investissements s'élèvent à 361 millions d'Ariary. Le graphique ci-dessous synthétise la situation de l'exécution budgétaire de l'IN. Il fait ressortir un excédent évalué à 5,76 milliards d'Ariary.

Graphique 10 : Situation budgétaire de l'IN

Source : Compte administratif de l'IN 2018, LFI ET LFR 2018

2.2. Postes et Télécommunications

Les crédits ouverts répartis aux Postes et Télécommunications se sont élevés à 7,91 milliards d'Ariary en LFI et en LFR. Ils sont essentiellement destinés à assurer le fonctionnement de ces budgets annexes.

a. Recettes des Postes et Télécommunications

Les ressources des Postes et Télécommunications sont mobilisées pour un montant de 5,92 milliards d'Ariary représentant 74,88% de la prévision. Ces ressources sont représentées dans le tableau suivant :

Tableau 67 : Recettes des Postes et Télécommunications

(En Ariary)

Compte	Nomenclature	Prévision Initiale LFI 2018	Prévision LFR 2018	Droits constatés	Recouvrements effectués
7718	Autres redevances	200 000 000,00	200 000 000,00	213 853 060,42	213 853 060,42
7783	Excédents budgets annexes	7 705 429 000,00	7 705 429 000,00	5 705 429 993,10	5 705 429 993,10
TOTAL		7 905 429 000,00	7 905 429 000,00	5 919 283 053,52	5 919 283 053,52

Source : Compte administratif des postes et télécommunications 2018

b. Dépenses des Postes et Télécommunications

Tableau 68 : Dépenses des Postes et Télécommunications

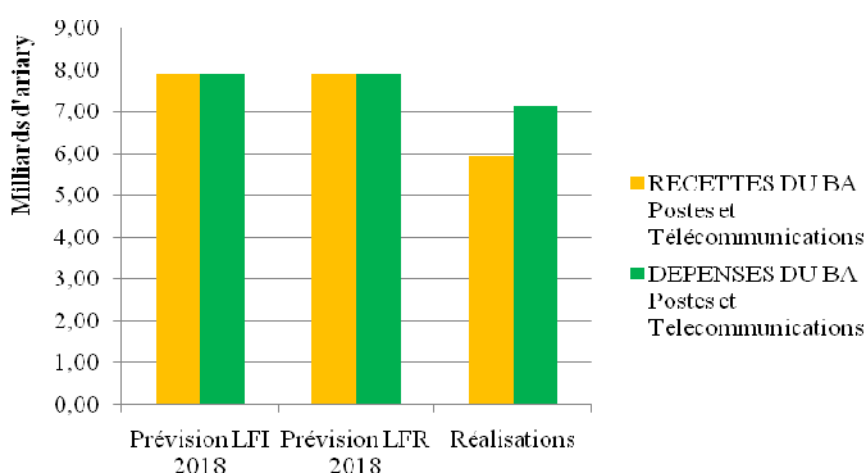
(En Ariary)

Chap.	Nomenclature	Crédits primitifs	Crédits définitifs	Réalisations	Ecart
60	Charges de personnel	3 061 500 000,00	3 061 500 000,00	2 718 364 219,74	343 135 780,26
61	Achats de biens	1 485 350 000,00	1 473 950 000,00	1 386 722 056,00	87 227 944,00
62	Achats de services et charges permanentes	3 065 579 000,00	3 076 979 000,00	2 788 982 825,55	287 996 174,45
64	Impôts et taxes	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
65	Transferts et subventions	288 000 000,00	288 000 000,00	229 558 975,00	58 441 025,00
67	Charges diverses	4 000 000,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00
TOTAL		7 905 429 000,00	7 905 429 000,00	7 123 628 076,29	781 800 923,71

Source : Compte Administratif du Budget Annexe des Postes et Télécommunications 2018

Aucune dépense d'investissement n'a été effectuée.

Graphique 11 : Situation budgétaire des Postes et Télécommunications



Source : Compte administratif de l'IN 2018, LFI ET LFR 2018

2.3. Récapitulation des situations des Budgets Annexes

Tableau 69 : Récapitulation des situations des Budgets Annexes

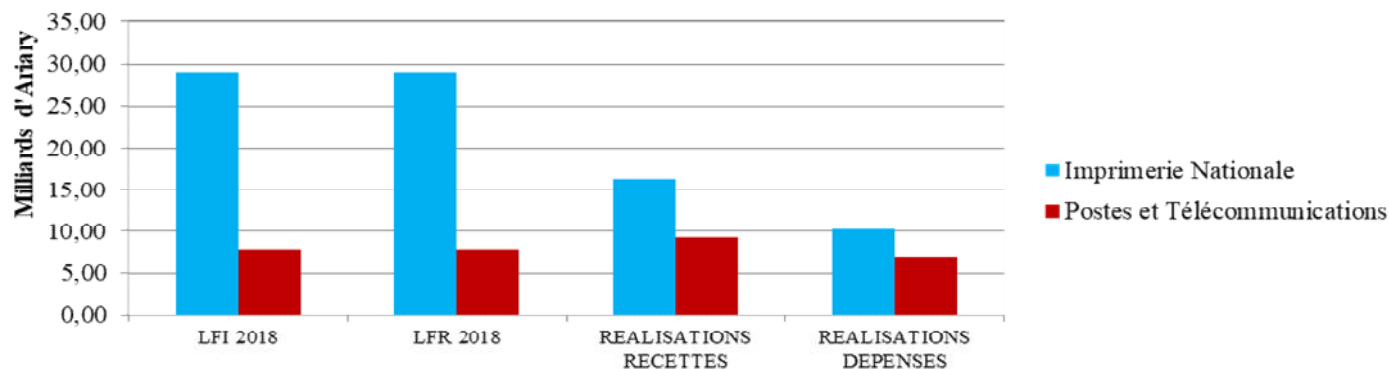
(En Ariary)

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS PRIMITIVES 2018	PREVISIONS RECTIFIEES 2018	RECETTES	%	DEPENSES DE FONCTIONN.	DEPENSES D'INVESTISSEM.	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	%	EXCEDENT DES RECETTES
Imprimerie Nationale	29 048 750 000,00	29 048 750 000,00	16 334 551 226,87	54,99	9 848 193 191,00	361 006 000,00	10 209 199 191,00	35,15	6 125 352 035,87
Postes et Télécommunications	7 905 429 000,00	7 905 429 000,00	5 919 283 053,52	74,88	7 123 628 076,29	0,00	7 123 628 076,29	90,11	-1 204 345 022,77
TOTAL	36 954 179 000,00	36 954 179 000,00	22 253 834 280,39	60,22	16 971 821 267,29	361 006 000,00	17 332 827 267,29	46,90	4 921 007 013,10

Source : Comptes Administratifs des Budgets Annexes de l'Imprimerie Nationale et des Postes et Télécommunications 2018

De ce tableau, il en découle que 60,22% des recettes prévues par les BA ont été réalisées, soit un montant de 22,25 milliards d'Ariary sur une prévision de 36,95 milliards d'Ariary. Pour les dépenses, seuls 46,90% des crédits ont été consommés, avec un montant de 17,33 milliards d'Ariary. Les résultats ont ainsi dégagé un solde excédentaire de 4,92 milliards d'Ariary.

Graphique 12 : Récapitulation des situations des Budgets Annexes



Source : Comptes Administratifs des Budgets Annexes de l'Imprimerie Nationale et des Postes et Télécommunications 2018

3. COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR

Les prévisions finales des recettes des CPT se sont établies à 680,48 milliards d'Ariary. Les comptes de commerces ont représenté 96,22% des prévisions des CPT, lesquels ont cru de 80,26 milliards d'Ariary par rapport à ce qui était prévu l'année précédente. En matière de dépenses, les crédits ouverts pour les CPT ont été de 969,37 milliards d'Ariary. Cette enveloppe budgétaire se trouve en diminution par rapport à celle de 2017. Le compte de commerce occupait la plus grande part dans ce cadre budgétaire avec 67,49% du montant total des CPT, soit un montant de 653,29 milliards d'Ariary.

Tableau 70 : Situation des CPT 2018

(En milliards d'Ariary)

Nomenclature	LFI – 2018	LFR – 2018	Crédits finaux	Réalisations
RECETTES	661,61	675,10	679,04	347,88
Compte de prêt	6,90	6,90	6,90	1,59
Compte de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Compte de commerce	635,86	649,35	653,29	331,54
Compte d'affectation spéciale	18,85	18,85	18,85	14,75
Droits de souscription aux organismes internationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances accordées	0,00	0,00	0,00	0,00
Compte d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES	912,31	963,99	967,93	774,12
Compte de prêt	60,82	99,02	99,02	40,38
Compte de participation	196,77	196,77	196,77	75,10
Compte de commerce	635,87	649,35	653,29	644,55
Compte d'affectation spéciale	18,85	18,85	18,85	14,09
Compte d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
Excédents des dépenses sur les recettes				-426,24

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

En termes de réalisation, 347,88 milliards d'Ariary ont été encaissés. Ces recettes se décomposent comme suit :

- Comptes de prêt : 1,59 milliard d'Ariary
- Comptes de commerce : 331,54 milliards d'Ariary
- Comptes d'affectation spéciale : 14,75 milliards d'Ariary

Par rapport à l'encaissement de l'année dernière, les montants reçus sur les comptes de prêt étaient en régression, passant de 82,53 milliards d'Ariary en 2017 à 1,59 milliard d'Ariary en 2018.

Les recettes des comptes de commerces ont trouvé une augmentation de 19,96% par rapport à l'année précédente. On constate aussi la réception de 14,75 milliards d'Ariary en 2018 pour les comptes d'affectation spéciale.

Les dépenses des CPT se sont établies à 774,12 milliards d'Ariary contre 1 080,88 milliards d'Ariary en 2017, soit une diminution de 306,76 milliards d'Ariary, expliquée par la diminution des charges dans le compte de prêt et les comptes de participation, lesquelles sont respectivement de

114,74 milliards d'Ariary et 415,76 milliards d'Ariary en 2017. Le taux de consommation des crédits ouverts des comptes de prêt, des comptes de participation, des comptes de commerce et des comptes d'affectation spéciale ont été respectivement de 5,92%, 9,70%, 83,26% et 1,82%.

4. FONDS DE CONTRE VALEUR

Les Lois de Finances prévoyaient une somme de 3,39 milliards d'Ariary pour les recettes des FCV et 0,00 Ariary en dépenses. Par conséquent, l'exécution des opérations relatives au cadre IV FCV reste uniquement au niveau des recettes. Le tableau suivant synthétise la situation des FCV.

a. Situation des FCV

Tableau 71 : Situation des FCV

(En Ariary)

Nomenclature	Crédits initiaux	Crédits finaux	Réalisations	(%)
Recettes	3 388 000 000,00	3 388 000 000,00	3 005 798 803,93	88,72%
Aide sur fonds de contre-valeur	3 388 000 000,00	3 388 000 000,00	3 005 798 803,93	88,72%
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
Excédent sur FCV			3 005 798 803,93	

Sources: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

Il s'agit ici d'une réalisation sur cessions et récupérations FCV sur dons et aides non remboursables d'un montant de 3,01 milliards d'Ariary. Par rapport aux prévisions finales, un taux de recouvrement de 88,72% a été enregistré.

En matière de dépenses, aucune prévision n'a été effectuée dans les Lois de Finances, alors aucune réalisation ne pouvait être opérée dans ce cadre budgétaire. Toutefois, il existe des fonds sur FCV destinés à renforcer le financement des immobilisations corporelles et incorporelles de quelques Institutions et Ministères.

Tableau 72 : Part de dépenses d'investissement de 2 Institutions et 6 Ministères financée par le FCV

(En milliards d'Ariary)

MIN CODE	INSTITUTIONS/ MINISTERES	LFI	LFR	Crédits finaux	Dépenses	Taux (%)
01	PRESIDENCE	1,67	1,67	1,67	1,09	65,27
07	CENI	1,40	1,40	1,40	0,92	65,71
08	SEMAECD	0,73	0,00	0,00	0,00	0,00
11	MAE	0,00	0,73	0,73	0,00	0,00
21	MFB	4,63	4,63	4,63	3,76	81,21
41	MINAE	0,00	1,80	1,80	0,00	0,00
71	MINSAN	0,50	0,50	0,50	0,45	90,00
86	MCPASP	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00
	TOTAL	8,94	10,74	10,74	6,22	57,91

Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR

Les opérations sur Fonds de Contre-Valeur retracent en dépenses, le paiement des dépenses assignées à sa caisse, et en recettes par les opérations relatives aux fonds générées par la vente des dons et aides effectués en nature venant de l'extérieur. Le solde du cadre IV correspond donc à la somme des différences entre les recettes et les dépenses du FCV. Le résultat budgétaire des FCV est arrêté à la somme de 3 005 798 803,93 Ariary en recette et 0,00 Ariary en dépenses. D'où un solde excédentaire de 3 005 798 803,93 Ariary.

Le tableau ci-dessous fait apparaître cette situation :

b. Evolution des FCV entre 2014-2018

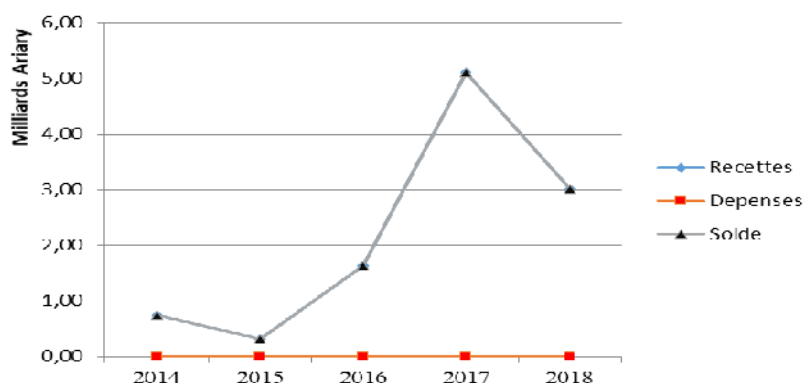
Tableau 73 : Evolution des FCV entre 2014-2018

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes (1)	737 737 020,99	302 214 036,44	1 631 117 076,38	5 097 212 022,22	3 005 798 803,93
Dépenses (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultats (1 - 2)	737 737 020,99	302 214 036,44	1 631 117 076,38	5 097 212 022,22	3 005 798 803,93

(En Ariary)

Sources: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

Graphique 13 : Evolution des FCV des Cinq (5) dernières années



Source: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

Ce graphique montre que l'année 2017 a été l'année où Madagascar a reçu le plus de dons et aides en nature ainsi que le recouvrement du produit de Fonds de contre-valeur. De même, la courbe d'évolution des cinq dernières années des FCV suit un rythme irrégulier car durant ces périodes, les soldes ont toujours été égaux aux montants des recettes. L'année 2015 a affiché la plus faible réalisation avec un montant de 0,3 milliard d'Ariary, tandis que l'année 2017 a enregistré le pic des réalisations avec un montant de 5,10 milliards d'Ariary. En moyenne, Madagascar encaisse une somme de 2,15 milliards d'Ariary annuellement comme FCV.

5. OPERATION EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE (OCDP)

a. Situation des Opérations en Capital de la Dette Publique

Au sens de l'article 3, alinéas 3 et 4, de la Loi n° 2014-012 du 06 août 2014 régissant la dette publique et la dette garantie par le Gouvernement Central, la dette publique extérieure est l'engagement d'emprunt direct ou indirect ou garanti par le Gouvernement Central que les organismes publics contractent en monnaie étrangère ; et la dette publique intérieure est constituée des engagements financiers directs ou garantis par le Gouvernement Central que les organismes publics contractent en monnaie nationale.

Les recettes prévues pour les dettes publiques étaient de 4 541,63 milliards d'Ariary en LFI, et 4 386,19 milliards d'Ariary en LFR, tandis qu'en dépenses le Gouvernement prévoyait un montant de 3 074,41 milliards d'Ariary en LFI et de 3 278,95 milliards d'Ariary en LFR.

La situation globale des OCDP est affichée dans le tableau suivant :

Tableau 74 : Situation des Opérations en Capital de la Dette Publique

(En milliards d'Ariary)

Composantes	Recettes			Dépenses		
	LFI	Previsions finales	Réalisations	LFI	Crédits finaux	Réalisations
Dettes intérieures	3 029,53	3 097,56	779,65	2 756,93	2 670,49	520,60
Dettes extérieures	1 512,10	1 288,63	977,66	226,46	236,29	206,01
Disponibilité mobilisable	0,00	0,00	0,00	91,02	372,17	0,00
Total	4 541,63	4 386,19	1 757,31	3 074,41	3 278,95	726,61
Excédents sur opération en capital de la dette publique						1 030,70

Sources: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

A la date du 31 décembre 2018, le total des opérations d'encaissement s'élevait à 1 757,31 milliards d'Ariary, lesquelles sont constituées de 977,66 milliards d'Ariary, soit 55,63%, de dette extérieure et de 779,65 milliards d'Ariary, soit 44,37%, de dette intérieure. Le financement de la dette extérieure est marqué par le retour de la Chine avec 136,03 milliards d'Ariary et de l'Arabie Saoudite avec 0,29 milliard d'Ariary.

Cette année, trois (3) bailleurs ont accordé plus de 100 milliards d'Ariary pour Madagasikara, à savoir, l'IDA 382,97 milliards d'Ariary, la Chine pour 136,03 milliards d'Ariary et les autres bailleurs pour 200,95 milliards d'Ariary.

Le tableau suivant fait apparaître le tirage de l'emprunt effectué par l'Etat Malagasy à fin décembre.

b. Tirage de l'emprunt

Tableau 75 : Situation du tirage de l'Emprunt en 2018

(En milliards d'Ariary)

Bailleurs de fonds	Montant Emprunt
BON DU TRESOR	779,65
SOUS TOTAL DETTE INTERIEURE	779,65
BADEA	0,15
CHINE	136,03
FIDA	60,59
OPEP	10,79
AFD	37,23
ARABIE SAOUDITE	0,29
BAD	4,08
CEE/BEI	54,05
COREE	10,07
FAD	80,46
IDA	382,97
AUTRES	200,95
SOUS TOTAL DETTE EXTERIEURE	977,66
TOTAL GENERAL	1 757,31

Sources: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

Les recettes obtenues sur les dettes intérieures, qui étaient de 838,16 milliards d'Ariary en 2017, enregistrent une régression d'environ 59 milliards d'Ariary, pour s'établir à 779,65 milliards d'Ariary. Par ailleurs, il est à noter que le niveau du tirage de la dette locale se rapproche graduellement de celui de la dette extérieure. Cela s'explique par l'avancement de l'emprunt intérieur comme le Bon de Trésor Fihary, lequel constitue 74,21% du total de la dette intérieure, soit 578,66 milliards d'Ariary.

c. Amortissement de la Dette Publique

L'amortissement est la procédure selon laquelle le Gouvernement Central rembourse le principal d'un emprunt, réparti sur une période bien déterminée. A la fin de l'année, l'Etat s'est acquitté d'un montant de 726,61 milliards d'Ariary, pour le remboursement de ses dettes, dont 520,60 milliards d'Ariary de dettes intérieures et 206,01 milliards d'Ariary de dettes extérieures.

Tableau 76: Situation de l'Amortissement des Dettes Publiques

(En milliards d'Ariary)

Bailleurs de fonds	Montant dépenses
BON DU TRESOR	471,25
AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS	49,35
SOUS TOTAL DETTE INTERIEURE	520,60
BADEA	5,62
CHINE	13,65
FIDA	13,15
OPEP	15,76
ARABIE SAOUDITE	2,52
CEE/BEI	6,65
ICO Espagne	0,41
FAD	10,92
IDA	75,03
INDE	5,21
KOWEIT	4,63
AUTRES	52,46
SOUS TOTAL DETTE EXTERIEURE	206,01
TOTAL GENERAL	726,61

Sources: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

d. Encours de la Dette Publique

L'encours de la dette se définit comme étant, le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé. Arithmétiquement, il s'agit du total des décaissements réels défalqués des remboursements du principal.

L'encours de la Dette Publique, fin décembre 2018, s'élevait à 13 417,57 milliards d'Ariary contre 11 882,00 milliards d'Ariary à fin décembre 2017, soit une hausse de 12,92%. Elle est principalement dominée par la dette extérieure, représentant 76,64% de l'encours total en fin d'année. Le tableau ci-dessous montre la situation de l'encours de la Dette Publique.

Tableau 77 : Situation de l'Encours de la Dette Publique

(En milliards d'Ariary)

Rubrique	Montant	Taux (%)
BON DU TRESOR	2 313,61	22,50
AUTRES EMPRUNTS INTERIEUR	820,96	7,98
SOUS TOTAL ENCOURS INTERIEUR	3 134,57	23,36
BADEA	138,56	1,35
CHINE	273,35	2,66
FIDA	558,25	5,43
OPEP	176,89	1,72
AFD	207,20	2,01
ALGERIE	255,83	2,49
ARABIE SAOUDITE	53,10	0,52
BAD	24,20	0,24
BCM	294,97	2,87
CEE/BEI	53,55	0,52
COREE	134,13	1,30
ICO Espagne	6,58	0,06
FAD	1 610,05	15,66
IDA	5 701,97	55,45
INDE	55,97	0,54
KOWEIT	81,21	0,79
AUTRES	657,18	6,39
SOUS TOTAL ENCOURS EXTERIEUR	10 283,00	76,64
TOTAL GENERAL	13 417,57	100,00

Sources: MEF/SG/DGFAG/DB/SSB/DLR - CGAF 2018

Concernant l'endettement intérieur, l'encours est passé de 2 875,52 milliards d'Ariary à 3 134,57 milliards d'Ariary soit un accroissement de 9%.

D. OPERATION DE TRESORERIE

Les différences de change portent sur les dettes libellées en monnaie étrangère. Au moment de la constatation de la dette, elle est enregistrée en comptabilité après conversion au taux de change du jour. Toutefois, quand la dette est payée, le taux de change a pu se modifier. En 2018, l'Ariary s'est déprécié de 7,4%⁵ par rapport au Dollar US et de 2,6%⁶ par rapport à l'Euro.

La dotation de crédit sur la différence de change s'est élevée à 111,42 milliards d'Ariary en charge et 0,00 milliard d'Ariary en profit. Face aux pertes de l'Ariary par rapport aux devises, une charge sur différence de change de 22,01 milliards d'Ariary a été payée et 1,1 million d'Ariary a été perçu.

⁵ Bulletin de BFM, Décembre 2018, P.27

⁶ Bulletin de BFM, Décembre 2018, P.27

LOI DE REGLEMENT 2018

ANALYSE DES ARTICLES

La présente Loi de Règlement comprend dix (10) articles.

L'article premier ratifie les décrets d'avances pris au cours de l'exercice.

Les articles 2 à 6 sont consacrés à l'énumération des réalisations et des résultats obtenus sur les cinq cadres budgétaires dans lesquels se répartissent les opérations des Lois de Finances 2018, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations du Budget Général ;
- 2- Opérations des Budgets Annexes ;
- 3- Comptes Particuliers du Trésor ;
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre-Valeur ;
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 7 constate les dépassements de crédits de fonctionnement et d'investissement au titre de la gestion.

L'article 8 établit le Compte de Résultat de l'année budgétaire, conformément à l'article 43 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004.

L'article 9 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor des résultats déficitaires.

Enfin, la présente Loi de Règlement, est annexé le rapport de la Cour des Comptes consistant aux examens des résultats d'exécution des Lois de Finances pour 2018 et la déclaration générale de conformité des comptes des Ordonnateurs et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2018.

Tel est l'objet de la présente Loi,



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana –Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N°2021 - 026 du 05 Janvier 2022

Portant Loi de Règlement pour 2018

L'Assemblée Nationale et le SENAT ont adopté en leur séance en date du 30 Nov 2021 et du 09 Déc 2021,

Le Président de la République,

- Vu la Constitution,
- Vu la Décision n° 21 -HCC/D3 du 23 Décembre 2021

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier :

Sont ratifiés les décrets d'avance pris au cours de l'exercice budgétaire 2018, en application de l'article 20 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances.

Article 2 :

Sont constatées, les opérations budgétaires pour l'année 2018 qui s'élèvent à la somme de **5 425 086 018 347,06 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **5 876 028 521 292,66 Ariary** pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **450 942 502 945,60 Ariary**.

Article 3 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2018 qui s'élèvent, en recettes, à **22 253 834 280,39 Ariary**, et en dépenses, à la somme de **17 332 827 267,29 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **4 921 007 013,10 Ariary** à savoir :

a- Pour le budget annexe de l'Imprimerie Nationale, en recettes, à **16 334 551 226,87 Ariary**, et en dépenses, à **10 209 199 191,00 Ariary**, soit un excédent de recettes de **6 125 352 035,87 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

b- Pour le budget annexe des Postes et Télécommunications, en recettes, à **5 919 283 053,52 Ariary**, et en dépenses, à **7 123 628 076,29 Ariary**, soit un déficit de **-1 204 345 022,77 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2018 qui s'élèvent respectivement en recettes, à **347 877 554 013,48 Ariary**, et en dépenses, à **774 113 057 798,18 Ariary**, soit un solde débiteur de **426 235 503 784,70 Ariary**.

Article 5:

Sont constatées, les Opérations génératrices de Fonds de Contre-Valeur qui s'élèvent respectivement en recettes, à **3 005 798 803,93 Ariary**, et en dépenses, à **0,00 Ariary**, soit un solde créditeur de **3 005 798 803,93 Ariary**.

Article 6 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes, à **1 757 307 276 650,22 Ariary**, et en dépenses, à **726 610 659 158,75 Ariary**, soit un solde créditeur de **1 030 696 617 491,47 Ariary**.

Article 7 :

Sont constatés les dépassements sur les crédits évaluatifs d'un montant de **306 791 078 636,62 Ariary**.

Sont autorisées en conséquence, en application de l'article 13 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, les inscriptions des crédits correspondants, à titre de renflouement de ces dépassements.

Article 8:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant dans l'état récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de l'année 2018 qui comprennent :

- 1- le déficit des opérations du Budget Général, soit **450 942 502 945,60 Ariary** ;
- 2- l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **4 921 007 013,10 Ariary** ;
- 3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit de **426 235 503 784,70 Ariary** ;
- 4- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contre-valeur soit **3 005 798 803,93 Ariary** ;
- 5- la variation nette du solde créditeur des comptes d'emprunts, soit **1 030 696 617 491,47 Ariary** ;
- 6- Les pertes résultant de la gestion de trésorerie, soit **22 010 934 170,42 Ariary**.

Article 9 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor la somme de **139 434 482 407,78 Ariary**, montant des résultats excédentaires de l'année 2018.

Article 10:

La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Promulguée à Antananarivo, le

RAJOELINA Andry Nirina